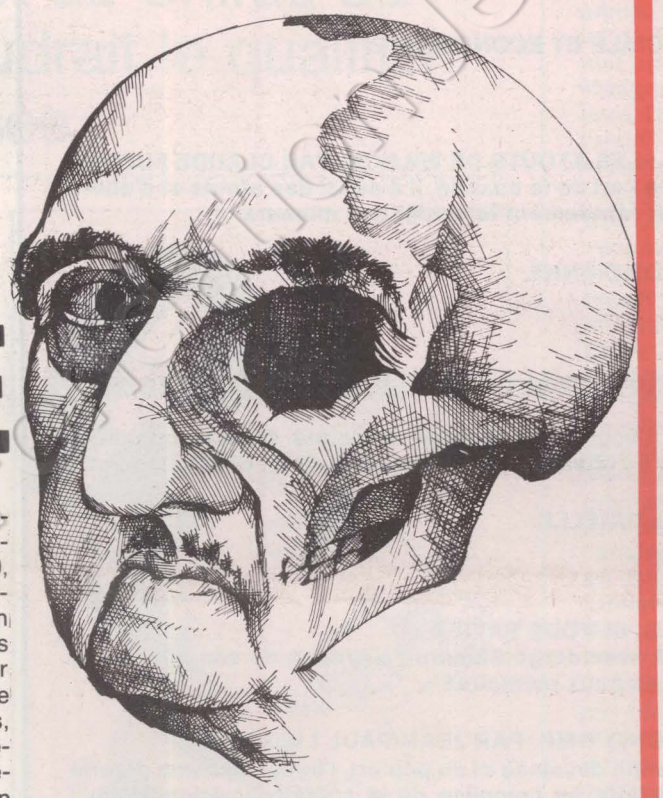
l'unité

N° 101 -3F L'hebdomadaire du Parti socialiste 8 au 14 Mars 1974

ENTRETIEN EXCLUSIF AVEC GEORGES MARCHAIS

FRANCO LA MUERTE



Salvador Puig Antich a été exécuté, samedi 2 mars à 9 h 40, dans la cour de la prison de Barcelone. Son avocat n'a même pas été autorisé à assister à cette scène. Ce jeune militant de 26 ans, membre du Mouvement ibérique de libération, a subi le supplice du garrot. C'est un collier de fer serré par une vis qui l'a étranglé et lui a broyé les vertèbres cervicales.

Bien sûr, nous pourrions parler du procès de Puig Antich, de la manière dont le tribunal a muselé la défense, ou encore des irrégularités d'une instruction bâclée et douteuse. Bien sûr, nous pourrions tenter d'expliquer pourquoi le Caudillo ne l'a pas grâcié, comme les condamnés du procès de Bilbao en décembre 1970. Mais on ne combat pas le fascisme au nom du formalisme juridique. On ne parle pas de droit dans la maison des bourreaux.

C'est la première fois depuis 10 ans qu'un opposant est exécuté en Espagne. Du moins officiellement. Le 20 avril 1963, Julian Grimau, un des dirigeants du Parti communiste espagnol, avait été fusillé. Au mois d'août de la même année, deux Catalans avaient été, comme Puig Antich, garrottés. Ils étaient anarchistes et s'appelaient Delgado et Granados. Mais, depuis cette année noire, le temps des assassins n'a jamais cessé : les condamnations à des années de prison, les coups de matraques au soir des manifestations, les tortures du petit matin dans les commissariats de police, les tirs de mitraillettes de la garde civile contre les membres de l'Eta, par exemple. Tout a été et tout est toujours bon pour faire disparaître la moindre velléité d'opposition.

(Suite en page 2)

Banques: La révolte des « cols blancs »

Sommaire

3 **GOUVERNEMENT : L'HOMME DU CHATEAU, PAR NICOLAS BRIMO.**
Chirac est doté du sobriquet de Château-Chirac depuis une histoire d'impôts, mais c'est plutôt d'homme du « château » qu'il faudrait le qualifier. C'est-à-dire de l'Elysée.

4 **BANQUES : LA REVOLTE DES « COLS BLANCS », PAR CHRISTINE COTTIN.**
Ceux qu'on appelle les « cols blancs » en ont assez des conditions de travail que leur impose la concurrence entre grandes banques. Cette fois, ils se fâchent.

5 **EDITORIAL : QUEL PLAN ?, PAR CLAUDE ESTIER.**

7 **CHANGER LA VIE POLITIQUE.**

8 **EXCLUSIF : GEORGES MARCHAIS REPOND A « L'UNITE ».**
Georges Marchais répond aux questions que lui a posées « l'Unité » sur l'union de la gauche, l'Europe, Soljenitsyne, le droit à l'erreur, l'autogestion, etc.

11 **FRAUDE FISCALE : LE PARADIS DES TRICHEURS, PAR CLAUDE VINTOUX.**
La publicité sur les impôts entre en vigueur le 1er avril. Rien concernant l'impôt sur les sociétés, pourtant grandes bénéficiaires de la fraude fiscale et à un niveau industriel.

12 **UNE LECTURE FRANCAISE DU CHILI, PAR DIDIER MOTCHANE.**
REFUGIES : D'ABORD DU TRAVAIL, PAR JOSETTE BARBIERI.
Sans logement, les employeurs n'embauchent pas. Sans travail, comment payer un loyer ? Dans 15 jours, la prise en charge dont bénéficient les réfugiés chiliens arrive à échéance. Leur principale préoccupation : d'abord du travail.

15 **CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE.**

16 **GRANDE-BRETAGNE : LES ATOUTS DE WILSON, PAR CLAUDE FUZIER.**
Harold Wilson possède l'art de la nuance, il a aussi des atouts et d'abord celui de pouvoir régler rapidement le conflit des mineurs.

18 **CHANGER LA VIE QUOTIDIENNE.**

19 **ENSEIGNEMENT : LA RIPOSTE DE LA GAUCHE, PAR JEAN-PIERRE MOULINS.**
On ne saurait changer l'école sans changer la société. C'est ce que dit la gauche pour répondre à l'offensive tous azimuts contre l'enseignement.

23 **CHANGER LA VIE CULTURELLE.**

24 **CINEMA : ESPAGNOLS, SI VOUS SAVIEZ...**
« L'Unité » s'entretient avec Jorge Semprun à propos de son film sur la guerre d'Espagne, « Les deux mémoires ».

25 **ART : POUR COPIE CONFORME, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS.**
Enfant naturel de la bande dessinée et du pop'art, l'hyperréalisme déferle sur l'Europe. Contestataire ou complice de la société américaine qu'il dépeint ?

27 **DOCUMENT : LES VRAIS SCANDALES DE LA SANTE.**
II. Le marché de la santé, par Marie-Louise Taillefer.

32 **L'ETAT ET LES FACTIONS, PAR FRANCOIS MITTERRAND.**

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (page 13). Barrigues (pages 3, 23). Gérald Bloncourt (pages 29, 30). Jean-Pierre Coureuil (pages 1, 17, 27). Demoulin (page 18). Fotolib (pages 5, 15, 25, 26). Guéna (page 9). Keystone (page 9). Luis Pueller (page 14). Teich (page 7). U.p.i. (page 9).

Coll. Fondation Jean Jaurès

→

Et que dire aujourd'hui des observateurs et journalistes qui saluaient le nouveau gouvernement d'Arias Navarro comme « mû par une volonté de libéralisme » ? Depuis le 18 juillet 1936 c'est toujours la loi du sang que doit endurer l'Espagne pour que règne le Caudillo.

Aucun des problèmes fondamentaux de l'Espagne n'a été résolu : ni celui des nationalités, basque ou catalane, ni celui des relations salariat-capital, ni celui de l'enseignement, toujours dominé par le clergé. Seule l'économie s'est modifiée. On a d'abord vu arriver les touristes, puis les capitalistes étrangers que séduisaient l'ordre social pour leurs investissements. Une nouvelle génération de technocrates, membres de la sainte maffia Opus Dei, a développé l'idéologie du progrès économique.

Mais, aujourd'hui, le bilan s'assombrit là aussi : la balance des paiements espagnole de 1973 accuse un déficit de 35 % et les revenus que les Espagnols émigrés dans toute l'Europe occidentale envoient au pays ne suffisent plus à améliorer ce bilan. La hausse des prix atteint des niveaux record : 13 à 25 % pour les deux premiers mois de l'année 1974 sur l'essence, le gaz, la viande et le lait.

Mais le régime a perdu un de ses piliers : l'Eglise. L'Espagne vit toujours sous le signe des fusils, plus sous celui de la croix. L'idéal de la croisade est bien mort. Il n'y a plus d'évêques pour bénir les canons, pour absoudre les tortionnaires.

La dégradation des relations entre l'Etat franquiste et l'épiscopat est une longue histoire. « L'Unité » en avait parlé en son temps. Mais, aujourd'hui, un seuil a été franchi. Le gouvernement espagnol a tout simplement décidé d'expatrier Mgr Antonio Anoveros, évêque de Bilbao, qui a eu le tort de dire la vérité sur le régime. En mentionnant les droits du peuple basque dans une homélie épiscopale, il a mis à nu une rupture depuis longtemps prévisible. A l'heure où nous écrivons, nous ne savons encore si le régime osera mettre à exécution ses menaces envers Mgr Anoveros. Mais on aimerait bien que ceux qui se sont enflammés à propos du banissement d'Alexandre Soljenitsyne consacrent la même surface rédactionnelle à l'évêque de Bilbao.

Et puis là aussi, pendant que les militants du Parti socialiste ouvrier espagnol, de l'U.g.t., du Parti communiste espagnol, les hommes de gauche espagnols subissent toujours la répression, nous aimerions pouvoir écrire que le gouvernement français n'a rien à voir avec cela.

Mais il ne faut pas oublier que, du 22 au 26 octobre 1973, le prince Don Juan Carlos de Bourbon, successeur désigné du Caudillo, a été reçu par le gouvernement français. Il ne faut pas oublier ces 20 chars AMX 30 et ces 30 Mirage III qui équipent l'Armée espagnole, les visites et les échanges « fructueux » entre les chefs d'état-major des deux Armées, les rencontres entre Raymond Marcellin et son homologue espagnol.

Malheureusement, il n'y a pas que la France pour baisser pudiquement les yeux. A la fin du mois de novembre, les mineurs les plus exploités d'Europe, ceux des Asturies, se mettaient en grève. Le 16 décembre, un cargo polonais chargé de 55 000 tonnes de charbon arrivait dans un port espagnol. Il était accueilli triomphalement par les autorités franquistes et l'orchestre de la Guardia Civil. Ce n'était pas la première fois que le gouvernement polonais agissait ainsi. Les mineurs ont dû reprendre le travail sans obtenir grand-chose.

Salvador Puig Antich est mort, comme on mourait pendant la guerre civile. Il n'est toujours pas question pour nous d'oublier l'Espagne. ■

Gouvernement

L'HOMME DU CHATEAU

Comme l'a dit François Mitterrand au cours de sa conférence de presse de mardi, le meilleur mot sur le nouveau ministère Messmer émane d'un dirigeant de la majorité, Michel d'Ornano : « C'est le même gouvernement, a noté celui-ci, mais en plus petit. »

Ce « rétrécissement » paraît avoir enthousiasmé le Premier ministre, qui a évoqué avec une certaine fougue les joies de se retrouver moins nombreux autour d'une table. Mais il ne semble pas que cet enthousiasme soit partagé par l'opinion publique. A en croire un sondage « France-Soir » - Ifop, 72 % des habitants de la région parisienne — 59 % parmi les électeurs de la majorité — considèrent que le 3e gouvernement Messmer « ne changera pas grand-chose dans la vie politique française. » Et si l'on en croit ce que nous rapportent nos correspondants, le scepticisme et même l'incompréhension sont au moins aussi grands dans l'ensemble de la province.

Si Georges Pompidou attendait de ce remaniement un choc psychologique, c'est raté. Mais il en attendait aussi autre chose. Eliminant, d'une part, ceux qui s'étaient mêlés d'avoir quelques idées personnelles (Charbonnel, Stasi) ou qui devenaient gênants à force de parler à tort et à travers (Druon, Malaud), il renforce, d'autre part, son emprise personnelle sur le gouvernement en neutralisant les candidats à sa succession (Olivier Guichard est hissé sur le même plan que Valéry Giscard d'Estaing) et en plaçant au ministère de l'Intérieur, qui est celui de la police mais aussi celui des élections (Marcellin dixit), l'homme qui lui est le plus dévoué, Jacques Chirac. La promotion de celui-ci est l'occasion de rappeler une carrière particulièrement significative.

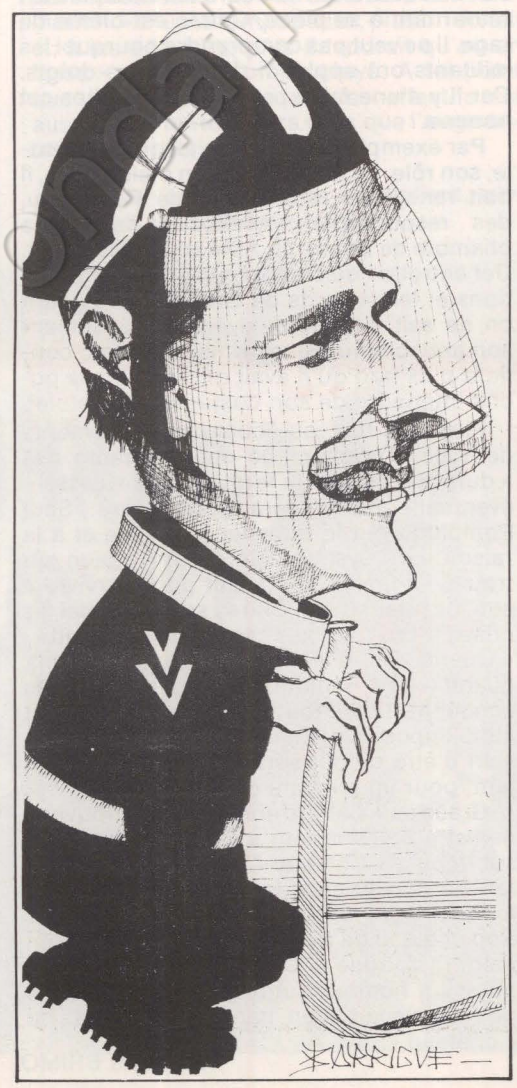
Chirac est doté du sobriquet de Château-Chirac depuis une histoire d'impôts. C'est plutôt de Chirac du « Château » qu'il faudrait le qualifier. C'est-à-dire de l'Elysée.

Le général de Gaulle avait ses « barons ». Ils étaient cinq. Georges Pompidou doit plus modestement se contenter de « cadets ». Encore ne sont-ils que deux à émerger de la grisaille du nouveau gouvernement Messmer : Jean-Philippe Lecat et Jacques Chirac.

Le premier conserve le ministère de l'Information. Quant au second, il a reçu, vendredi dernier, le ministère de l'Intérieur. Il abandonne l'Agriculture à son prédécesseur de la place Beauvau, Raymond Marcellin. Une permutation qui ne saurait choquer : hier, les C.r.s. de Marcellin cognaient sur les paysans de Chirac. Demain, les C.r.s. de Chirac cogneront sur les paysans de Marcellin.

Pour caractériser Jacques Chirac et son ascension politique, les journalistes ont déjà forgé deux formules : « Jacques Chirac ou l'art d'être brillant en politique ». L'autre plus méchante : « Jacques Chirac ou la voix de son maître. » L'une comme l'autre illustrent une partie de la carrière du nouveau ministre de l'Intérieur.

A 42 ans, Chirac accède aux grands ministères et au titre, envié par certains, de « premier flic de France. » Un titre après beaucoup d'autres : il a fait l'école des Sciences politiques, est sorti de l'Ecole nationale d'administration et n'a pas oublié de décrocher un diplôme à l'université américaine d'Harvard. Et puis, ce ministère couronne une « carrière-express » : de 1967 à 1968, il est secrétaire d'Etat pour l'Emploi, aux Affaires sociales, puis secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances, sous Pompidou, Couve de Murville et Chaban-Delmas. Pour devenir ensuite, à 38 ans, ministre chargé des Relations avec le Parlement dans le second gouvernement Chaban. Et enfin, pendant 20 mois, ministre de l'Agriculture avec Pierre Messmer.



Voilà pour la face apparente de sa carrière. Mais Chirac, c'est d'abord l'homme de Pompidou. Il est entré en politique à son cabinet de Premier ministre et, depuis longtemps, il a la certitude que sa fidélité fera sa carrière. Très tôt, les liens se sont tissés. Pompidou a vite eu pour lui un regard paternel et amical, un œil compréhensif et amusé. Le Premier ministre d'alors disait de lui : « Si je lui demandais de creuser dans la nuit un tunnel entre mon domicile et l'Hôtel Matignon, Chirac trouverait le moyen de le faire. Demain à 9 h 15, il sera à la sortie du tunnel, en train de m'attendre, sa mission accomplie. »

Quand il siège au gouvernement de Maurice Couve de Murville, Chirac est plus souvent avenue de la Tour-Maubourg, où Pompidou supporte très mal « sa traversée du désert », qu'à Matignon chez son Premier ministre. Le duel de Gaulle - Pompidou passe aussi par lui. Pendant la campagne présidentielle de 1969, c'est à Chirac que revient le soin de régler la gestion financière, de tenir les comptes. Et puis il a les gestes qu'il faut, quand il faut. Un jour de l'affaire Marcovitch, Chirac écoute la radio. France-Inter annonce que M. et Mme Pompidou seront bientôt entendus comme témoins dans l'affaire. Chirac sort de sa voiture, entre dans un café et téléphone à son collègue de l'Information Joël Le Theule. La discussion est sévère. Pompidou saura assez vite ce geste pour l'apprécier à sa juste valeur.

Chirac se verra récompensé : à peine président de la République, Pompidou le nomme trésorier de la « Fondation Claude Pompidou ». Jadis, de Gaulle avait choisi comme trésorier de la « Fondation Anne de Gaulle » un jeune agrégé inconnu, Georges Pompidou. Celui-ci aime bien faire radoter l'histoire.

Et puisque le Pouvoir c'est aussi les hommes qui entourent Pompidou, il ne manque pas de passer, presque chaque soir, dans le petit bureau où Pierre Juillet et Marie-France Garaud se font face. Une éminence gaulliste confiait vendredi soir : « Pour comprendre la cote d'amour de Chirac, il ne faut pas oublier que c'est l'homme qui téléphone le plus souvent à Marie-France Garaud. » L'ambition a de ces devoirs...

Mais alors, comment définir politiquement Chirac ? Son itinéraire de jeunesse est pour le moins brouillon. En 1947, un camarade du lycée Carnot l'amène à prendre sa

→

L'homme du château

→

carte au R.p.f. Puis il fait signer le manifeste de Stockholm, ce qui lui vaudra d'être fiché comme communiste ! A Sciences Po, il devient l'ami de Michel Rocard et flirte avec les groupes socialistes de l'école. Le 1er avril 1956, il se fait affecter au 6e régiment des chasseurs d'Afrique. Il commande alors le 3e escadron et « casse du fellouze » avec son groupe aéroporté sur la frontière marocaine et dans l'Algérois. « Je ne voyais vraiment pas, à l'époque, pourquoi l'Algérie ne resterait pas française. » En avril 1961, au lendemain du putsch des généraux, il refuse de signer avec tous les auditeurs à la Cour des Comptes — où il est alors affecté — un texte d'allégeance au général de Gaulle.

Mais peut-être le « Chirac des champs » explique-t-il le « Chirac des villes ». Il y a, là, tout une imagerie : le jeune conseiller de Pompidou débarquant « une petite valise à la main au petit matin en gare d'Ussel » dans sa future circonscription, trois mois avant les élections de 1967, et enlevant de haute lutte le siège à la gauche. La réalité est moins brillante, plus terre à terre. En fait, Chirac est déjà conseiller municipal de Sainte-Féréole, un petit village à quelques kilomètres de Brive ; il a pris bien soin, en 1964, de se faire nommer membre de la Coder du Limousin et de lancer en 1965 un journal, « L'essor du Quercy ».

Pour se faire élire, il mobilise les préfet et sous-préfet. Pour séduire ses électeurs, l'ancien partisan de l'Algérie française tient un langage de néo-radical. Sa formule favorite est alors : « J'en fais mon affaire. » Le 13 février 1967, il fait distribuer ce tract : « Je viens de recevoir cette lettre de M. Nungesser, secrétaire d'Etat au Logement. Celui-ci m'annonce qu'il accorde à ce département... un crédit pour l'habitat rural... qui atteint un montant de 530 000 F. » On est en pleine « candidature officielle ». Et si une de ses lettres à ses électeurs affirme que, parmi ses soutiens, il y a un ancien ministre de Léon Blum du temps du Front populaire, Chirac ne précise pas qu'il s'agit de Charles Spinasse, qui vota ensuite les pleins pouvoirs au maréchal Pétain en 1940.

Sa psychologie est aussi difficile à cerner que son idéologie politique. On le sait travailleur infatigable, gros mangeur, bon vivant et dormant peu. Mais ce que l'on ignore souvent, c'est que Chirac manque de nerfs. Jeune technocrate et brillant féal de Pompidou, il croit trop à son étoile pour respecter les hommes. Quand on le charge des relations avec le Parlement, il y tient son plus mauvais rôle. Il aurait dû y apprendre à manier l'U.d.r. Mais il se bat pour René Tomasini et laisse passer ses gaffes. Première erreur. Il se fâche définitivement avec Michel Poniatowski et, avec les 291 députés U.d.r. sortis des « urnes de la trouille », il n'a pas la manière. On le trouve distant, cassant et dédaigneux. Un matin, il téléphone à Chaban-Delmas que tout va bien. L'après-midi, 5 présidents de commission à l'Assemblée nationale, 5 personnalités de l'U.d.r. rendent public un texte qui critique la politique gouvernementale. L'échec est dur. Mais Pompidou pardonnera d'autant mieux ses maladresses qu'elles ont facilité la chute de Chaban.

Aux assises de l'U.d.r. à Nantes, en décembre 1973, l'Elysée le charge de transmettre la pensée présidentielle. Le spectacle est bien préparé : Marie-France Garaud « contrôle » le discours de Chaban, y enlève certaines allusions. Chirac sera la vedette. Mais son discours trop médiocre tombe à plat. En retournant à sa place, Chirac est blême de rage. Il ne veut pas comprendre pourquoi les militants ont applaudi du bout des doigts. Car il y a une faille psychologique chez cet homme.

Par exemple, il vit parfois jusqu'au ridicule, son rôle. Le 22 mai 1968, en pleine crise, il doit rencontrer, sur l'ordre de Pompidou, des responsables syndicaux dans une chambre de bonne du XIXe arrondissement. Cet entretien discret préparera les négociations et les accords de Grenelle. Craignant on ne sait trop quoi, vivant physiquement son anticommunisme primaire, Chirac confiera plus tard qu'il avait glissé, dans la poche intérieure de son costume, un pistolet.

Plusieurs fois, au cours des événements de 1968, il s'est rangé dans le camp des « durs ». Il prônait la fermeté et la « casse » éventuelle ne le dérangeait guère. Seul Pompidou put le ramener au calme et à la raison. Le « système Marcellin » a bien sûr trouvé l'homme qu'il fallait pour survivre à son inventeur. Mais Chirac supporte mal les crises. Un de ses familiers explique : « Quand les événements lui échappent, quand ses solutions technocratiques échouent, il perd tout sang-froid et il devient alors impossible. En vérité, il a toujours besoin d'être dirigé, surveillé ». C'est inquiétant, pour un ministre de l'Intérieur.

Grâce au « Canard enchaîné », le nouveau ministre de l'Intérieur s'est vu décerner un sobriquet : « Château-Chirac ». Il le doit au fait de n'avoir pas, le plus légalement du monde, payé d'impôts pendant deux ans. Son château de Sarran était classé « monument historique ». Ce surnom récompense aussi un homme qui a toujours su que le pouvoir venait d'en haut. De l'Elysée, du « château ».

NICOLAS BRIMO

Altamirano à Paris

A l'initiative du Parti socialiste, le secrétaire général du Parti socialiste du Chili, Carlos Altamirano, effectue une visite en France, au cours de laquelle il devait être reçu officiellement par François Mitterrand et le Bureau du Parti socialiste. Il prendra la parole lundi prochain 11 mars à 20 h 30 à la Mutualité, et aura de nombreux contacts avec les organisations politiques et syndicales qui animent l'action de solidarité à la lutte du peuple chilien.

La réputation de docilité des « cols blancs » en a pris un coup. Dans les banques depuis un mois, débrayages, assemblées du personnel, grèves de 24 heures et manifestations se sont succédé à travers toute la France. Le tout couronné par deux journées nationales d'action, mardi et mercredi derniers, à l'appel de la C.g.t. et de la C.f.d.t.

« Cela faisait un moment que nous sentions la tension monter », assurent les syndicalistes. Avec l'inflation, les dernières décisions patronales ont joué un rôle de détonateur.

A la commission paritaire, le 10 janvier, les objectifs des banquiers étaient simples : pas d'augmentation pour 1974 ; seulement 2 % le 1er février pour compenser les effets de la hausse des prix. « Il ne faut pas nous prendre pour des imbéciles, tempête une secrétaire au siège du Crédit lyonnais, boulevard des Italiens. 2 %, ça ne fait pas 35 F par mois. Même pas de quoi payer l'augmentation de l'essence que je dépense pour venir au boulot ! ». « Et les patrons ont le culot d'affirmer qu'il faut faire des sacrifices ! Comme si on n'en faisait déjà pas assez comme ça ! » s'indigne Paul, qui travaille au tri du courrier. Avec un salaire d'embauche, qui, selon la convention collective, ne dépasse pas 1 100 F par mois, on voit mal, en effet, de quel sacrifice il pourrait s'agir.

Cette fois le patronat en a trop fait. Son cynisme, les salariés en ont l'habitude. Mais vraiment trop, c'est trop. Le 11 février, plusieurs services parisiens du Crédit lyonnais, dont le siège social, se mettent en grève. Ils devancent même la C.g.t. et la C.f.d.t. qui s'étaient entendues pour une action commune à l'échelon national du 12 au 15 mars.

Les revendications portent bien entendu sur les salaires. « Ça fait 6 mois que je suis au Crédit lyonnais, raconte Claire, derrière mon guichet, toute la journée je reçois les chèques, je signe les reçus. Un boulot pas très difficile mais qui comporte de grosses responsabilités : une erreur de chiffre et c'est la zizanie dans la comptabilité. » Pour ce travail, elle ne touche pas 1 100 F par mois. Et si elle se trompe, c'est tout son avancement et ses augmentations qui en seront compromis.

Les O.s. de la paperasserie

Au Crédit lyonnais, comme dans la plupart des banques, ils sont nombreux à toucher le salaire minimum. Tous ceux qui débutent y ont droit, notamment dans les agences, le personnel des services de comptabilité où s'effectue le travail préparatoire des services informatiques. Dans les centraux, c'est le lot des employés qui font un véritable travail d'O.s. de la paperasserie. « Toute la journée, je pointe, je photocopie, je classe des reçus », se désole un employé. Un vrai travail à

LA REVOLTE DES « COLS BLANCS »

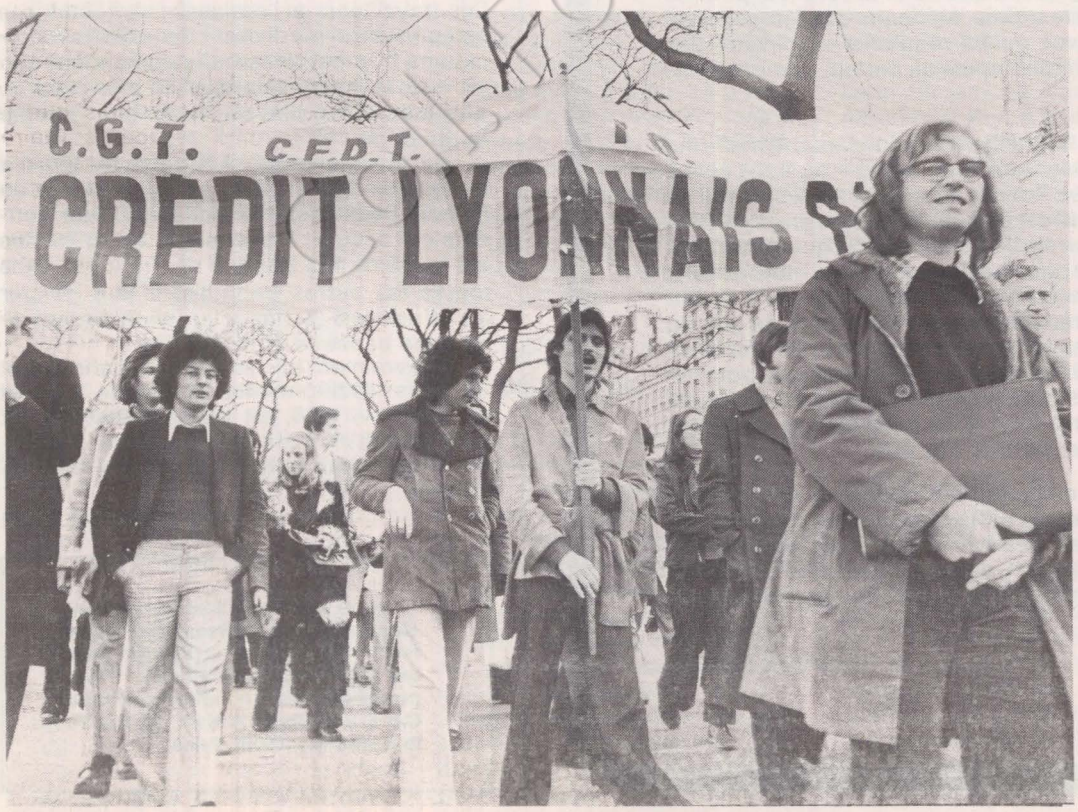
Ceux qu'on appelle les « cols blancs » en ont assez des conditions de travail que leur impose la concurrence entre les grandes banques. Cette fois, ils se fâchent.

la chaîne ! A ces postes, les bas salaires ne sont même pas tempérés par de bonnes conditions de travail. L'informatique et ses ordinateurs, s'ils ont créé quelques postes qualifiés, ont surtout multiplié les tâches parcellisées et répétitives. Et, comme à l'usine, ces machines coûteuses ont introduit la notion de rentabilité maximum des investissements, donc de travail posé. « Tous les secteurs d'informatique et certains services annexes comme celui du courrier font maintenant les 3x8 », assure le responsable C.f.d.t. Jean-Pierre Moussy.

Le mythe du « col blanc » dans son bureau tranquille et propre n'a pas résisté à la modernisation de la profession.

Les employés subissent tous la loi de la concurrence acharnée que se livrent les banques. Sous prétexte de s'implanter partout où le concurrent risque de le faire, elles multiplient les agences. Sans pour autant multiplier les effectifs. Les chiffres sont éloquents : depuis 1966, le pourcentage annuel d'ouverture de guichets est en progression de 8,3 % à la B.n.p., de 11,4 % au Crédit lyonnais, et de 14,9 % à la Société générale, pour ne citer que les trois banques nationalisées. Pendant ce temps, les statistiques officielles sont formelles : les effectifs n'ont augmenté que de 7,5 %. Et la part des frais de personnel par rapport aux frais d'exploitation est aussi en constante diminution : - 2,7 % à la B.n.p. ; - 1,3 % et 1,2 % au Crédit lyonnais et à la Société générale. A cela, il faut ajouter l'augmentation du nombre d'opérations à exécuter par client et la diversification des services proposés — du voyage organisé à l'assurance en passant par toutes les formes de crédit à la consommation. « Plus le temps passe, plus on en fait et, à les entendre, plus il faudrait qu'on en fasse », s'indigne un employé. A tel point que la revendication sur les effectifs est aussi importante à leurs yeux que l'augmentation des salaires.

Et puis les hold-up se multiplient, surtout dans les petites agences.



« Nous nous sommes bagarrés pour qu'une agence ne puisse pas être ouverte à moins de 4 employés et sans les trois dispositifs de sécurité indispensables », assure un syndicaliste de la C.g.t. Dans ce domaine, les irrégularités sont nombreuses. Sans arrêt, on découvre que telle succursale qui vient d'être cambriolée possède, en tout et pour tout, un signal d'alarme sonore. Contre un bandit armé, c'est un peu léger. Mais qu'importe, l'assurance paiera. Le hold-up finit par coûter moins cher aux compagnies bancaires que les dispositifs de sécurité destinés à les éviter. Dans ce calcul, les risques courus par les employés n'entrent pas en ligne de compte. Certains cadres le savent bien et ils ne se sont pas privés de dénoncer ce système. Tout comme ils protestent contre l'organisation générale du travail et le rôle répressif qu'on leur fait jouer.

Des risques sans importance

Face à ce mécontentement général, la direction ne bronche pas. Elle compte sans doute, comme en 1972, sur l'essoufflement des travailleurs et le manque de cohésion syndicale.

En fait d'essoufflement, une semaine après le début de la grève, 25 services parisiens du Crédit lyonnais sont touchés. En province, certaines succursales, notamment à Lyon et à Rilleux (Ain) se joignent au mouvement. Le 25 février, un grand meeting à la Bourse du Travail rassemble plus de 4.000 personnes. Presque toutes les banques participent — même partiellement — à ce rassemblement. De toute évidence, l'ampleur du mouvement surprend le patronat. Au Crédit lyonnais, la direction aurait dû prêter plus d'attention à la moyenne d'âge de son personnel. Depuis 4 ans, en raison des départs et de l'embauche à Paris, 75 % des employés ont moins de 25 ans. Le taux de syndicalisation s'en ressent : il augmente annuellement de 30 % environ. Et ce n'est pas tout. Le 27 février, coup de théâtre. Les camions blindés de transfert de fonds embouteillent la rue Croix-des-Petits Champs à Paris, devant la Banque de France. Un piquet de grève, devant chaque porte, les empêche de livrer leur précieux chargement.

La «banque des banques»

Pour la première fois, les locaux du siège central de la « Banque des banques » sont occupés par les grévistes. Tout commence avec les revendications des 800 garçons de bureau , immédiatement relayés par les secrétaires comptables. Ils demandent des aménagements de carrière et des primes que d'autres catégories ont obtenus. Devant le refus du gouvernement, ils durcissent leur position et bloquent les portes.

→

Editorial

Quel plan ?

Il a donc fallu attendre le gouvernement Messmer III, réuni autour d'une table « plus adaptée », pour que soit arrêté un « plan sur l'énergie » qui se préoccupe davantage d'économies dérisoires (et inutiles) sur le chauffage des particuliers que d'accorder la place nécessaire à la recherche scientifique à court, moyen et long terme. Le problème de l'énergie dans son aspect le plus spectaculaire se pose au moins depuis le début d'octobre dernier. Pendant cinq mois, le gouvernement n'a donc fait que naviguer à courte vue, subissant les événements ou plutôt les faisant subir aux Français et d'abord aux plus défavorisés.

Car, pendant ces cinq mois, l'inflation s'est poursuivie de plus belle sans que la hausse des prix du pétrole puisse tout expliquer. Il faut, en particulier, trouver d'autres motifs pour justifier les 2,6 % de hausse en janvier sur les produits manufacturés, les 1,3 % sur ceux des produits agricoles et le 1 % sur ceux des services. La spéculation à la hausse, encouragée par l'immobilisme gouvernemental et les déclarations contradictoires des principaux responsables cherchant surtout à impressionner l'opinion, a multiplié les effets directs de la crise de l'énergie. Ceux qui fixent les prix se sont donné une marge de sécurité en faisant valser les étiquettes plus que l'augmentation des coûts ne les y obligeait.

Comment expliquer autrement que, en janvier toujours, les articles d'équipement de ménage aient enregistré une hausse de 1,4 % et que, dans le même temps, le prix des meubles et des tapis ait grimpé de 1 % ?

La plupart des produits manufacturés entrent dans le cadre de la « programmation contrôlée des prix », ce qui signifie théoriquement que l'administration en surveille de près l'évolution. De même, en ce qui concerne la plupart des services, le ministère de l'Economie et des Finances a, en principe, son mot à dire par le biais des conventions de prix. Force est donc de constater que le gouvernement a laissé faire. Cela est particulièrement frappant en ce qui concerne les loyers : bloqués pour six mois en décembre, ils ont pourtant augmenté de 0,6 % en janvier !

C'est pourquoi plus personne en France ne peut prendre au sérieux les prévisions de Valéry Giscard d'Estaing, quelle que soit l'assurance, pour ne pas dire la suffisance, avec laquelle il les exprime. Au risque de se lasser, il est tentant de rappeler une fois encore avec quelle régularité le ministre des Finances s'est trompé et a trompé l'opinion depuis un certain nombre d'années.

Il ne semble plus d'ailleurs se faire lui-même d'illusions quand il affirme devant l'élégant public de « la Revue des Deux Mondes » — où il est plus à son aise que devant les ouvriers de chez Rateau ou devant les employés du Crédit lyonnais — que son nouvel objectif est de ramener la hausse pour 1974 à moins de 10 %. Comment ce taux pourrait-il être tenu, alors que sur la base de ce que Giscard a lui-même annoncé pour les deux premiers mois et qui a déjà toute chance d'être dépassé, on en serait à 18 % pour l'année ? Et que l'on voit mal comment l'augmentation très sensible de l'électricité, du gaz, du charbon, qui constitue l'une des pièces maîtresses du fameux plan annoncé mercredi par Messmer, sans parler de la hausse du prix du bifteck, pourrait ralentir ce mouvement ascendant. Alors que, l'énergie intervenant à tous les stades de la fabrication ou de la distribution d'un produit, ces nouvelles augmentations se répercuteront sur l'ensemble des prix.

Il reste à notre gouvernement et aux moyens d'information dont il dispose à détourner l'attention des Français vers les difficultés que rencontrent nos voisins européens. Il ne s'en prive pas. Mais le « truc » est éventé. Les derniers sondages indiquent que les Français, dans leur majorité, ne croient guère à l'efficacité de la politique économique et sociale du gouvernement. On les comprend !

CLAUDE ESTIER

LA REVOLTE DES « COLS BLANCS »

→

Pour toute réponse, le gouverneur Wormser, qui se défend d'être un libéral, annonce qu'un trentième du salaire sera retenu aux grévistes, même pour une seule heure d'arrêt de travail. Cette nouvelle fait l'effet d'une bombe. Le lendemain, 2.000 des 5.000 employés du siège central se réunissent dans le grand hall. Cette grève — très catégorielle au départ — devient l'affaire de tous. Chaque jour, elle est reconduite presqu'à l'unanimité. Même les planches à billets des ateliers de Vic-le-Comte et de Chamalières s'arrêtent avec plus de 90 % de grévistes. Les syndicats sont surpris de cette combativité. La Banque de France, dont les structures n'ont pratiquement pas bougé depuis sa création par Napoléon en 1800 , est surtout connue pour son traditionalisme. A part quelques grèves ponctuelles de 24 heures, généralement sans lendemain, son passé revendicatif est d'un calme impressionnant. « Cela s'explique très bien, assure Maurice Gousseau, représentant élu par le personnel au Conseil général de la Banque de France et membre de la section socialiste de l'entreprise. Entrer ici, c'est toujours une promotion, pour un employé. Les salaires, indexés sur ceux de la Fonction publique, sont bien plus importants que dans n'importe quelle autre banque. Sans parler des avantages non négligeables. Vous avez des situations dorées, nous dit-on sans arrêt, vous n'avez pas le droit de contester. Et les employés finissent par le croire. » Jusqu'au jour où tout craque. Leurs revendications pour le moment portent d'abord sur le paiement intégral des jours de grève. Mais ils réclament aussi la révision des structures de la maison. Les travailleurs en ont assez de toutes ces catégories qui les diviser t dans des revendications trop parcellisées.Ils demandent que 10 % de la masse salariale soit affectée à ce nivellement, au lieu des 0,38 % prévus par la direction.

Le 6 mars, un appel à la grève est lancé à toutes les succursales de la Banque de France. De son côté, le siège du Crédit lyonnais est occupé. La stratégie des grévistes est la même à la Banque de France et dans toutes les autres banques. Il faut obliger les directions à négocier en bloquant le système bancaire et monétaire.

Il est vraiment loin le temps des anciens et de leurs traditionnelles grèves de 1947 et de 1957 — 1968 est passé là-dessus. Et maintenant, il n'est plus question d'attendre 10 ans pour faire accepter des revendications.

CHRISTINE COTTIN

● Le « centre d'histoire du syndicalisme » est intéressé par toutes les archives que pourraient détenir les militants socialistes. Pour prendre contact il suffit d'écrire au C.h.s. Université Paris 1, 16, rue de la Sorbonne 75005 Paris.

changer la vie politique

LES DEBUTS DE BAUDOIN

Même à l'U.d.r., tout le monde n'a pas vu d'un bon œil la création de la délégation ministérielle à l'Information. Le passé « lecanuettiste » de Denis Baudoin semble inquiéter certains responsables du parti majoritaire, qui ont demandé à voir le dossier personnel de chacun des collaborateurs du nouvel organisme. Comme on pouvait s'y attendre, ladite délégation a d'ailleurs commencé sa carrière dans la plus grande confusion des fonctions. C'est Baudoin lui-même qui est venu expliquer à France-Inter l'importance du remaniement gouvernemental (dont personne ne l'avait d'ailleurs préalablement informé). En toute objectivité, bien entendu !

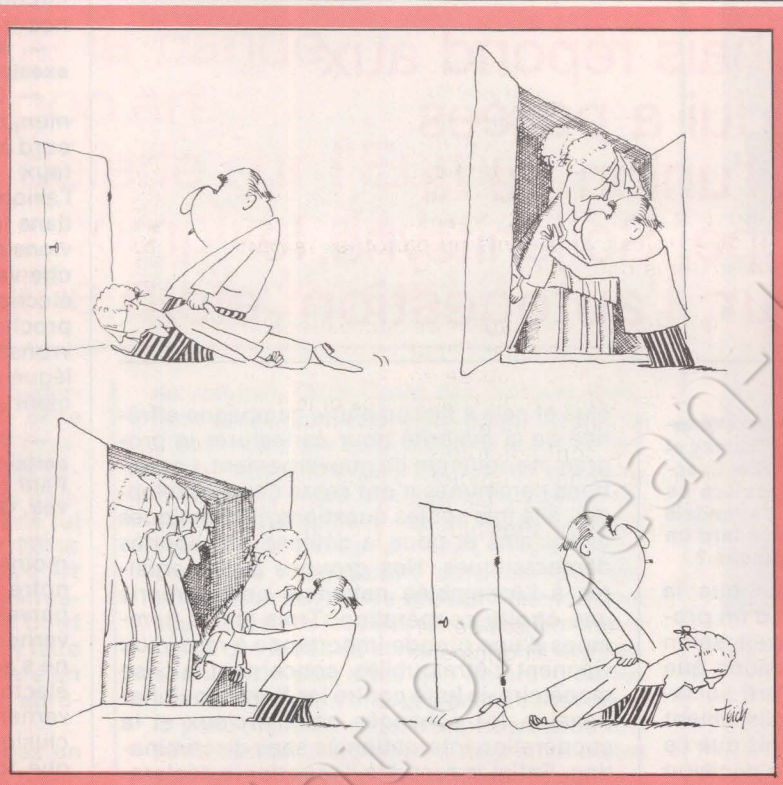
« BIEN ELU »

Au cours du débat organisé jeudi dernier par R.t.l. sur les élections britanniques, Maurice Couve de Murville expliquait que l'on pouvait être « bien élu » en Angleterre ou aux Etats-Unis en n'obtenant qu'une minorité de suffrages, mais que ce n'était pas le cas en France. Comme Claude Estier lui faisait remarquer que 36 % seulement des électeurs inscrits avaient voté pour Georges Pompidou en 1969, l'ancien Premier ministre laissa tomber cette phrase : « Mais ce ne fut pas une élection triomphale ! »

L'ETAT ET LES COMMUNES

Les partis de gauche signataires du programme commun ont décidé d'intensifier leurs actions dans chaque département, afin de protester contre les transferts de charges imposés par les pouvoirs publics.

« Depuis bientôt quinze ans, l'Etat, au service des grands intérêts privés, s'est efforcé de transférer aux collectivités locales (départements et communes) des charges considérables, entraînant une grave augmentation de la fiscalité locale. Aujourd'hui, plus de 50 % des équipements de ce pays sont



réalisés par les collectivités locales, alors que l'Etat accapare 85 % des ressources fiscales », indique, notamment, la déclaration commune des Partis socialiste, communiste et du Mouvement des radicaux de gauche, rendue publique à l'occasion d'une conférence de presse.

Pierre Mauroy a tenu à préciser que les élus revendiquaient davantage d'autorité et même de transferts de charges, à condition que la fiscalité locale et régionale soit réorganisée, notamment grâce à la dévolution d'impôts et de taxes nationaux aux collectivités locales.

UN MODELE DE PRISON

La prison « modèle » de Fleury-Mérogis ne secrète pas qu'un ennui mortel. Après les nombreux suicides dont elle a été le théâtre, l'attention a été une fois encore attirée sur cette prison à l'occasion d'une mort plus que douteuse. Celle d'un prévenu de 20 ans, Patrick Mirval, mort dans l'ascenseur durant son transfert au « mitard ». Cet ascenseur est resté immobilisé, sans motif apparent, pendant six minutes selon le rapport officiel, vingt minutes d'après certains témoins. Patrick était alors encadré par trois surveillants. Lorsque l'ascenseur a atteint le sous-sol, il avait les yeux injectés de sang et il urinait rouge. Il devait décéder peu après, sans avoir repris connaissance.

Un examen superficiel, à la lueur de lampes électriques (!) ne relevait rien d'anormal. Jeune, robuste et en bonne santé, Patrick n'avait aucune raison de mourir si subitement. Il aura pourtant fallu 4 jours au procureur d'Evry-Corbeil pour requérir l'ouverture d'une information judiciaire sur les causes de cette mort. Jean Taittinger a récemment réclamé un durcissement du régime carcéral : voilà qui devrait faire réfléchir le ministre de la Justice.

UNE MORT SUSPECTE

Dans un terrain vague de Saint-Gratien (Val-d'Oise), un jour de décembre dernier, on retrouva pendu un jeune Algérien. Version officielle : suicide. C'est en vain que le père réclama une autopsie. Pourtant, le lendemain, à la mise en bière, la famille découvrait sur le corps des traces suspectes. Le 26 janvier, pour la 2e fois, l'autopsie était encore refusée... Depuis, on ne sait plus rien de l'enquête. Les amis du jeune homme n'ont pas renoncé. Les socialistes d'Ermont, ainsi que les autres formations de gauche, les syndicats, les Associations de solidarité avec les travailleurs immigrés, etc. sont, eux aussi, bien décidés à ce que la vérité soit faite sur cette affaire.

L'EUROPE ET L'ENERGIE

L'Organisation française de la gauche européenne (président : Gérard Jaquet) organise un colloque : « L'Europe et l'énergie », animé par Henri Simonet, vice-président de la Commission de Bruxelles, responsable des problèmes énergétiques de la Communauté, en présence de François Mitterrand, le 15 mars 1974 (21 h) à la Salle des Agriculteurs, 8, rue d'Athènes, Paris 8e.

GREVE DE LA FAIM POUR LES BASQUES

Trois Basques, dont deux jeunes femmes réfugiées du Pays basque sud, observent depuis le 26 février une grève de la faim illimitée dans un local d'une communauté chrétienne 12, rue Censier, dans le Ve arrondissement de Paris. Un jeûne de quelque 30 personnes a eu lieu samedi et dimanche. Ces actions de solidarité avec les grévistes de la faim de Bayonne se poursuivront, selon les grévistes de la faim, « jusqu'à l'obtention des revendications exigées par les réfugiés politiques basques : droit des Basques à vivre et à travailler chez eux en Pays basque nord, obtention de cartes de séjour valables pour un an, annulation de toutes les mesures administratives prises à ce jour (notamment assignations à résidence et expulsions) et assurance que toute nouvelle mesure éventuelle sera désormais prise par un tribunal judiciaire. »

EXCLUSIF

GEORGES MARCHAIS REPOND A

Georges Marchais répond aux questions que lui a posées « l'Unité » sur l'union de la gauche, l'Europe, Soljenitsyne, le droit à l'erreur, l'autogestion, etc.

L'UNITE : En juin 1971, s'est produit un événement politique important : le congrès d'Epinay et la constitution du nouveau Parti socialiste. Exactement un an après, il y a eu la signature du programme commun. Est-ce que tu t'attendais en juin 1971 à ce qu'il y ait un an plus tard un programme commun des partis de gauche ?

GEORGES MARCHAIS : Disons que la voie conduisant à l'établissement d'un programme commun de la gauche avait, selon nous, été ouverte par les discussions que nous avions engagées avec le Parti socialiste et qui avaient abouti à l'établissement du bilan de décembre 1970. Je crois que ce travail a été extrêmement utile. La décision du congrès d'Epinay d'engager une discussion pour établir un programme concret de gouvernement a facilité l'avancée que nous avons réalisée. Nous sommes passés de la discussion idéologique à une discussion concrète pour dire ensemble aux Françaises et aux Français : si nous sommes au gouvernement, voilà la politique que nous mettrons en œuvre dans les différents domaines...

— Pourtant, aussitôt après le congrès d'Epinay, l'appréciation portée par le Parti communiste et par « l'Humanité » n'avait pas été favorable, comme si vous vous attendiez à ce que le parti né à Epinay prenne une autre orientation que celle de l'union de la gauche.

— Nous nous sommes toujours gardés de porter une appréciation sur les affaires intérieures du Parti socialiste. On ne trouvera aucun texte pour ou contre la nouvelle majorité. C'est aux socialistes d'en décider, ce n'est pas notre affaire. Nous avons seulement considéré que, pour juger, il fallait attendre que les discussions s'engagent et voir si oui ou non elles allaient aboutir à ce qui était notre objectif : un programme commun de gouvernement.

— Le programme a donc été signé en juin 1972, cela fait près de deux ans maintenant. Comment résumerais-tu le chemin accompli depuis la signature du programme commun ?

— Je considère que non seulement l'union de la gauche a bien résisté à l'épreuve du temps, mais qu'elle n'a cessé de se consolider. On peut prendre un certain nombre de faits qui illustrent cette idée. La bataille des élections législatives de 1973 s'est traduite par une progression générale de la gauche, en voix, en pourcentage, en élus et cela à l'issue d'une campagne effrénée de la majorité pour caricaturer le programme commun de gouvernement. Les actions communes n'ont cessé de se développer, à la fois sur les questions économiques et sociales et pour la défense des libertés démocratiques. Nos groupes parlementaires à l'Assemblée nationale ont entrepris une étroite coopération. Trois textes communs d'une grande importance à mes yeux viennent d'être publiés, concernant la crise monétaire, la lutte contre les firmes multinationales, les échanges commerciaux et la coopération internationale sans discrimination. Enfin, je rappelle l'importante déclaration qui a été publiée par nos trois formations à l'issue de leur rencontre du 21 janvier dernier. En effet, cette déclaration réaffirme la validité du programme commun comme solution à la crise de la société, porte à la connaissance de l'opinion publique notre décision d'organiser des actions communes sur la base d'objectifs immédiats concernant les revendications pressantes des travailleurs et des masses populaires, et d'enrichir le programme commun sur trois points précis : à savoir la construction européenne, l'organisation de la sécurité collective sur notre continent et la gestion démocratique des entreprises. Je crois que le contraste entre l'usure et les divisions qui règnent au sein de la majorité et le processus continu de consolidation de la gauche est évident aujourd'hui. La force montante capable de gérer les affaires du pays dans l'intérêt des travailleurs, du peuple et de la nation, c'est l'union de la gauche.

— Est-ce que l'évolution de la situation internationale, et la crise de l'énergie en particulier, doivent entraîner une plus large révision du programme commun ? Et sur quels points ?

— J'ai rappelé la décision prise par nos trois formations, communistes, socialistes, radicaux de gauche, le 21 janvier dernier, de considérer les orientations fondamentales et les objectifs du programme commun comme la seule réponse valable à la crise actuelle. Je dis même que l'approfondissement de la crise de la société ne donne que plus de valeur au programme commun. Dans ces conditions, ce qui peut prêter à actualisation en dehors des trois points déjà cités, c'est l'application du programme dans des circonstances données et à cela je crois que nos trois formations s'emploient.

— Au niveau des données économiques, par exemple, du financement du programme ?

— Le financement du programme commun, nous l'avions chiffré d'un commun accord à la veille des élections législatives. Le taux de croissance économique, nous l'avions déterminé de la même manière, dans les circonstances où nous nous trouvions à l'époque. Il est évident que si la gauche va au pouvoir à l'issue des prochaines élections présidentielles ou à l'issue des prochaines élections législatives, nous devrons bien tenir compte de ce que nous aura légué comme situation la majorité actuellement en place. C'est évident.

— Dans l'opinion publique et dans la presse, certains mettent en doute la volonté réelle du Parti communiste français de parvenir au pouvoir. Quelle est la réponse à cette question ?

— Je trouve cette affirmation pour le moins surprenante. Comme chacun le sait, notre parti, depuis dix ans, a tout fait pour parvenir à un programme commun de gouvernement. Je dis bien de gouvernement. Il ne s'agit pas d'un programme de caractère électoral, il s'agit d'un programme de gouvernement de la gauche. Et depuis la conclusion de ce programme toute notre politique, tous nos efforts tendent à permettre son application grâce à la victoire de la gauche unie. Du reste, il existe dans cette matière un seul témoin crédible, c'est l'adversaire. Je pose la question : la bourgeoisie concentrerait-elle le plus fort de ses coups contre le Parti communiste si elle n'avait rien à en redouter pour le maintien de son pouvoir ?

— Donc, la perspective du Parti communiste français, c'est le pouvoir avec les autres partis de gauche...

— La perspective du Parti communiste français, c'est la victoire de l'union de la gauche et la mise en œuvre du programme commun par les partis réunis autour de lui sur la base de l'égalité en droit et en devoirs.

— Passons à un second thème : l'Europe. Au moment de la discussion du programme commun, l'un des points difficiles était le chapitre sur l'Europe. Mais il semble que, depuis deux ans, il y ait eu un certain nombre de données nouvelles. Par exemple, lors d'un récent Comité central, tu as toi-même évoqué la prise de position du Parti socialiste en signalant les éléments qui te semblaient positifs dans la résolution de Bagnolet. Quelles sont ces données nouvelles qui permettent, par rapport à ces débats difficiles d'il y a deux ans, d'aborder le problème européen entre socialistes et communistes d'une façon plus positive.

— Tout d'abord, il y a trois données nouvelles que nous prenons en compte dans notre analyse. La première, c'est la volonté encore plus affichée des Etats-Unis d'établir leur hégémonie sur l'Europe occidentale. La deuxième, c'est la crise profonde qui affecte tous les pays d'Europe capitaliste et la volonté des dirigeants du grand capital d'en

L'UNITE

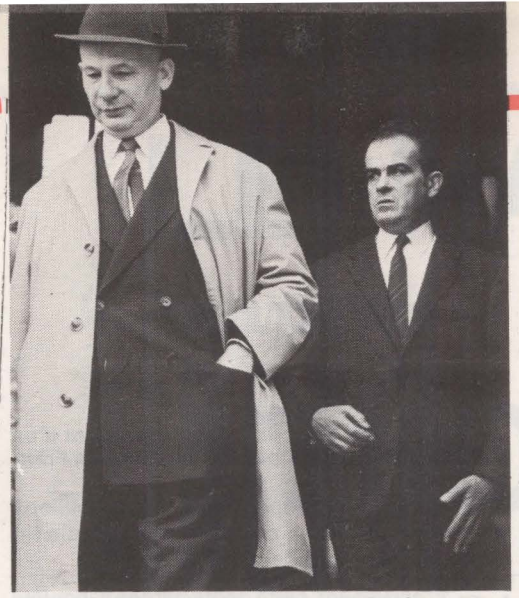
faire supporter les conséquences aux travailleurs des villes et des campagnes. La troisième, c'est le progrès de la détente en Europe et les possibilités nouvelles qui en découlent pour l'établissement d'une sécurité durable, d'une large coopération entre tous les pays du continent. J'ajoute, puisque tu as posé la question, que le congrès de Bagnolet témoigne à nos yeux de la possibilité pour nos formations d'aller plus loin, d'enrichir le programme commun. Du reste aurions-nous décidé de revoir le programme commun sur cette question si nous n'avions pas le sentiment, les uns et les autres, qu'il y a un rapprochement de nos points de vue et que nous pouvons aboutir ?

— Peux-tu nous préciser la signification de la récente conférence des partis communistes des pays capitalistes à Bruxelles ?

— C'est précisément en partant des données nouvelles de la situation en Europe dont je viens de parler, le souci d'apporter aux questions posées des réponses conformes aux intérêts des peuples qui a animé les représentants des 21 partis communistes qui se sont réunis à Bruxelles. Nous avons donc défini ensemble ces réponses dans une importante déclaration politique. Nous avons en même temps décidé de renforcer notre coopération et nous avons lancé un appel sincère et ardent à toutes les forces européennes de gauche. Au premier chef, aux partis socialistes et sociaux-démocrates, ainsi qu'aux forces chrétiennes de progrès, pour une action commune sur des objectifs à déterminer naturellement ensemble. C'est une étape nouvelle dont on mesure l'importance.

— Parmi ces 21 partis qui étaient réunis à Bruxelles, tous ne se trouvaient pas, au départ, sur la même longueur d'onde par rapport à cette construction de l'Europe et par rapport au type d'actions qui peuvent être menées avec les forces socialistes. Les problèmes ne sont pas les mêmes dans les différents pays.

— C'est évident. Il y a d'une part, les partis communistes qui appartiennent à des pays qui sont membres de la Communauté et, d'autre part, ceux des pays qui n'en sont pas membres. J'ajoute même que, parmi les représentants des partis des pays appartenant à la Communauté, il y a des différences. Tout le monde sait par exemple que le Parti communiste britannique, tout comme les travailleurs d'ailleurs, remet en cause sinon l'appartenance de l'Angleterre au Marché commun, tout au moins les conditions de cette appartenance. Mais de ces différences nous avons tenu compte. Nous entendons agir au sein de la Communauté dans le sens prévu par le programme commun de la gauche. Il n'en reste pas moins que tous ensemble nous avons procédé à une analyse serrée de la situation dans nos pays respectifs, analyse qui témoigne de l'approfondissement de la crise du capitalisme. Et, à partir de là, nous avons déterminé un certain nombre d'objectifs concrets qui sont de nature à rassembler l'ensemble des forces ouvrières et démocratiques en Europe, qu'elles appartiennent à des pays membres ou non membres de la Communauté.



Georges Marchais avec Waldeck Rochet.



Avec Leonid Brejnev.





Au XXe congrès du P.c.f. en décembre 1972.

Avec François Mitterrand et Robert Fabre.



— Quels sont ces objectifs concrets ?

— Sans que ce soit limitatif, nous croyons possibles des actions communes contre les firmes multinationales, pour l'harmonisation des législations sociales au niveau le plus élevé, contre le scandale que constitue la survivance en Europe de régimes fascistes : au Portugal, en Espagne, en Grèce, en Turquie, pour la solidarité avec le Chili. Ce ne sont là que quelques thèmes, je le répète, non limitatifs, mais sur lesquels il me semble possible d'aller à cette large coopération, à ce développement de l'action commune.

— Venons-en au thème de l'antisoviétisme. Avant même que surgisse l'affaire Soljenitsyne, le Parti communiste a engagé une grande campagne contre l'antisoviétisme. Il ne s'agit pourtant pas d'un phénomène nouveau. Pourquoi donc cette campagne maintenant ?

— Tu le dis toi-même, il nous a fallu riposter à l'antisoviétisme avant l'affaire Soljenitsyne. C'est qu'en effet l'antisoviétisme ne date pas d'aujourd'hui, ni de cette affaire. L'antisoviétisme dure en fait depuis 56 ans, c'est-à-dire depuis octobre 1917. Le ressort de cette campagne, c'est l'hostilité fondamentale du capitalisme et de ses défenseurs au socialisme. Cela dit, nous assistons dans la dernière période à une recrudescence de cette campagne. Mais je veux rappeler, chacun s'en souvient, qu'il y a déjà eu une poussée de ce type en 1967 au moment où les luttes populaires se developpaient et en liaison, déjà, avec les progrès de l'union de la gauche. L'antisoviétisme s'est accentué en 1973 dans la bataille des élections législatives. Il connaît aujourd'hui de nouveaux débordements parce que la crise de la société française devient de plus en plus évidente et que l'union de la gauche se présente comme une relève possible, avec un programme de gouvernement affirmant clairement qu'il ouvre la voie au socialisme. Dans ces conditions, on comprend que les tenants du système de domination du grand capital fassent tout pour dénigrer le socialisme et pour essayer d'enfoncer un coin dans l'union de la gauche. D'ailleurs, les inspirateurs de cette campagne ne cachent plus que c'est à l'alliance entre les socialistes et les communistes qu'ils en veulent. C'est pourquoi, nous communistes, nous ripostons avec vigueur aux mensonges, aux calomnies, aux défigurations sur lesquels s'appuie cette campagne. C'est pourquoi nous disons que la riposte à l'antisoviétisme est l'affaire de toute la gauche, de tous les démocrates. Et, de ce point de vue, je constate avec intérêt que ces derniers sont de plus en plus nombreux à refuser et à dénoncer le piège qui leur est tendu. Nous souhaitons, pour le succès de nos objectifs communs, que cela devienne la règle générale.

— Où est la différence entre l'antisoviétisme et la critique de l'U.r.s.s. ? Le Parti communiste lui-même a parfois exprimé des critiques à l'égard de l'Union soviétique. N'est-il donc pas

→

GEORGES MARCHAIS REPOND A L'UNITE

normal que les autres partis de gauche puissent aussi porter un certain nombre de critiques ? Qu'est-ce qui est critique et qu'est-ce qui est antisoviétisme ?

— Nous reconnaissons à chacun une totale liberté d'appréciation sur l'Union soviétique ou tout autre pays socialiste. Je fais d'ailleurs observer que ce droit d'appréciation et de critique est très largement exercé par les dirigeants des pays socialistes eux-mêmes. Nous-mêmes, nous l'exerçons chaque fois que cela nous apparaît nécessaire. Dans ces conditions, comment pourrions-nous le refuser à autrui ? Alors, où commence l'antisoviétisme ? Eh bien, l'antisoviétisme commence là où finit la critique et où commence le dénigrement systématique ou l'hostilité généralisée. Par exemple, quelle que soit l'appréciation que l'on puisse porter sur l'opportunité d'éditer tel ou tel ouvrage particulier, c'est se prêter à la calomnie antisoviétique que de prétendre qu'il y aurait un retour au stalinisme en Union soviétique. Au contraire, le Parti communiste de l'Union soviétique, après avoir condamné les pratiques que ce mot recouvre, a mis tout en œuvre pour les éliminer, et s'emploie à développer de façon continue la démocratie dans tous ses aspects, comme on a pu d'ailleurs le vérifier lors du 24e congrès du P.c.u.s.

— Pour la France, par exemple, est-ce que cela autorise les intellectuels — ce sont généralement eux qui écrivent — au droit à l'erreur ?

— Le droit à l'erreur, je le reconnais. Pourquoi le contesterais-je pour les intellectuels ? Le droit à l'erreur existe pour tout le monde. Mais il ne s'agit pas de droit à l'erreur quand on parle sans cesse des 10 % de choses qui ne vont pas dans les pays socialistes, mais que l'on se tait sur les 90 % de choses qui témoignent que l'Union soviétique et les autres pays socialistes vont de l'avant dans les domaines économique, social, culturel et démocratique. Non, là il ne s'agit plus du droit à l'erreur, mais d'une caricature.

— Pour les Français, l'exil n'est pas une tradition. C'est pourquoi, après la décision prise à l'encontre de Soljenitsyne, certains se sont interrogés sur ce qui pourrait se passer en France, la gauche étant au pouvoir, dans le cas où un écrivain publierait un ouvrage du type de celui de Soljenitsyne.

— Pour ce qui concerne le droit d'expression — non seulement dans le domaine culturel, mais sur le pluripartisme, sur le droit de l'opposition à s'organiser et à s'exprimer — la position du Parti communiste français a été clairement affirmée depuis des années. Je ne veux citer que quelques documents auxquels chacun peut se reporter. 1968, le manifeste de Champigny. 1971, le programme du parti, « Changer de cap ». 1972, le programme commun de la gauche. Et 1973, mon livre « Le défi démocratique ». Dans toutes ces publications, nous n'avons jamais cessé d'affirmer en particulier que, pour nous, il n'y a pas d'épanouissement possible de la création sans liberté de la création, pas d'essor de la pensée sans liberté de la pensée, pas de liberté de création et de pensée sans liberté de leur expression et de leur diffusion. Cette liberté sera garantie aussi bien à l'étape de la démocratie avancée que dans la France socialiste.

— Cela veut donc dire que l'équivalent d'un Soljenitsyne pourrait publier son livre en France ?

— Je l'ai dit et répété devant des millions de téléspectateurs : oui, dès l'instant que tel ou tel éditeur déciderait de le publier.

— Précisément, cette petite phrase a inquiété certains qui se sont dit : mais alors peut-être n'y aura-t-il plus d'éditeurs !

— Ce n'est pas sérieux de prétendre cela. Est-ce que nous prévoyons, que ce soit dans le programme commun, que ce soit à l'étape du socialisme, une édition d'Etat ? Nous ne le prévoyons pas, absolument pas. Il y aura donc diverses maisons d'édition. C'est pourquoi, en ajoutant ce membre de phrase : « dès l'instant ou tel ou tel éditeur en déciderait », j'ai voulu maintenir le droit pour les éditeurs de publier, fût-ce à compte d'auteur, les livres qu'ils jugeront bon de publier et le droit pour le Parti communiste, qui a aussi une maison d'édition, de publier ce qu'il jugera bon de publier. Il ne peut y avoir d'obligation. Je fais d'ailleurs observer qu'aujourd'hui les éditeurs ne se cachent pas pour reconnaître qu'ils reçoivent des dizaines, des centaines de projets de livres et de romans qu'ils ne publient pas, le plus souvent parce qu'ils ne sont pas pour eux source de profit. Par conséquent, cette formule constitue à mes yeux une garantie démocratique supplémentaire, et non une restriction.

— Abordons maintenant les problèmes de civilisation. Lénine a dit qu'il fallait rêver, mais être conséquent avec son rêve. Peut-être pourrait-on parler de ce que pourrait être demain, ou après-demain, le socialisme pour la France. Le socialisme est autre chose que l'appropriation collective des moyens de production. Pour toi, qu'est-ce que c'est ?

— La propriété collective des grands moyens de production et d'échange, c'est une condition essentielle du socialisme mais elle ne suffit nullement, à elle seule, à le définir. Le socialisme a pour objectif une transformation profonde du sort de l'homme. Il veut une société pour l'homme. Expliquer cela, c'est précisément l'objet du livre que j'ai publié. J'y montre que le socialisme est le régime où l'ouvrier travaille pour lui-même, une société formée de travailleurs libres et égaux, un système qui libère les hommes et les femmes de l'inégalité sociale et de toutes les formes d'oppression et d'exploitation, qui garantit le bien-être de tout le peuple, qui permet enfin le libre épanouissement des facultés humaines de chaque personne. Nous construirons le socialisme en tenant compte des expériences déjà réalisées, mais sans calquer on ne sait quel modèle car, comme je le dis dans mon livre, le socialisme ne relève pas de la décalcomanie. Le socialisme que nous voulons chez nous revêtira des caractéristiques spécifiques, qui donneront à la société nouvelle dans notre pays un visage n'appartenant qu'à elle.

— Prenons un premier exemple : un récent texte du Comité central du P.c.f. a affirmé que, dans les pays socialistes, les conditions de la libération de la femme ont été réunies. Est-ce que ce sont seulement les conditions qui sont réunies ou bien est-ce que les femmes sont réellement libérées ?

— Les conditions sont créées pour la libération de la femme, et un grand progrès est d'ores et déjà accompli, ce qui ne veut pas dire que tout est réalisé. Qu'est-ce que le socialisme pour la femme ? C'est lui assurer une pleine égalité par rapport à l'homme. C'est lui permettre de vivre sa vie professionnelle, de jouer son rôle social, et tout cela en exerçant ses responsabilités familiales.

— Pour certains mouvements féminins, la famille est déjà une forme d'aliénation ou d'exploitation...

— Ces thèses ne sont pas du tout les nôtres. Et si aujourd'hui un parti comme le nôtre compte autant de femmes dans ses rangs — autour de 30 % — avec un grand nombre ayant des responsabilités à tous les niveaux, c'est précisément parce que ces femmes considèrent que la conception que nous avons de leur rôle dans la société correspond à leurs aspirations.

Nous avons toujours veillé à tenir les deux bouts de la chaîne. Dans le parti, les femmes sont placées sur un pied d'égalité totale avec les hommes pour ce qui concerne les responsabilités de caractère politique. Mais, dans le travail quotidien, nous veillons à tenir compte que nous sommes dans un système capitaliste, que les femmes connaissent l'exploitation dans les entreprises, des conditions difficiles pour faire vivre leur famille, qu'elles ont des obligations. Cette double préoccupation facilite la promotion des femmes à des responsabilités dans les rangs du parti.

— Parlons maintenant de l'organisation du travail, des rapports dans l'entreprise. Comment les choses se passeraient-elles dans une France socialiste ?

— Intervention, participation et contrôle des citoyens dans la gestion des affaires dans tous les domaines, et à tous les niveaux, de l'entreprise jusqu'à l'Etat, voilà notre conception des rapports au sein de la société socialiste. La majorité actuelle parle de participation, mais elle ne la réalise pas. Et elle ne peut pas la réaliser. On ne peut pas faire participer le peuple à une politique qui est tournée contre les intérêts du peuple. Nous, nous voulons la participation. Elle est nécessaire, elle est indispensable. Il faut libérer toutes les énergies, toutes les initiatives qui existent parmi les travailleurs pour construire victorieusement le socialisme. Nous devrons d'emblée, nous nous y sommes engagés dans le programme commun de la gauche, démocratiser la vie publique, car c'est une condition pour réaliser les objectifs sociaux que nous nous sommes assignés.

— Pour employer un mot qui fait encore problème au sein de la gauche, le mot autogestion, des débats et des colloques sont organisés sur ce thème. Le Parti communiste se déclare prêt à y prendre part. Sur quelles bases ?

— Tout d'abord, je trouve curieux que les partisans de l'autogestion, c'est-à-dire de la participation de tout le peuple à la gestion des affaires, aient exclu de la discussion sur ce problème le Parti communiste français, qui représente plus de 5 millions d'électeurs. C'est une singulière façon de s'affirmer pour l'autogestion. Cela dit, nous n'avons pas le

fétichisme des mots. Et à partir du moment où l'on admet qu'il ne peut y avoir d'autogestion réelle sans l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière alliée aux autres couches laborieuses, sans la propriété collective des grands moyens de production et d'échange, sans une planification démocratique, à partir du moment où ces principes fondamentaux sont admis, de quoi s'agit-il ? De déterminer les formes de gestion démocratique ? Les formes d'organisation de cette gestion ? Nous sommes prêts à en discuter avec tout le monde. Nous avons d'ailleurs publié des documents sur cette question. Et nous aurions pu apporter dans la discussion une expérience, puisque les municipalités communistes, sur la base du contrat municipal adopté lors des dernières élections, ont commencé à mettre en pratique des formes de participation directe de la population à la gestion.

— Les revendications nationalitaires en Bretagne et en d'autres régions revêtent de plus en plus d'importance. Jusqu'à quel point êtes-vous prêts à les prendre en compte ?

— Je viens de réaffirmer notre position sur cette question au cours d'un débat à Rennes. J'ai dit tout d'abord que les difficultés que connaissent des régions comme la Bretagne, la Corse ou d'autres ont leur source dans l'approfondissement de la crise de la société française tout entière. Si l'on écoutait certains partisans de l'autonomie, l'adversaire ce ne serait pas le Pouvoir et sa politique économique, mais ce seraient les Parisiens. C'est se tromper d'adversaire. Il n'y a pas de solution aux difficultés que rencontre la Bretagne au plan économique, social, culturel en dehors d'un changement de régime et de politique, en dehors de la mise en œuvre du programme commun de la gauche. Cela dit, du point de vue culturel, de la langue, il existe des particularités dont nous considérons qu'il convient de tenir compte. Il faut faire de vraies régions dans le cadre de l'unité française.

— Terminons par une question d'actualité. Pierre Messmer vient de remplacer Pierre Messmer. Quelle signification faut-il accorder à cet événement ?

— Ce dont a besoin le pays, ce n'est pas de remplacer Messmer par Messmer, ou Chirac par Marcellin à l'Agriculture et Marcellin par Chirac à l'Intérieur. Néanmoins, nous ne pouvons, nous ne devons pas prendre à la légère cette modification dans la composition gouvernementale. Elle témoigne de la volonté du Pouvoir d'aller plus loin encore dans la voie de l'autoritarisme, afin de surmonter ses difficultés croissantes et de faire supporter plus durement aux travailleurs et aux masses populaires les conséquences de la crise de son système. C'est la signification qu'il faut accorder à la mise en place de ce gouvernement resserré qui comprend des hommes tout dévoués au président de la République, lequel apparaît, plus que jamais, comme celui qui règle tout et pour tout le monde. Il est donc nécessaire de renforcer l'action unie des travailleurs et des masses populaires pour la défense de leurs revendications économiques et sociales, et d'être attentifs à la défense des libertés démocratiques.

LE PARADIS DES TRICHEURS

Impôts

La publicité de l´impôt entre en vigueur le 1er avril. Rien concernant l'impôt sur les grandes sociétés, pourtant bénéficiaires de la fraude fiscale et à un niveau industriel.

Lundi 4 mars, minuit : c'était le dernier délai laissé par l'administration au contribuable français pour expédier sa déclaration de revenus 1973. Cette année, les Français paieront, au titre de leurs impôts directs, près de 30 millions de francs. Mais savent-ils que la fraude fiscale correspond dans notre pays à un montant du même ordre ?

D'après Jean Cosson, ancien magistrat et auteur des « Industriels de la fraude fiscale » — que Le Seuil vient de rééditer en livre de poche — cette fraude n'est plus un simple artisanat. Elle présente maintenant tous les caractères d'une industrie. Par son chiffre d'affaires, son organisation et ses méthodes. Curieusement, depuis que le ministère des Finances affirme avoir accru sa chasse aux fraudeurs, il semble que la fraude s'accentue.

Evidemment, la fraude - artisanat n'a pas disparu. Elle constitue même une caractéristique pour certaines catégories professionnelles. Trois Français sur quatre — essentiellement les salariés — ne peuvent frauder parce que leurs revenus, déclarés par leur employeur, sont connus de l'administration au centime près. Un Français sur quatre fraude. Chez les petits agriculteurs, les commerçants et les artisans, c'est pratiquement la règle. Ainsi le tenancier de bistro qui achète les boissons qu'il sert au client à l'hypermarché des environs (sans facture) plutôt qu'au grossiste. Ainsi l'artisan qui travaille « au noir » le dimanche pour arrondir ses fins de mois. Ainsi le petit agriculteur qui ne déclare pas les produits qu'il vend à sa clientèle de passage.

Plus importante déjà est la fraude des grands propriétaires fonciers, des professions libérales ou des gros commerçants. Ce privilège d'échapper au fisc leur est d'ailleurs officiellement reconnu. En effet, si les salariés ont droit à un abattement de 20 %, c'est parce que l'administration admet qu'ils n'ont pas, eux, le moyen de frauder.

Ce pourcentage de 20 % est-il juste ? Tout le monde est d'accord pour affirmer qu'il est bien trop faible. Le Conseil national des impôts a fait là-dessus une étude. D'après lui, l'écart entre les revenus réels et les revenus connus du fisc atteint 40 % pour les revenus fonciers, 60 % pour les bénéfices industriels, 220 % pour les bénéfices commerciaux et 450 % pour les résultats d'exploitation agricole.

Pour l'Institut national de la statistique, le revenu global réel des ménages français était évalué en 1965 à 1,30 F leur revenu fiscal. Ce chiffre pouvait se décomposer ainsi, selon les catégories professionnelles : 1,08 pour les cadres, 1,11 pour les ouvriers, 1,21 pour les inactifs, 1,33 pour les salariés agricoles, 1,82 pour les travailleurs indépendants et 3,53 pour les exploitants agricoles. Jean Cosson raconte ainsi qu'un dentiste, victime d'un accident, réclamait à sa compagnie d'assurances une indemnité basée sur un revenu annuel de 240 000 F, alors que sa dernière déclaration de revenus indiquait la somme de 83 000 F !

C'est vrai que, depuis quelque temps, les revenus des professions libérales sont de mieux en mieux connus. Certains — honoraires d'avocats, d'architectes ou de géomètres travaillant pour des entreprises — sont déclarés à l'administration. Des recoupements sont possibles : feuilles de Sécurité sociale, par exemple, pour les médecins et les dentistes. Depuis 1969, le nombre des contribuables imposés au titre des bénéfices non commerciaux a d'ailleurs doublé.

Dans cette fraude artisanale, la plus grosse hémorragie provient des petites ou moyennes entreprises de structure familiale. En effet, très souvent, les dirigeants y confondent leur patrimoine et celui de leur affaire. Des dépenses personnelles passent en frais généraux. Des bénéfices substantiels sont camouflés par des ventes sans facture. Tout cela peut d'ailleurs se faire très discrètement, le patron étant le plus souvent son propre comptable.

Cette fraude bien classique, le public la connaît et il en a conscience. Le cadre moyen sait que le médecin qui paie autant d'impôts que lui roule en Mercédès et possède une maison de campagne, alors qu'il n'a qu'une 504 et passe ses vacances en villa. Mais ce que l'on connaît moins bien, c'est la fraude de caractère industriel pratiquée par les sociétés — nationales ou multinationales. Celles qu'ont récemment illustrées l'affaire des fausses factures de Lyon, dans laquelle un député de la majorité était compromis, ou l'affaire Janin.

Pour un responsable de la Direction générale des impôts, cette fraude s'est développée parce que les contrôles de l'administration sont devenus plus fréquents. « Entre 1969 et 1972, affirme-t-il, le nombre des vérifications a doublé. Les redressements sont passés de 3 à 6 millards de francs ». C'est

→

Le paradis des tricheurs

→

que plus on augmente les contrôles, moins ils sont efficaces ! Cela s'explique simplement : les fraudeurs s'efforcent de mieux se protéger à l'avance. Ils se renseignent davantage et font appel à des spécialistes du droit fiscal. Les affaires Janin et Dega en sont la preuve. Ces anciens inspecteurs connaissent la législation sur le bout des ongles et, évidemment, les moyens de la tourner.

Prenez un "taxi"

Du coup, l'administration envisage de changer de méthodes. Elle diminuera le nombre des contrôles, mais les amendes seront plus sévères. En 1973, les pénalités ont ainsi atteint 961 millions contre 686 l'année précédente, alors que le nombre des vérifications est resté pratiquement identique : 49 255 contre 51 930.

Quoi qu'il en soit, cette fraude industrielle ne cesse de se développer. Quelques chiffres donnent à réfléchir. Au cours des dix dernières années, le nombre total des sociétés, en France, a augmenté de 34 % : il est passé de 170 000 à environ 230 000. Sur ce total, le nombre des sociétés déficitaires a doublé. Autre signe : 1 000 sociétés, employant 10 % de la main-d'œuvre française, paient la moitié du total de l'impôt sur les sociétés. Et cet impôt ne fournit en France que 15 % des recettes fiscales de l'Etat, contre 30 % aux Etats-Unis.

Comment une entreprise peut-elle frauder le fisc ? Elle peut d'abord sous-évaluer son chiffre d'affaires. Pour les petits affaires soumises au forfait, l'opération est relativement facile. Pour les affaires plus importantes, cela devient plus délicat. Il faudrait vendre sans facture, et peu de clients acceptent, ou truquer la comptabilité, et le personnel s'y opposerait.

En fait, la fraude industrielle repose habituellement sur le gonflement artificiel des prix de revient. Essentiellement par des fausses factures, établies par des sociétés appelées « taxis », sur lesquelles l'Etat « remboursera » le montant de la T.v.a. Un exemple classique cité par Jean Cosson : l'entreprise A achète à l'entreprise B une marchandise sans facture. Une société-taxi adresse une facture fictive. La société A lui envoie un chèque dont le taxi restitue le montant en espèces, moyennant évidemment le paiement d'une commission honorable. « Nous touchions entre 1 % et 5 % de la somme pour laquelle nous établissions les factures-bidon, raconte M.P., taxi aujourd'hui retiré dans la restauration. Les taxis se recrutent dans le milieu ou parmi les marginaux ».

Ce type de fraude n'est pas nouveau. Il était florissant dans les années 50. Mais il semble connaître un regain d'activité : on compterait, paraît-il, 150 taxis rien qu'à Paris. C'est que l'administration ne s'est pas donné les moyens de lutter véritablement contre ce système. Elle est toujours aussi lente à repérer les paiements suspects. C'est vrai aussi que les sociétés-taxis sont habiles : elles s'installent dans une lointaine banlieue ou dans un appartement de la principauté de Monaco, et disparaissent aussi vite qu'elles se sont créées.

Aussi, beaucoup d'entreprises préfèrent-elles le système dit « des paradis fiscaux ». La Suisse, par exemple, ne perçoit pas d'impôts sur les sociétés recevant des dividendes de l'étranger. Conclusion : elle abrite des sociétés d'étude recevant des royalties qui viennent alimenter les « comptes à numéro » secrets de nombreux chefs d'entreprises étrangers. On a pu voir aussi des Français créer des sociétés en Suisse pour acheter des propriétés en France. Elles échappent ainsi au fisc français. Mais aussi au fisc suisse... puisqu'elles n'ont pas d'activités sur le territoire helvétique !

Ce trafic est tout de même relativement contrôlé. Mais il devient un véritable jeu d'enfant pour les firmes multinationales. Parce qu'elles ont un grand nombre de sociétés-filles dans tous les pays du monde, elles peuvent fixer leurs prix de vente internes — c'est-à-dire entre les filiales — de manière à avantager les paradis fiscaux. Elles peuvent déplacer leurs bénéfices vers les pays à faible fiscalité et les limiter dans les pays à fiscalité lourde. Souvent même, elles installent leurs sièges sociaux dans ces paradis fiscaux bien connus que sont Panama, le Liechtenstein ou les Bahamas.

La fraude industrielle finit ainsi par prendre des proportions gigantesques. Et surtout, elle tend à bouleverser les mécanismes économiques. Non seulement le Trésor en ressent un manque à gagner important, mais ces capitaux flottants viennent attiser l'inflation et la spéculation monétaire.

On pourrait sans doute éviter une bonne part de ces difficultés si l'administration se donnait les moyens de lutter contre la fraude. La création des Ifac (Inspections fusionnées d'assiette et de contrôle), regroupant les administrations — autrefois séparées — du foncier, du direct et de l'indirect, peut améliorer la situation. En réalité, il faudrait une véritable volonté politique. Le Pouvoir pompidolien ne l'a évidemment pas : une action vigoureuse contre la fraude fiscale toucherait essentiellement son propre électorat.

C'est vrai que l'on voit actuellement des vedettes de la chanson poursuivies, des conseillers fiscaux arrêtés. Des procès comme celui d'Edouard Dega ont lieu. Le 1er avril, en principe, doit entrer en vigueur la publicité des impôts dans les mairies. Mais, si chacun pourra s'enquérir du montant des impôts payés par tel ou tel, il sera interdit de le publier. En outre, ces dispositions sont limitées à l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Rien concernant l'impôt sur les sociétés. C'est pourtant elles qui profitent essentiellement de la fraude fiscale. Et à un niveau véritablement industriel.

CLAUDE VINTOUX

Une lecture française du Chili

Pour nous, socialistes, le cours de l'Unité populaire, le développement de ses mouvements de masse, ses conquêtes et ses lacunes, la montée des affrontements de classe, la stratégie de la bourgeoisie, son jeu autour et contre sa propre légalité — jusqu'à sa destruction et à l'avènement du fascisme — sont d'une importance décisive. Décisive dans ce sens que,

par Didier Motchane

quelles que soient la distance, la nécessité de se garder de trop faciles et trop complaisantes transpositions, si la France, comme on dit — pour le meilleur et pour le pire — n'est pas le Chili, une lecture française du Chili pèse depuis longtemps, et pèsera toujours davantage sur nos décisions, comme sur celles de nos adversaires. Pour les raisons suivantes :

1) Le paradoxe chilien, celui d'une démocratie bourgeoise développée entée sur une éco-

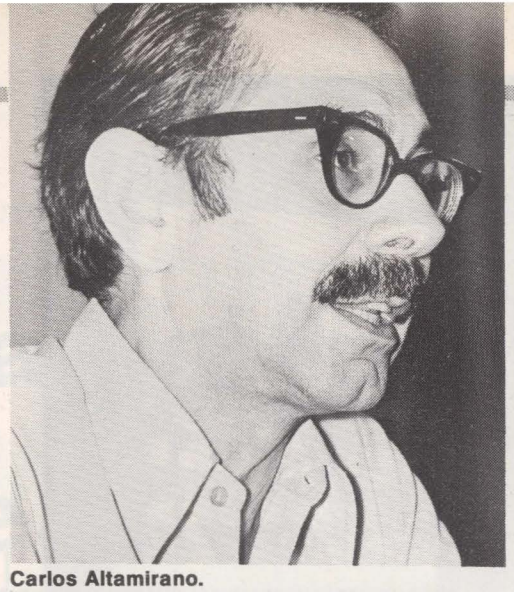
Réfugiés

« C'est la prolétarisation de la bourgeoisie. Lundi, je travaillerai dans une entreprise de nettoyage. » Ce professeur à l'université de Santiago, réfugié depuis décembre au foyer de Bobigny, résume avec humour la préoccupation n° 1 des réfugiés du Chili : travailler. Dans les 15 jours à venir, la plupart d'entre eux auront à faire face à cette échéance : la prise en charge dont ils bénéficient dans les centres d'accueil se termine. Et leur insertion dans la société française ne leur est pas facilitée par le gouvernement. D'où la nécessité de développer encore la solidarité envers tous ceux qui ont réussi à échapper à la junte fasciste.

Il faut d'ailleurs souligner que même la bonne volonté des organisations à but humanitaire n'a pu fléchir les autorités. Les crédits prévus n'ont pas été débloqués. Les formalités administratives n'ont pas été accélérées. Les comités de soutien locaux se sont efforcés d'y remédier là où les problèmes étaient graves. Et maintenant ? Sans logement, les employeurs n'embauchent pas. Sans travail, comment payer un loyer ? Si l'Agence nationale pour l'emploi communique régulièrement ses offres, les employeurs habitués à une main-d'œuvre étrangère espérée docile se méfient bougrement de ces travailleurs immigrés-là, tous étiquetés « réfugiés politiques ». Quant aux bourses promises aux étudiants, elles sont — ou plutôt : elles seront — distribuées à quelques-uns. Seulement à ceux qui parlent le français ? Les interrogations personnelles sont serrées pour ceux qui se présentent aux inscriptions. L'équivalence des

nomie capitaliste sous-développée et surcolonisée a créé pour la première fois les conditions historiques d'un processus révolutionnaire d'un type nouveau, celui du XXe siècle. Dans une situation caractérisée par une forte intégration de l'ensemble de l'appareil institutionnel dans la société tout entière, le développement d'un mouvement syndical et l'union des partis de gauche pouvaient, jusqu'à un certain point d'intensification des conflits de classe, et à partir d'un contrôle très partiel des institutions, infléchir les rapports du pouvoir en faveur des masses populaires et fournir à celles-ci de nouveaux points d'appui. La formation de l'Unité populaire sur un projet de transition au socialisme impliquait nécessairement une stratégie liant à chaque instant le développement d'une conscience de masse à la lutte institutionnelle. Donner une dimension de masse à la lutte légale, mais aussi une dimension légale aux luttes de masse, en faisant surgir une légalité nouvelle de l'ancienne, acculer la bourgeoisie à choisir entre la démocratie et la fin de sa domination de classe, n'était-ce pas l'application de cette conception de la révolution lente, de la violence défensive, que formulèrent il y a quarante ans les austro-marxistes et autour de laquelle tournent nécessairement en France les grandes organisations démocratiques et ouvrières du programme commun ?

Rien de plus actuel — par conséquent, de plus nécessaire — que l'analyse de la stratégie de l'Unité populaire. Cet effort est actuellement en cours dans notre parti et les journées d'études organisées les 9 et les 10 mars prochains par le Mouvement de la Jeunesse socialiste et par les Etudiants socialistes en marqueront une étape importante. Ce n'est pas ici le lieu de s'y livrer. Disons simplement que, s'il y a des critiques à faire — et qui doute qu'il y en ait ? — ces critiques, même décisives, ne peuvent être fondamentales. A la stratégie d'ensemble de l'Unité populaire, personne, à notre connaissance, ne peut opposer en effet une autre stratégie.



Carlos Altamirano.

2) Mais cette stratégie, dans les conditions historiques où elle a été réalisée, a trouvé l'issue que l'on sait. Et l'exemple chilien devient, faute d'explications politiques, une arme pour l'adversaire. A vrai dire, celui-ci n'avait même pas attendu le coup d'Etat de Santiago. Que l'on se rappelle ces affiches électorales de l'Udr, en mars 1973 : « Ils vous promettent le Pérou, vous aurez le Chili ». Depuis le 11 septembre, l'argument pèse lourd en Europe occidentale, particulièrement en Italie et en France : l'union de la gauche au gouvernement demain, c'est le fascisme au pouvoir après-demain. Cette peur existe dans une partie des couches moyennes et même, sans doute, des classes populaires. Nous n'exorciserons pas cela par le silence. Parce que le Chili, c'est aussi la France.

3) Le cours de l'Unité populaire nous pose trois questions décisives, qui sont les clefs de la période de transition que doit ouvrir le programme commun. La première est celle du front de classe, autrement dit de l'évolution des couches moyennes, au fur et à mesure de l'intensification des conflits. La seconde concerne les institutions de l'Etat et, en particulier, le rôle de son appareil répressif, armée et police. La dernière, enfin, porte sur la marge de manœuvre dont pourra disposer l'union de la gauche contre son adversaire principal et permanent, l'impérialisme.

Sur ces trois points, les leçons du Chili, éclairées par une appréciation exacte du rapport de classe du niveau des forces productives et de la situation internationale de la société française, doivent être tirées. Mais le cours de l'Unité populaire ne peut pas être, pour nous socialistes, un cours d'Histoire, pas plus que notre soutien à la résistance du peuple chilien un hommage posthume. Car ce soutien, qui est celui d'une lutte actuelle, qui sera longue et terrible, a autant de valeur politique pour nous mêmes que pour nos camarades de la Résistance chilienne. Il est lié, en effet, à la montée de la conscience politique chez les travailleurs de notre pays, et par conséquent à notre aptitude à les y préparer.

C'est pourquoi le Parti socialiste attache une grande importance à la visite qu'accomplit dans quelques jours, dans notre pays, sur son invitation, Carlos Altamirano, secrétaire général du Parti socialiste du Chili. Le combat contre la barbarie fasciste que vivent actuellement ses camarades, aux côtés de tous les militants de la Résistance et des travailleurs du Chili, revêt pour des socialistes une signification particulière. Le Parti socialiste chilien a joué un rôle essentiel dans la progression de l'Unité populaire. Plus que jamais aujourd'hui, dans les circonstances terriblement difficiles de la lutte actuelle, il demeure le premier garant de cette unité.

Les socialistes français saluent Carlos Altamirano, le représentant d'un Parti frère, qui a ouvert aux travailleurs de son pays un espoir qu'aucune terreur, aucune répression, jamais, ne fera plus fléchir, le compagnon d'une lutte qui est notre combat commun. Ils seront avec lui lundi soir à la Mutualité.

D'ABORD DU TRAVAIL

Sans logement, les employeurs n'embauchent pas. Sans travail, comment payer un loyer ? Dans 15 jours, la prise en charge dont bénéficient les réfugiés chiliens arrive à expiration.

diplômes est injustement appréciée et les encouragements à la réorientation nombreux. Sur quels critères de sélection se fonde le gouvernement français ? L'Entraide universitaire se tait.

La lenteur zélée du Quai d'Orsay à dépouiller les valises diplomatiques est une tout aussi singulière façon d'entretenir un climat d'inquiétude parmi les réfugiés. Les « papiers » arrivés par la valise du 4 février, par exemple, ne sont pas encore tous distribués. A ceux des Chiliens qui s'inquiètent un peu trop, l'administration répond qu'un bâteau apportant 200 kilos de « papiers » est en vue des côtes françaises, et qu'il faudra du temps pour le tri...

Heureusement qu'il y a les initiatives « privées ». Les municipalités et les partis politiques de gauche, les organisations syndicales ne peuvent pourtant résoudre globalement les problèmes. D'autant que l'hétérogénéité des réfugiés ne facilite pas les choses. « Cependant, explique un délégué du centre de Morsang-sur-Orge, alors que notre foyer traversait une crise, nous avons déballé nos problèmes sur la table. Nous avons pris conscience qu'en situation de dépendance, nous n'en sortirions pas et qu'il fallait faire front uni. Aujourd'hui, le problème décisif, c'est le travail. »

Dans ce petit château de l'Essonne ouvert le week-end aux groupes de passage, on n'était pas prêt à recevoir des « locataires ». Dirigé par un prêtre, l'ordre est ici de rigueur. D'ailleurs, « on » n'est pas de gauche. Alors ces Sud-Américains débarqués on ne sait comment sont suspects. Deux jours avant la manifestation parisienne du 22 février, ce ne sont pas les pompiers, mais la police qui est venue contrôler... la sécurité. On sait que plusieurs « locataires » ont été suivis. Et puis, il y a le mystère des douches : des personnes inconnues les fréquentaient. Provocateurs, voyous ? « Vous savez, les gens qui ont subi la répression pensent qu'elle est partout. »

Excès de paternalisme ou franche hostilité font que le dialogue est inexistant entre la direction et les familles. Pour elles, le départ est fixé au 13 mars. Il sera sans doute reconduit d'une quinzaine. Le comité de soutien pense qu'il faudra peut-être héberger quelques-uns des Chiliens mais tous ensemble refusent les solutions provisoires. C'est qu'ils ont passé le cap difficile.

Alfortville, c'est une banlieue de 35 000 habitants. Les quartiers d'H.l.m. ont pris le pas sur les maisons de briques rouges. En bordure de Seine, face à la centrale du Gaz de France de Vitry-Choisy, des tours de 17 étages, qu'elles soient jaunes, roses ou mauves, ont bien du mal à égayer le paysage. Il va neiger. C'est le décor. La municipalité est socialiste. Elle a pris la décision de mettre trois appartements de cinq pièces à la disposition des réfugiés. Ils étaient jusque-là encasernés dans un café-hôtel de Charenton. Ce centre d'un tout autre genre, parrainé par France-Terre d'asile, a reçu l'agrément du gouvernement. Ils sont 18, Boliviens, Uruguayens, Péruviens et Chiliens. 17 heures : à la fin du cours de français, l'atmosphère est presque joyeuse. Pourtant, discuter ensemble n'est pas simple. Les femmes sortent, elles ne veulent pas parler à une journaliste. Les autres sont déçus. Ils comprennent mal la difficulté à avoir leurs documents — leurs « papiers » — « l'aide la plus positive, la plus efficace pour ceux d'entre nous qui doivent rester serait de nous aider à obtenir nos documents. Du travail pour ceux qui le veulent. Des études. Et le

→

D'ABORD DU TRAVAIL





Le Centre de Chamerolles.

passeport à ceux qui veulent partir. Légalement. Parce que nous sommes pas mal bousculés par les agents de la C.i.a. Nous parlons par expérience. Parce que, pour bon nombre d'entre nous, c'est notre second asile politique ».

Préoccupations idéologiques, inquiétude au sujet des parents restés au Chili et de ceux qui attendent encore dans les ambassades... Le tout, se mêlant à la confusion sur les moyens d'action, les empêche de s'adapter. La situation est d'autant plus compliquée que de nombreux étrangers figurent parmi les réfugiés, la junte, par racisme, ayant expulsé tous les non-Chiliens. Et ils ne sont pas tous politisés. A cela s'ajoutent les problèmes des familles restées au Chili. Le plan d'urgence prévoyait leur venue en France. Mais l'attitude du ministère des Affaires étrangères s'est durcie : la condition de leur venue se négocie selon la situation des Chiliens en France. A savoir du travail et un logement. Un cercle vicieux dont il est quasiment impossible de sortir.

A Montreuil et à Bagnolet, le Parti socialiste, le P.s.u. et la C.f.d.t. ont demandé la participation des réfugiés à des stages rémunérés dans le cadre de l'A.f.p.a. (Association pour la formation professionnelle accélérée). Deux mois dans un premier temps, suivi d'un stage professionnel d'un an. Une lettre du directeur, envoyée courant janvier au ministère du Travail, est restée sans réponse... A Bagnolet, l'ensemble des partis de gauche et des organisations syndicales organise le dimanche 17 mars une collecte. D'autres initiatives ont été prises : à Bondy, c'est la mairie qui a organisé l'« emménagement » de 4 Chiliens. Réunis dans un café « ami », ils parlent du Chili. De la révolution. D'eux. De la famille à venir. Des cartes de séjour. Des titres de voyage. Des indemnités non reçues. Du travail qu'on leur a offert. Là aussi, l'unité est solide. Et quand le juke-box déverse sa musique, on claque des doigts, prêts à repartir...

A 30 km d'Orléans, dans une clairière non loin d'un château en ruines, le centre de Chamerolles. C'est là que sont hébergés — faute de place dans la région parisienne — 130 réfugiés chiliens arrivés en décembre et janvier et dont l'accueil fut organisé par deux militants du P.s. Philippe Farine et Jacques Tanguy. Un ensemble de petits chalets de style canadien, groupés autour d'un bâtiment central tout en verre et lumière. Pour accueillir les 130, s'est constitué un collectif de solidarité qui regroupe une douzaine d'organisations à but humanitaire, partis et groupements de gauche, syndicats... Des commissions ont été créées, qui se répartissent les diverses tâches. Logement, travail, scolarisation, santé, finances, habillement, etc. Le collectif a loué un mini-bus qui permet aux habitants du centre de se déplacer vers les villes les plus proches. Les enfants ont été immédiatement scolarisés. Huit d'entre eux sont internes à Pithiviers, d'autres ont été inscrits dans un C.e.t. Enfin, la majorité a été affectée à l'école primaire de Chilleurs. Et les Chiliens interrogés sont d'accord dans leur quasi-totalité pour s'installer dans la région s'ils y trouvent du travail. Seulement, du travail, il n'y en a guère...

Villejuif, Grenoble, Lyon ou Clichy, partout la situation est difficile. Mardi, des délégués de chaque centre d'accueil se sont réunis pour réclamer du travail, des bourses, une accélération dans la remise des « papiers », un effort pour la venue en France d'autres exilés, le versement des aides financières promises, ainsi qu'un Bureau de réfugiés, centralisant les problèmes et favorisant les démarches. Lundi prochain, une réunion devrait leur faire savoir ce que pense faire le gouvernement français. Aura-t-il l'audace de leur faire savoir qu'il leur faut se « débrouiller », seuls ? Ce serait dans la logique de la « haute considération » dont Pompidou vient d'assurer Pinochet.

JOSETTE BARBIERI

(Enquête à Orléans de Jacqueline SORET).

Kissinger a les mains sales

Peu avant le putsch fasciste de septembre 1973, Salvador Allende accusait les Etats-Unis de faire du Chili « un Vietnam invisible et silencieux ». Il savait de quoi il parlait. Nous le savions moins. Dans son « Livre noir de l'intervention américaine au Chili » (Le Seuil), Armando Uribe concrétise les propos du président Allende. De 1969 à 1973, le gouvernement de Nixon n'a eu cesse de s'opposer d'abord à la venue au pouvoir de l'Unité populaire, puis de paralyser son action, enfin d'aider les militaires factieux à le renverser. Ce fut une suite d'agressions très diversifiées : interventions dans les affaires intérieures du Chili, étranglement économique à travers les organismes bancaires, pressions par le biais des sociétés multinationales comme I.t.t., mise en condition des cadres de l'Armée, utilisation très « dirigée » de la presse de droite, etc.

Mais tout cela peut sembler anonyme et diffus : pour sauver les apparences, Nixon, au niveau des ambassades, tentait de faire croire qu'il ne s'agissait que de quelques bavures auxquelles son administration n'avait pas été mêlée. Mensonges ! Armando Uribe fournit des preuves : l'exécutif américain a téléguidé très directement l'écrasement du Chili. Le Pentagone avait d'abord mis en place en 1965 le plan Camelot, destiné à « mesurer le potentiel subversif » du Chili. Sa découverte souleva un tollé. Il n'eut aucune application pratique, mais on vit par la suite de curieux étudiants en sociologie venir sonder le terrain et conclure leur thèse de doctorat par des phrases à faire frémir : « L'incapacité gouvernementale à maintenir l'ordre intérieur et à déjouer les menaces de guerre civile rendent légitime une intervention militaire. » L'habileté de Nixon consistait à faire justifier ses thèses par des universitaires...

Il y eut aussi un coup d'Etat préventif manqué en pleine campagne électorale, au début de 1970 : il devait empêcher le déroulement des élections présidentielles, donc la victoire d'Allende. Ce furent des démocrates-chrétiens qui dénoncèrent ce projet émanant toujours du Pentagone. Puis l'U.s. Navy demanda des visas pour 87 officiers américains... en faisant croire qu'il s'agissait d'une fanfare ! A cette époque, l'homme de main chilien de Nixon était l'attaché militaire de l'ambassade du Chili à Washington, Ernesto Baeza, qui se distingua en septembre 1973 en dirigeant l'assaut des fascistes contre le palais de la Moneda.

Le 15 septembre 1970, Kissinger réunissait secrètement les responsables des principaux journaux de Chicago et leur déclarait : « L'élection d'Allende est grave pour les intérêts nord-américains au Chili et grave pour les intérêts de la sécurité des Etats-Unis... Le gouvernement Allende peut être à l'origine de troubles dans le fonctionnement du Comité de défense interaméricain et dans celui de l'Organisation des Etats américains... En outre, l'évolution politique du Chili est très grave pour les intérêts de la sécurité nationale des Etats-Unis en raison de ses effets en France et en Italie. » Ces propos sont maintenant publics.

Qui osera désormais affirmer que le preux bras droit de Nixon n'est pour rien dans le blocus économique et le putsch militaire qui a suivi ? Le livre d'Armando Uribe risque d'ouvrir les yeux des derniers incrédules ou naïfs professionnels.

J. M.

● **Le n° 47 des Cahiers-Revue de l'Ours, est consacré à « l'Expérience chilienne : le gouvernement de Salvador Allende ». Une étude d'un grand intérêt pour nourrir la réflexion des socialistes français (86, rue de Lille, Paris 7e).**

changer la vie sociale et économique

OLIVETTI CEDE

Au siège parisien d'Olivetti, où les débrayages se succédaient depuis près d'un mois, le travail a repris lundi. Tout commence le 11 février dernier : 22 employées d'administration, qui n'arrivent pas à obtenir des garanties pour leur emploi après leur congé de maternité, se mettent en grève. Très vite, le mouvement s'étend aux techniciens et aux administratifs, soit à plus de 450 personnes. La province ne tarde pas à suivre, notamment l'agence de Lyon. Ces employés veulent obtenir des augmentations de salaires et dès garanties sur l'emploi, le nombre total des salariés étant tombé de 4 500 en 1971 à 3 300 au début 1974. La première, la direction a commencé par assigner en Justice les délégués syndicaux. Mais le tribunal n'a pas donné l'autorisation de faire évacuer les locaux. Il a par contre nommé un expert-négociateur. Après 4 semaines de grève, la direction a fini par céder. Elle a accordé 10 % d'augmentation des salaires et accepté de les réajuster en fin d'année, en fonction de la hausse du coût de la vie.

PATRON CONDAMNÉ

De la prison — même avec sursis — pour infraction à la législation du Travail, c'est si peu fréquent que cela mérite d'être signalé. Jean Duffy, gérant de la Société bourguignonne de textiles (Saône-et-Loire), avait résilié en avril 1973 le contrat de travail de 20 salariés. Tout cela, bien sûr, sans autorisation préalable du service départemental de la Main-d'œuvre. Sept des licenciés, avec l'aide de l'Union des syndicats confédérés de Saône-et-Loire, l'ont attaqué en Justice. Le tribunal vient de leur donner raison. Il a condamné Duffy à 15 jours de prison avec sursis et au versement d'une indemnité de 200 F à l'Union des syndicats confédérés de Saône-et-Loire. Chacun des 7 travailleurs licenciés qui s'étaient constitués partie civile recevra chacun 300 F. Des amendes bien légères, par rapport au préjudice subit par les travailleurs, mais qui prouvent qu'un patron ne peut quand même pas tout faire en toute impunité.



SAINT-NAZAIRE BOUGE

Maintenant, c'est officiel : les 630 employés de la Semm-Caravelair à Trignac, en Loire-Atlantique, sont licenciés **(voir notre avant-dernier numéro).** Depuis six mois, ils s'attendaient au pire. Il n'empêche que la nouvelle, annoncée pendant la réunion extraordinaire du comité d'entreprise, a fait l'effet d'une douche froide. Quand Trigano, en 1971, avait pris le contrôle de l'entreprise en rachetant 80 % des parts à la Snias, les syndicats avaient vite crié casse-cou. D'après eux, l'usine devait diversifier ses activités au lieu de développer encore la production des caravanes. Sans tenir compte de ces avis, la direction a investi des sommes énormes dans des machines qui, petit à petit, se sont révélées inadaptées à cette fabrication semi-artisanale. Le ralentissement enregistré dans le secteur des loisirs n'a bien sûr rien arrangé. Après tant d'erreurs de gestion, il est probable que l'entreprise aurait dû cesser ses activités. Plusieurs opérations de sauvetage avaient déjà été envisagées par les pouvoirs publics, avec intervention de la Datar, notamment. Car la situation de l'emploi dans la région de Saint-Nazaire n'est pas brillante. Et les autorités ne veulent pas risquer, avec la fermeture de la Semm-Caravelair, de déclencher une vague de mécontentement. Déjà, des débrayages ont eu lieu dans plusieurs entreprises de Loire-Atlantique, en signe de solidarité.

Depuis le 1er mars, les 620 salariés de la Semm-Caravelair occupent leur usine. « L'U.d.r. veut faire de Saint-Nazaire un désert », ont-ils crié sous les fenêtres de l'hôtel de ville de La Baule, dont Olivier Guichard est le maire. La colère est grande chez ces travailleurs. N'ayant plus rien à perdre, ils sont prêts à tout. Les représentants syndicaux de l'usine doivent être reçus par Yves Guéna, le nouveau ministre chargé de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat. Ils espèrent obtenir le maintien sur place du personnel, dans deux entreprises qui s'installeraient à Trignac.

Mardi prochain est organisée, par les syndicats de la région, une journée d'action revendicative pour mettre en lumière les problèmes d'emploi. A n'en pas douter, elle sera largement suivie.

LE VATICAN N'APPRECIE PAS

Le rapprochement C.i.s.l. - C.m.t. c'est-à-dire des confédérations syndicales internationales auxquelles en France appartiennent F.o. et la C.f.d.t., pose des problèmes au Vatican. Aussi, pour y faire pièce, est-il question de créer une confédération syndicale internationale supplémentaire. Elle grouperait la C.f.t.c. maintenue et des fractions des syndicalismes italien, belge, allemand et autrichien. Au prix de scissions, au cas où les confédérations de référence démocrate-chrétienne ne suivraient pas en bloc.

SAVIEM : FACE A FACE

La grève à la Saviem de Blainville avec occupation de l'usine n'a pas peu surpris. Dans ce secteur industriel, la conjoncture est mauvaise. Et partout, le chômage monte. Deux raisons qui auraient dû, aux yeux de la direction, inciter les 6 800 ouvriers à la prudence.

Après un premier lock-out, la direction pensait mettre les ouvriers dans sa poche en rouvrant l'usine et en proposant 2 % d'augmentation, 450 F de prime de bilan et un calendrier pour revoir les classifications **(voir notre précédent numéro).**

Les travailleurs ne sont pas d'accord. Ils veulent le salaire minimal à 1 650 F, 100 F d'augmentation par mois pour tous et une prime de 500 F contre la vie chère. La C.g.t. (42 % des syndiqués) préconisait la reprise des débrayages tournants. La C.f.d.t. (même représentativité) était favorable à l'occupation des locaux, qui fut ratifiée par la majorité des grévistes et aussitôt appliquée.

Le 1er mars, la direction assignait 7 délégués des deux syndicats devant le tribunal des référés. Elle y obtenait une ordonnance d'évacuation des locaux occupés. Dès mardi à 12 heures, l'expulsion des grévistes pouvait donc intervenir à la demande de la direction, balançant entre la levée du lock-out suivie de négociations et l'emploi de la police.

Grande-Bretagne

LES ATOUTS DE WILSON

Harold Wilson possède l'art de la nuance, il a aussi des atouts et d'abord celui de pouvoir régler rapidement le conflit des mineurs.

Harold Wilson dirige donc une fois encore les affaires britanniques. Le Parti travailliste, dans le respect de cette alternance propre aux démocraties occidentales, se retrouve au pouvoir après quatre années d'opposition. Comme en 1970, les instituts de sondage, qui donnaient la victoire aux sortants, n'ont pas découvert qu'ils seraient les sortis.

A leur décharge, constatons que la prévision était difficile. Le résultat serré du scrutin le confirme : ni les conservateurs ni les travaillistes n'ont obtenu la majorité absolue et l'avance des seconds sur les premiers est faible. Cinq sièges les séparent : 296 pour le parti d'Edward Heath, 301 pour celui d'Harold Wilson. En suffrages obtenus, les conservateurs ont même 300 000 voix d'avance sur leur principal adversaire et les deux partis sont en recul sur la consultation précédente. Le Parti conservateur tombe de 46,4 % des suffrages exprimés à 38,1 %, le Parti travailliste de 42,9 % à 37,2 %. Les pertes se font, pour l'essentiel, au profit des libéraux, qui obtiennent 19,3 %, triplant presque leur résultat de 1970 (7,5 %).

Le système électoral britannique ne permet pas au Parti libéral de recueillir les fruits de sa progression. 14 sièges, c'est peu. On fait observer avec malice qu'un député libéral représente 200 000 citoyens, alors qu'un conservateur n'en représente que 40 000 et un travailliste 38 000. Le scrutin majoritaire uninominal à un tour est un couperet pour le troisième parti. Sa force de frappe est d'autant plus grande que l'électeur est amené, dès le premier tour, à voter utile. Dans la plupart des circonscriptions où le résultat était douteux, les libéraux font moins de voix que dans celles où le succès d'un des deux grands semblait acquis. De ce point de vue, le succès libéral peut apparaître comme un luxe que s'offraient des électeurs fatigués d'une alternance qui ne séparait plus nettement les principaux adversaires. Mais ce luxe est aussi un avertissement.

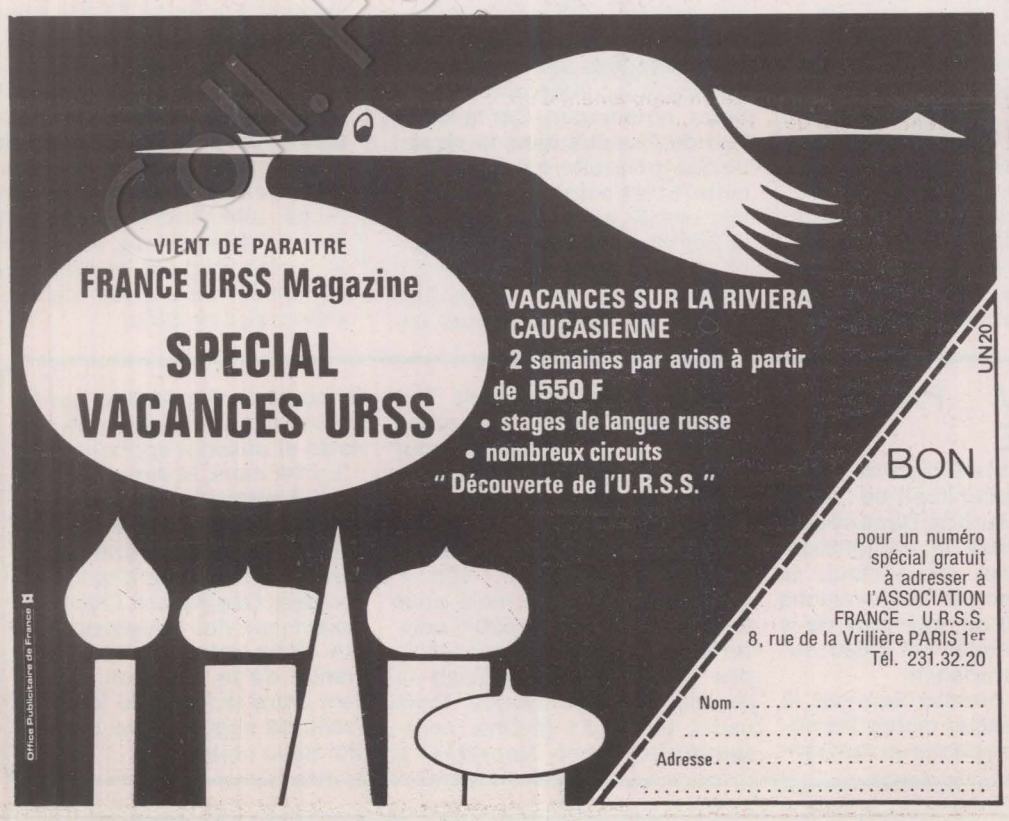
Foot et les mineurs

Le gouvernement travailliste minoritaire — cette situation ne s'était pas produite depuis 1929 — a donc besoin, pour vivre, du soutien ou tout au moins de la neutralité des libéraux. Il peut y compter dans un premier temps. Pour la première fois depuis cinquante ans, le vieux parti whig, que dirige le sémillant Jeremy Thorpe, peut jouer autre chose que la figuration intelligente. Les travaillistes le savent, qui sont tenus de montrer dorénavant de la modération dans leur programme de nationalisations et de la prudence dans leur critique de l'adhésion britannique au Marché commun. En réalité, Jeremy Thorpe est le sauveur d'Harold Wilson. Ce dernier avait eu beaucoup de difficultés à manœuvrer entre les tendances de son parti, entre la droite et la gauche. Il dispose maintenant d'un argument commode : sans les quatorze voix du Parti libéral, il n'y a d'autre perspective immédiate que de nouvelles élections. Encore faut-il quelques mois pour les préparer, afin de les faire ni trop tôt ni trop tard, l'expérience de 1970 rendant prudent sur le choix de la date d'une dissolution. Après avoir marqué quelques points, Wilson pourrait retourner devant les électeurs en octobre avec des chances sérieuses d'obtenir cette fois une vraie majorité.

En attendant, les grands partis britanniques vont connaître les charmes de la coalition. Mais également ses inconvénients. Et, peut-être encore plus que les hommes politiques, entraînés à l'art du compromis, l'électorat se rendra compte assez vite qu'il est finalement perdant. Certes, ce qui séparait les travaillistes des conservateurs ne lui apparaissait pas toujours à l'évidence dans la pratique quotidienne des gouvernements, une fois terminée la période fougueuse des consultations. Mais que sera-ce dorénavant ? Harold Wilson possède l'art de la nuance. Mais il a aussi des atouts et d'abord celui de pouvoir régler le conflit des mineurs, ce à quoi s'est employé dès mardi l'un des ministres de gauche, Michael Foot, chargé du difficile secteur de l'Emploi.

Retour aux urnes

Le plus étonnant est peut-être l'étonnement de beaucoup de commentateurs devant l'ambiguïté de ces résultats électoraux. Les uns en profitent pour dénoncer le système électoral, le présentant comme fini, ce qui est pour le moins méconnaître l'attachement britannique aux habitudes. Les autres, allant plus loin, dévoilent ce qu'ils appellent la crise de la démocratie. Le tableau est alors assez apocalyptique : les Etats-Unis et l'affaire du Watergate ; la démission du gouvernement Rumor en Italie ; l'impuissance belge, que tenteront de guérir les élections de dimanche prochain ; les difficultés que connaîtrait Willy Brandt en Allemagne... Il n'est pas jusqu'au remplacement de Pierre Messmer par Messmer Pierre pour être ajouté à l'énumération — ce qui, soit dit







en passant, fait beaucoup d'honneur à la « démocratie » française et montre beaucoup d'illusion ou beaucoup de complaisance à son sujet.

Mis à part le fait que cette argumentation n'est pas nouvelle, il vaudrait peut être mieux voir que ce n'est pas la démocratie, prise dans son sens le plus abstrait, qui est en crise, mais un système économique. Cette crise a évidemment des conséquences sur les structures politiques que ce système s'est données. La Grande-Bretagne, pour ne parler que d'elle, connaît les difficultés classiques de l'évolution des pays capitalistes occidentaux : production de plus en plus dépendante du commerce extérieur, concurrence de plus en plus difficile dans le Tiers-Monde, spéculation financière — avec les scandales inévitables qui l'accompagnent — et accentuation de l'inégalité sociale par le développement d'une classe de laissés pour compte de la croissance capitaliste. Le surprenant serait que de telles causes n'aient pas pour effet l'incertitude de l'électorat et les grincements de la machine politique.

Les travaillistes vont tenter de remettre de l'ordre dans tout cela. On peut se poser la question de savoir s'ils en ont actuellement les moyens, alors qu'il leur faut gouverner avec le soutien des libéraux et des petits partis nationalistes gallois, écossais et irlandais. Parce qu'à Londres, comme à Paris, à Rome ou à Bonn, l'heure des mesures prudentes et conciliatrices est dépassée. Les Anglais auront vite à retourner aux urnes s'ils veulent une politique.

CLAUDE FUZIER

La vedette du Heath parade

Un disque a fait sourire l'Angleterre durant la campagne des « élections de la crise ». Un disque souple, distribué en supplément d'un récent numéro de « Time out », le magazine des spectacles de l'« underground » londonien. C'est une excellente parodie de l'ex-Premier ministre Heath, sur l'air d'une ballade du siècle dernier, chantée, dit-on, par Sam Hall, bandit de grands chemins en route pour l'échafaud. Au refrain : « Damn your eyes » (« Maudits soient vos yeux »...). Cela entrecoupé de faux extraits de discours électoraux (« La plus grave erreur de M. Wilson a été de sous-estimer l'état d'esprit des femmes en faisant monter les prix de tout ce qu'elles achètent dans les magasins... »). Les couplets récapitulent les promesses électorales et les professions de foi qui n'ont pourtant pas suffi à éviter aux conservateurs leur défaite :

« Je suis le seul qui ait toutes ses dents
Je suis sentencieux et onctueux
Les travailleurs me rendent malade
Je suis têtu comme deux mules
Si vous votez pour moi, c'est que vous êtes des idiots
Je vous presserai jusqu'à ce que vous hurliez.
L'entrée dans le Marché commun
C'est un échec mais tant pis
Si ça ne vous plaît pas
Allez donc vous faire voir. »

Il exploite aussi l'actualité, notamment le récent renforcement des effectifs de la C.i.a. en Grande-Bretagne :

« Les mineurs veulent encore plus d'argent
Appelons la C.i.a.
Et dans moins d'un an
Des micros dans la bière on aura.
(Une voix américaine : « C'est pas pour ça que je suis ici, faites-moi confiance ! »)
Je vous mène tous en bateau
Alors que la livre s'enfonce au-dessous de son taux... »

Annonçant pour finir « une mutation si radicale, une révolution si tranquille » de la société britannique en quête « de Gloire et de Rêve, comme dirait Wordsworth », Heath s'interrompt tout à coup : « Allo ? Y a-t-il quelqu'un au bout du fil ? » Puis : « Est-ce qu'on ne pourrait pas au moins rétablir la lumière ? Oh zut ! je crois que je viens de trébucher sur le corps d'un vieux retraité. Allo, je m'appelle Heath, H-E-A-T-H... »

Je n'ai pu savoir si ce disque avait été interdit d'antenne à la B.b.c. pour propagande anticonservatrice clandestine. En tout cas, on s'est arraché « Time out » dans les cottages. Que nos Tisot et autres Le Luron prennent exemple et apprennent comment on peut être autre chose que la voix de son maître. Un beau pavé, cette plage d'irrévérence.

JEAN-CLAUDE RIEU

changer la vie quotidienne

PIONNIERS ISOLES

Tous les ans, dès qu'on parle vacances, un secrétaire d'Etat au Tourisme nous rappelle le pourcentage des « partants » (48% pour 1973). Avec, pour les plus démunis, des séjours en village ou en maison familiale. C'est le tourisme social. Mais ce qu'on dit moins, c'est que ce sont les comités d'entreprises, les syndicats et des associations populaires qui organisent les vacances des travailleurs à budget modeste. Leurs réalisations sont des succès, ce qui permet à l'Etat de démissionner avec bonne conscience. Le Centre de coopération pour la réalisation d'équipements de loisirs (Cecorel) fête ses 3 ans. A son actif, environ 130 000 lits, soit près de 2 millions de « vacanciers ».

Pourtant, beaucoup reste à faire, à commencer par l'information. Le plein emploi des installations permettrait de mieux rentabiliser et de pratiquer une utilisation polyvalente et simultanée. Un complexe de loisirs doit pouvoir recevoir en même temps des jeunes et des moins jeunes, des actifs, des retraités, des ruraux et des citadins. L'accent doit être mis sur une meilleure connaissance du milieu dans lequel les vacanciers viennent passer quelques jours, afin de réduire la ségrégation entre le monde du travail et celui du loisir. C'est aussi la recherche d'une meilleure coopération. Aidé par des urbanistes, des formateurs, des animateurs, des assistants financiers et juridiques, en collaboration avec les gestionnaires et les usagers, le Cecorel souhaite l'action commune. Mais il voudrait surtout dégager de ses recherches une politique des loisirs. A savoir : satisfaire le besoin de la population urbaine, en créant en périphérie des grandes villes, Paris, Lyon et Marseille, des centres ouverts à tous.

Le Cecorel envisageait également l'ouverture d'un hôtel « social » en banlieue parisienne. Mais les études avancées ont été remises dans les cartons. L'Etat, encore une fois, n'a en rien aidé au règlement. Alors, le tourisme social poursuit sa route... mais de plus en plus seul.

MARCELLIN FACE A « SES » PAYSANS

Promu ministre de l'Agriculture, Raymond Marcellin va devoir affronter les paysans de sa circonscription. C'est qu'une ferme est à vendre sur la presqu'île de Rhuys. Une ferme de 110 hectares, 30 de terre à céréales, 11 de marais, le reste de pâturages. Plusieurs agriculteurs se sont inscrits à la Safer. Mais un promoteur immobilier est venu. Et lui, il a de l'argent. Alors, on s'interroge : qui va pouvoir acheter, les paysans ou le promoteur ? Et si c'est ce dernier, que va-t-il se passer ? Car la presqu'île est devenue un des paradis de la spéculation foncière. Des terrains y ont été achetés 1 F le mètre carré et revendus 50. Les constructions au bord de l'eau prolifèrent. Mais le conseiller général du canton s'occupe d'autre chose... Maintenant qu'il a la charge de l'Agriculture, aura-t-il le temps de s'intéresser à de tels problèmes ? Ce n'est même pas sûr : le nouveau ministère ne comprenant pas de ministre de l'Environnement, on peut mesurer l'intérêt que porte le Pouvoir à ces détails subalternes.

RECONQUERIR LA VILLE

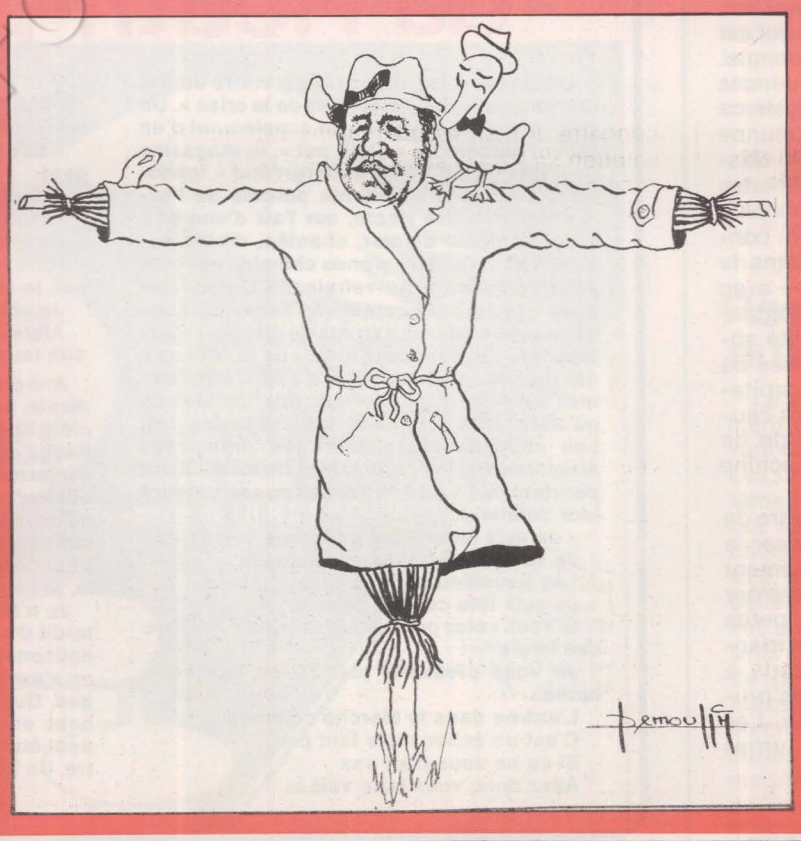
Paris a déjà 120 tours, une voie express, un périphérique. Et des bureaux, beaucoup de bureaux. Cette année doivent être prises quelques décisions qui risquent de rendre la ville « irrécupérable » : un nouveau plan d'occupation des sols est à l'étude. Il permettrait de faire des tours plus hautes... De nouveaux secteurs de « rénovation » doivent être décidés ; les travaux de la voie express rive gauche commencent ; le super-périphérique est étudié.

Pour protester, il ne reste aux Parisiens que bien peu de moyens. Mercredi prochain (20 h 30), à la Mutualité, a lieu une réunion publique sur ce thème. Y assister est un acte de salubrité publique.

HABITATIONS LES PIEDS DANS L'EAU

Albin Chalandon n'est plus ministre. Mais il a laissé des souvenirs. De ci, de là, il y a des lotissements qu'il a impulsés, regroupement de pavillons individuels à bon marché. Comme celui du Bois-Chaton, dans l'Ain.

Des « villas » les pieds dans l'eau. Des marinas à la montagne. Certes, le premier promoteur a fait faillite ; d'accord, le village a été bâti sur un marais. Bien sûr, le drainage a été mal fait. Bien évidemment, les accès n'ont pas été goudronnés. Faut-il continuer ? Pas de ramassage d'ordures ; le stockage du fuel de chauffage se fait dans les garages, le réservoir étant inutilisable. Pas de téléphone. Et surtout l'eau qui monte. Certains en sont à surveiller le niveau du marais : l'eau atteint presque leur salle de séjour... Mais le tout est bien évidemment « social ». Un monument, en quelque sorte : chacun ayant celui qu'il mérite, en voilà un beau pour célébrer les mérites d'un ancien ministre.



PONIATOWSKI GALEJE

Qui n'a entendu parler des 2 000 crèches promises à Provins ? Une erreur de chiffres — 2 000 au lieu de 200 — et l'entêtement de Pierre Messmer embarrassent bien le gouvernement. Michel Poniatowski, qui ne veut pas rater une occasion d'occuper le devant de la scène, a décidé de prendre en main ce dossier particulièrement délicat.

Il vient d'envoyer une lettre à tous les maires des communes de plus de 8 500 habitants pour leur demander de « l'informer le plus rapidement possible » de leurs besoins en matière de crèches. De quoi pleurer de rire. En effet, depuis des années, les demandes de crèches formulées par les municipalités s'accumulent sur le bureau de son ministère. Toujours en souffrance... A qui Michel Poniatowski fera-t-il croire que les municipalités ont attendu Provins, son programme et cette lettre pour s'occuper des besoins de leurs concitoyens ?

Le gouvernement vient de se glorifier, pour l'année 1973, de la construction de 201 nouvelles crèches. Détail piquant : depuis 1970, il ne participe plus à leur financement, entièrement supporté par les municipalités.

LA RIPOSTE DE LA GAUCHE

On ne saurait changer l'école sans changer la société. C'est ce que dit la gauche pour répondre à l'offensive tous azimuts contre l'enseignement.

L'Elysée s'intéresse à l'Education. C'est — paraît-il — sur sa demande expresse que l'on parle d'inclure le latin parmi les options réservées aux élèves « forts » dès la sixième. Comme novation, on a assurément vu mieux.

Si l'on pouvait, voici quelques semaines, se poser des questions sur le sens profond de la réforme Fontanet, les brumes se dissipent progressivement. Au fur et à mesure que le projet se précise, les illusions « modernistes » qui pouvaient exister quant à sa valeur démocratique s'en vont en fumée. C'est ce qu'a souligné un communiqué du Bureau exécutif du Parti socialiste, qui soulignait : « La publication de l'avant-projet de loi de réforme du second degré ramène à leur réalité les déclarations libérales et les intentions prétendument novatrices de M. Fontanet. Le développement de l'égalité des chances, objectif affirmé de l'avant-projet, est en effet incompatible avec des dispositions consistant à :

1) éliminer du cadre de la réforme la période de la première enfance et de l'école élémentaire ;

2) renforcer la canalisation des élèves vers les formations courtes et la sélection à l'entrée du supérieur ;

3) maintenir la hiérarchie des ordres d'enseignements et des catégories d'enseignants. »

Il devient de plus en plus clair qu'on assiste, depuis la dernière rentrée, à une offensive tous azimuts de la droite sur le terrain de l'enseignement. Discours de Pierre Messmer à Phalsbourg, loi Royer, projet Fontanet ne sauraient laisser la gauche passive et indifférente. Elle doit organiser une riposte.

Mais pas n'importe laquelle. L'actuel état des choses, en matière d'enseignement, est indéfendable. La riposte de la gauche doit donc être offensive. Il s'agit de proposer autre chose. Mais on ne saurait changer l'école sans aussi changer la société, qu'elle contribue à reproduire et à modifier. C'est pourquoi il faut se garder des solutions du type « contre-plan », qui font le jeu du Pouvoir : une autre école pour la même société, c'est faciliter la tâche gestionnaire de la droite en matière scolaire.

Riposter à l'offensive du Pouvoir, tel était, dès l'origine, le propos du Snes en organisant à Paris, samedi et dimanche derniers, les « Etats généraux pour la démocratisation des enseignements du second degré ». Lancée au moment où Joseph Fontanet organisait son calamiteux colloque, cette initiative a abouti à des discussions relativement complètes sur le problème de la démocratisation scolaire. Tous les aspects de la question ont été abordés, aussi bien les structures de l'enseignement que la pédagogie. Pour une fois, au lieu du traditionnel — et vague — coup de chapeau lancé en passant aux « novations pédagogiques », la présence de représentants de la pédagogie Freinet a permis des discussions sérieuses sur les relations entre élèves et enseignants. Par ailleurs, les organisateurs du colloque insistaient sur le problème du statut et de la formation des maîtres, qu'ils voudraient uniques, calqués — avec des améliorations — sur ceux des actuels professeurs certifiés, dans tout l'enseignement secondaire.

Dès la petite enfance

Malgré l'intérêt des discussions, le « bilan final » est demeuré un peu vague et laisse donc à chaque organisation une totale liberté d'appréciation... C'est sans doute que le projet du Snes avait dès l'origine le défaut de se limiter au second degré et, par là même, de reconnaître la validité de la séparation entre école primaire et enseignement secondaire. De ce fait, il pouvait paraître défensif. Et si, en effet, la réforme Fontanet attaque directement les professeurs du secondaire, il n'en est pas moins vrai que la solution se trouve sans doute au-delà de la simple défense et promotion du second degré. C'était le sens de l'intervention nuancée de Pierre Berogovoy, secrétaire national du Parti socialiste , qui devait déclarer : « Nous pensons que le processus éducatif doit être considéré dans sa totalité. Il n'y aura pas de démocratisation de l'enseignement si l'on ne commence pas par l'école élémentaire, par l'école maternelle. C'est dès la petite enfance que tout commence ».

Une semaine auparavant, les 23 et 24 février, les animateurs du groupe Ecole et Socialisme, pour la plupart membres du Parti socialiste, avaient réussi à éviter cet écueil en réunissant à Cachan un colloque sur le thème : « Quelle éducation pour le socialisme ? » Il est vrai que, dès le départ, ils se plaçaient beaucoup plus haut, dominant les contingences du jour et élaborant le futur, au risque de s'éloigner excessivement des réalités, comme le fit remarquer Dominique Taddéi, secrétaire national du Parti socialiste.

Beaucoup d'idées, en deux jours, furent agitées. Si nombreuses qu'on n'en tirera profit que progressivement. Mais, d ores et déjà, l'accord s'est fait sur la nécessité de réduire la coupure entre premier et second degré, de rééquilibrer l'éducation au profit des activités d'expression, de garantir cependant une solide formation initiale par la suppression des paliersd'orientations précoces. En même temps, les militants d'Ecole et Socialisme demandent une véritable autonomie des établissements associée à une complète démocratisation de leur fonctionnement, une ouverture réelle de l'école sur la vie et une formation entièrement nouvelle, non seulement des maîtres, mais aussi des parents et des élèves, qui doivent substituer à leurs actuelles relations d'autorité des relations de coopération.

Tout cela, évidemment, est un peu éloigné de l'actualité immédiate. Il est vrai que l'accord des militants d'Ecole et Socialisme n'est sans doute pas entier. Tous conviennent, avec Jean-Pierre Chevènement, secrétaire national du P.s., que « l'école est un terrain de lutte » qui assume deux fonctions contradictoires : reproduire la société (au profit de la bourgeoisie) et équiper intellectuellement ses élèves (ce qui les libère). Mais les uns insistent sur cet aspect « libérateur » de l'Ecole et demandent instamment la défense de l'institution, tandis que les autres font valoir son caractère oppressif et vont jusqu'à prôner sa disparition.

Au cours du colioque d'Ecole et Socialisme, François Mitterrand a annoncé que le Parti socialiste allait élaborer son propre projet de réforme de l'enseignement. La participation de membres du P.s. aux réunions d'Ecole et Socialisme et du Snes prouve que, si l'accord n'est pas encore total sur le détail de la politique d'éducation à promouvoir, leur contribution sur toutes ces questions peut et doit être essentielle, malgré le caractère tardif de leur intervention sur un terrain que d'autres ont déjà largement occupé.

JEAN-PIERRE MOULINS

Guy Nania
Docteur ès Sciences Politiques

Le P.S.U. AVANT ROCARD

Présentation de

Jean Poperen

Membre du bureau exécutif du Parti Socialiste
Député du Rhône

Offre spéciale aux lecteurs de L'UNITE :

26,65 F franco (au lieu de 37 F)
aux
EDITIONS ROBLOT
8 bis, rue de Châteaudun
75009 PARIS

Une fois encore, la Fnac...

Avec Fnac-Montparnasse, elle engage un nouveau combat (— 20 % sur les livres), présente la première rétrospective mondiale de la photo et du cinéma, et améliore encore ses formes de service dans l'audio-visuel.

Il y a vingt ans, deux hommes créaient la Fnac. Parce qu'ils jugeaient que le commerce n'assumait plus toute sa fonction sociale. Parce que commercer, pour eux, signifiait échanger des idées aussi bien que des marchandises.

Or, aujourd'hui, dans sa clientèle, la Fnac compte 320 000 adhérents. C'est-à-dire 320 000 personnes qui ont voulu être plus que des clients, et marquer publiquement leur approbation à cette nouvelle philosophie du commerce.

Ce qui prouve qu'entre un commerçant et le public, des liens peuvent se nouer, qui dépassent le simple fait de vendre et d'acheter.

On peut juger cela surprenant. Mais il y a indiscutablement un « phénomène Fnac ». Et qui, en soi, comporte une leçon.

Simplement, en avance sur son temps

Bien sûr, la Fnac n'est pas une entreprise philanthropique. Et André Essel et Max Théret, ses fondateurs, doivent résoudre, comme tout bon gestionnaire, des problèmes de rentabilité.

Mais ce qu'il y a de remarquable, c'est que, depuis vingt ans, ils « tiennent leur contrat ». C'est que, vingt ans après, ils gardent intacte l'ambition du premier jour. C'est que la Fnac résiste à son succès.

Car enfin, nous sommes loin des 30 mètres carrés qui, boulevard de Sébastopol, virent naître la Fnac. Après Fnac-Châtelet, devenu adulte, il y a eu Fnac-Etoile, puis Fnac-Lyon - et voici Fnac-Montparnasse. Tandis qu'après l'audio-visuel, apparaissait le sport - et maintenant la librairie... Et les pessimistes, depuis vingt ans, prédisent que la Fnac va rentrer dans le rang, victime de son développement.

Or il n'en est rien. Car chaque pas en avant s'inscrit dans le cadre d'une demande du public, et en visant à réformer des attitudes qui ne correspondent plus à la vie du XXe siècle.

Prenons la librairie que l'on trouvera à Fnac-Montparnasse. Et qui a déjà fait couler beaucoup d'encre. Et qui a fait passer le frisson d'une grande peur chez ceux qui « vendent du livre » (et dont seulement quelques-uns sont de vrais libraires).

On sait que 48 % des Français n'achètent jamais de livres. Mais ce qu'on sait moins, c'est que 84 % de ceux qui lisent trouvent que le livre coûte cher, et que 74 % hésitent souvent à acheter un livre à cause du prix.

Il était donc normal que, depuis des années, le premier vœu exprimé par les adhérents de la Fnac soit l'ouverture d'un rayon Fnac-librairie. Et il était normal que la Fnac intervienne sur ce marché.

40 000 titres en rayons

D'aucuns crient au scandale et à la mort de la culture. Confondant volontairement la Fnac avec un supermarché, où l'on débiterait du best-seller à l'exclusion de toute œuvre difficile à vendre.

Qu'en est-il, en fait ?... Simplement (et une fois de plus), la Fnac démontrera qu'on peut à la fois vendre moins cher et donner un plus grand service. Car Fnac-librairie vendra tous les livres 20 % moins cher, en étant pourtant la librairie la plus luxueuse de France.

40 000 titres seront immédiatement disponibles. Avec la possibilité pour tout le monde de circuler librement, de feuilleter librement. Avec des libraires-conseils qu'on pourra interroger sur des livres qu'ils ont lus. Avec (en septembre) un centre de documentation répertoriant sur ordinateur 180 000 ouvrages. Et avec les 120 places d'une salle de rencontres qui permettra un dialogue permanent avec les auteurs et les critiques.

Quant aux jeunes auteurs, quant aux auteurs méconnus ou difficiles, ils seront soutenus aussi bien qu'un prix Goncourt ou un Renaudot. Et



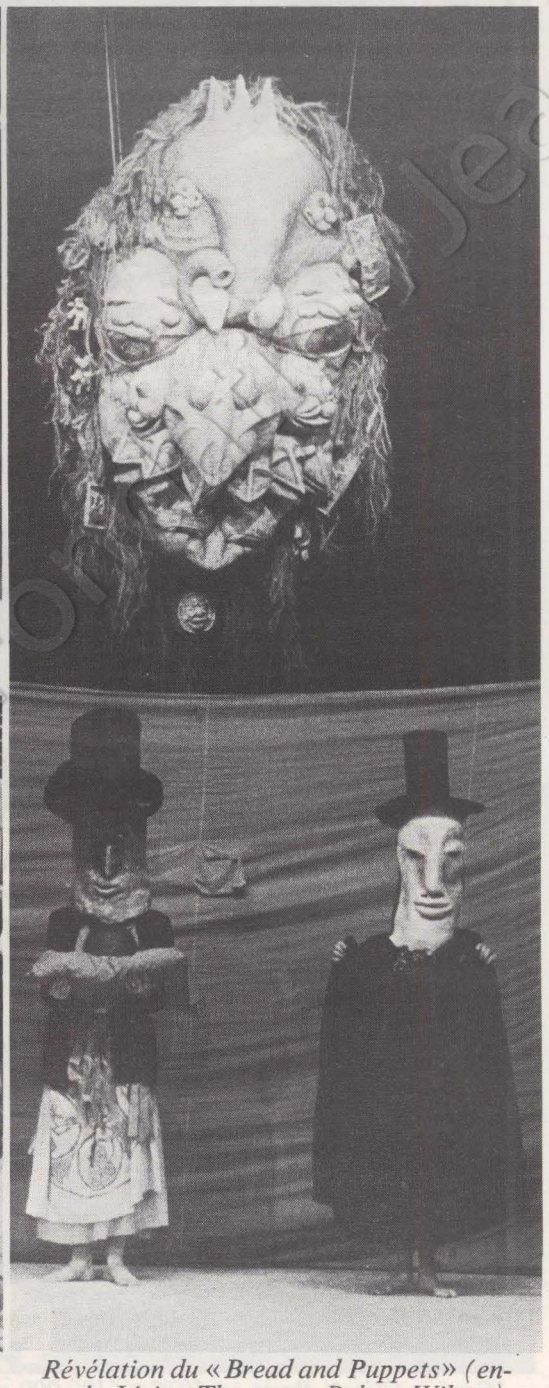
Ralph Nader (ici, avec André Essel) vient en France, invité par la Fnac. Et, en octobre 1972, celle-ci prête ses locaux au 1er Salon français des consommateurs.



52 expositions photo en 4 ans. (Ici, Jerry Lewis, présentant à la presse ses fameux painting-pics.)



Croisière audio-visuelle en Méditerranée (avec prêt de matériels).



Révélation du « Bread and Puppets » (entre le Living Theatre et Robert Wilson).

cela, même si on en vend très peu.

Au travers de Fnac-librairie, on retrouve ainsi tous les éléments qui, par synergie, donnent le « phénomène Fnac ».

La première rétrospective mondiale photo-cinéma

La Fnac, c'est un combat pour faire baisser les prix. Et qui, par l'effet de la concurrence, oblige le commerce classique à baisser les siens (du moins, les plus voyants!).

C'est une alliance avec les consommateurs. Qu'il importe d'informer, alors que tant d'autres se bornent à les séduire.

C'est une intégration à la vie de la cité. Qui est le seul endroit où puissent subsister des relations humaines.

C'est un souci de diffuser la culture. Qui se délivre aussi bien dans la rue que dans les musées. Et qui apparaît déjà quand l'œil, simplement, apprend à mieux cadrer une photo.

Dernier élément, enfin. C'est une certaine recherche d'une certaine beauté. Avec un cadre esthétique autant que fonctionnel, et le souci de donner cette même préoccupation à tous ceux qui créent les formes d'aujourd'hui.

Disons que, dans la vision d'André Essel et de Max Théret, le public a des droits (qui dépassent le simple fait « d'en avoir pour son argent »). Le commerçant ayant, lui, des responsabilités (qui ne sont pas seulement d'être un rouage bien huilé dans une civilisation où l'on ne penserait qu'à consommer).

Mais, librairie mise à part, que sera Fnac-Montparnasse ?... Un peu plus que ce que nous connaissions déjà de la Fnac. Car chaque expérience permet d'aller plus loin, et le nombre de mètres carrés disponibles ouvre ici le champ à l'innovation.

A côté de l'audio et du visuel, de la hi-fi et de la photo, du cinéma et de la vidéo, on trouvera donc les 120 fauteuils d'une salle prévue pour accueillir tous les dialogues - qu'ils soient littéraires ou musicaux, qu'ils s'attachent à définir le nouveau théâtre ou les techniques de la prise de vues cinématographique.

Une galerie spéciale est également réservée aux expositions. Avec, pour l'inaugurer, 40 portraits d'écrivains et hommes de lettres français, photographiés par Edouard Boubat.

Sur 1000 mètres carrés, on pourra

Suite au verso ⟶

Une fois encore, la Fnac... *(suite)*

visiter aussi la première rétrospective mondiale de la photo et du cinéma. Avec une sélection rarissime de 500 appareils qui ont été retenus parmi 10000 pièces de musée. Avec des présentations de maquettes, de décors et d'affiches. Avec 5 studios de cinéma reconstitués. Avec une chambre noire géante et le laboratoire de campagne des premiers reporters-photographes. Avec des projections permanentes. Et aussi des conférences-rencontres auxquelles participeront photographes, réalisateurs, acteurs et producteurs.

L'audio-visuel pour l'entreprise

Et puis ?... Il y aura aussi, à Fnac-Montparnasse, un département réservé aux professionnels de la photo. Un département audio-visuel spécialement entraîné pour résoudre les problèmes de formation dans l'entreprise. Et, pour choisir une chaîne, le public ne trouvera pas moins de cinq auditoriums haute-fidélité. Tandis que des conseillers techniques seront toujours là pour commenter nos photos et nous aider ainsi à progresser dans la prise de vues.

Aussi bien, et en plus du bar, il y aura des vestiaires gardés. Pour qu'on se sente un peu moins en visite et un peu plus chez soi.

A 100 mètres d'une tour Montparnasse dont le futurisme esquisse un monde aux proportions inhumaines, la Fnac se contente ainsi d'être en avance sur son temps. En continuant d'inventer le vrai commerce de demain - lequel devra satisfaire plus que les simples besoins matériels des hommes.

Dans cette optique, bien des économistes étrangers ou français ont, depuis vingt ans, essayé de comprendre le « phénomène Fnac ».

Peut-être, et simplement, n'y faut-il voir qu'une très grande honnêteté alliée à un très grand bon sens.

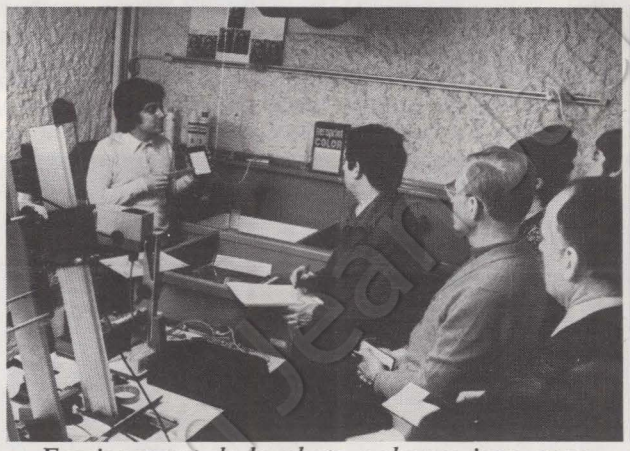
En tout cas, Fnac-Montparnasse, c'est beau. On s'y sent bien. Et c'est à voir.

Guy Gentilhomme

Ouverture : le mercredi 13 mars. Adresse : 136, rue de Rennes, Paris 6e. Métro : Montparnasse, St-Placide, Rennes, N.-D. des Champs. Parking : 600 places disponibles en juin.



Silvia Monfort (ici, avec Max Théret) : la Fnac l'a soutenue dans son animation du quartier du Marais, avec l'expérience (réussie) du « Carré Thorigny ».



Enseignement de la photo : chaque jour, pour le noir et la couleur, la Fnac donne des cours pratiques (et gratuits) en studio et en laboratoire.



Cora Vaucaire n'enregistrait plus. La Fnac édite son dernier disque. Le succès revient.



La Callas aux « Vendredis de la Fnac ». (En deux ans, plus de 200 artistes ont ainsi dialogué avec le public dans le cadre de Fnac-Etoile.)



Les safaris-photo de la Vanoise (avec, sur place, moniteurs et camion-labo Fnac).



Hier : « C'était Paris en 1970 » (100 000 photos remises à la bibliothèque de la Ville de Paris ; ici, exposées en URSS). Aujourd'hui : « Monuments en péril ».

changer la vie culturelle

Cinéma

FAIRE L'YANNE POUR AVOIR DU SON

« La majorité des Français, en toutes occasions, ne pensent qu'à bouffer, boire et faire l'amour... Ce qui est certain, c'est que je n'ai pas beaucoup d'avis sur les choses... Oui, Dassault finance en partie « Les Chinois à Paris ». Qu'est-ce que vous lui reprochez, à Dassault ?... On m'accuse toujours d'être poujadiste, c'est pas du tout ça. Fasciste, je comprendrais, ce serait beaucoup plus juste... En fait, je serais plutôt anar. Anarchiste de gauche, sûrement, encore que je ne voie pas très bien la différence entre la gauche et la droite... »

On a reconnu là, à travers ses interviews, l'auto-portrait de Jean Yanne. Son dernier film confirme la « philosophie » à base de mépris universel et d'individualisme forcené de « Moi y en a vouloir des sous » : il n'existe exclusivement que des cons et des salauds. Pêle-mêle : les gens de radio, les syndicalistes, les curés (« Tout le monde il est beau »), les flics, les gauchistes, les ouvriers, les patrons, les femmes (« Moi y en a... »), les politiciens, l'administration (« Les Chinois »), bref tout le monde. Sauf un : Yanne lui-même. Auquel on est prié de s'identifier, puisqu'il est le petit malin toujours infaillible capable de rouler même l'armée de Mao. Un slogan : « Piquer le maximum de fric » ; une méthode : système D et débrouille — ça, c'est bien français.

On aurait tort de hausser les épaules : Yanne est vraiment en train de faire tout ça. Déjà copatron d'une société de production, il rachète le Vieux-Colombier et va prendre 40 % des actions de Gaumont — un géant de 146 millions de chiffre d'affaires qui produit, distribue, exploite 65 salles et en programme (avec Pathé) 475 autres. Yanne est mûr pour la présidence du C.n.p.f. Le jour, par exemple, où les C.d.r. l'acclameront sur les Champs-Elysées — ou, s'ils ne le font pas, c'est qu'ils n'ont rien, mais alors rien compris.

S. R.



Télévision

PRIVATISATION ET AMERICANISATION

La société Telfrance — établissement privé — coproduit actuellement avec l'O.r.t.f. trois nouveaux feuilletons qui feront les prochaines belles soirées des Français : « Les Fargeot », histoire d'une famille française, en 30 épisodes ; « L'accusée », ou les mésaventures d'une épouse fidèle, en 20 épisodes ; « Le pélerinage », ou le retour d'un mercenaire dans son Alsace natale, en 24 épisodes. Sujets édifiants ! La politique des feuilletons à l'O.r.t.f. ne varie pas : médiocrité d'abord ; cadeaux aux « boîtes » privées ensuite.

Car l'O.r.t.f. fait coproduire plus du quart de ses feuilletons par des groupes du genre Telfrance ou Télé-Hachette. Soit près de 120 heures, sur un total annuel de 400 heures. L'Office ne produit seul qu'une centaine d'heures et en cofinance 80 avec les télévisions étrangères. Pour le reste, les feuilletons américains font l'affaire : 100 heures par an. Les cadeaux au secteur privé ne surprennent plus personne. Mais la majorité des télespectateurs ignorent sans doute sous quel prétexte on leur programme successivement « Les Incorruptibles », « Les envahisseurs » et « Banacek », tous « made in U.s.a. ». Les raisons officiellement avancées sont simples : une heure de feuilleton fabriquée entièrement par l'O.r.t.f. coûte de 30 à 100 millions d'A.F. ; une heure de feuilleton américain, doublage compris, revient au maximum à 3 millions d'A.F. Mais, en plus, les idées véhiculées par ces films à épisodes ne sont pas pour déplaire au Pouvoir actuel : l'éloge inconditionnel de la police, voilà ce qu'attend la majorité silencieuse.

Que le télespectateur soit prévenu : il n'a le choix qu'entre d'édifiantes aventures de « flics » et d'insipides histoires d'amour « à la française ». Et Marceau Long expliquera tranquillement que ces thèmes s'imposent par mesure d'économie !

A. M.

ECRIVEZ AU P.D.G.

Qui décide des programmes ? Pourquoi augmenter la redevance ? Que camoufle la décentralisation ? Jusqu'où ira la privatisation ? Toutes ces questions seront sans nul doute posées à Marceau Long au cours des Dossiers de l'écran de mardi prochain (20 h 35) sur la 2e chaîne : l'émission sera consacrée à la réforme de l'O.r.t.f. Le débat soumettra le P.d.g. au feu des questions des syndicalistes de l'Office. Les télespectateurs seront représentés, si l'on peut dire, par les directeurs des trois chaînes qui liront leurs lettres. Ecrivez donc à l'adresse suivante : « Questions au P.d.g. », Les Dossiers de l'écran, 21, boulevard Jules-Ferry, 75001 Paris.

Expositions

CHEFS - D'ŒUVRE INCONNUS

Comment travaillaient le Corrège, Puvis de Chavannes, Léonard de Vinci et Raphaël ? La réponse se trouve actuellement au Musée du Louvre. Sous la forme de dizaines de « cartons ».

Les « cartons » sont des dessins réalisés par le peintre aux dimensions précises de l'œuvre projetée. Pour les maîtres cidevant cités, ils constituaient plus qu'une esquisse : le modèle exact à reporter sur la toile. Les élèves des artistes étaient chargés de cette opération : plaquant le « carton » sur le bois ou le drap du tableau ils transcrivaient le dessin soit au burin, soit à coups d'aiguille. Une poudre noire répandue sur ces tracés redonnait alors les contours premiers de l'esquisse.

De trop nombreux « cartons » furent détruits. Léonard de Vinci et Michel-Ange exposèrent les leurs. Certes, pour montrer tous les stades de leur travail. Mais surtout parce qu'ils étaient vraiment d'eux : à cette époque, le maître exécutait le « carton », mais laissait la peinture à ses assistants, à son atelier ! Les vrais chefs-d'œuvre sont donc les cartons non signés. Et nos musées sont peuplés de travaux de copistes, signés de noms prestigieux.

J.V.

Espagnols, si vous saviez ...

Il a certes bien des défauts, bien des insuffisances — que l'auteur lui-même reconnaît dans l'entretien qu'il a accordé à « l'Unité »... N'empêche que le premier film réalisé par Jorge Semprun, « Les deux mémoires », est le plus important de ceux sortis depuis le mois dernier. Pas plus que « Stavisky », que Semprun vient de terminer avec Alain Resnais, « Les deux mémoires » n'est une œuvre « historique ». C'est moins « Mourir à Madrid » qu'une sorte de « Chagrin et la pitié » sur la guerre d'Espagne.

La guerre d'Espagne, Semprun connaît : fils de gouverneur de province de la République, il n'avait que 13 ans lorsqu'il dut se réfugier en France. Ultérieurement, après la Résistance et Buchenwald, il mènera en Espagne une activité d'organisateur clandestin et sera membre du Bureau politique du P.c. espagnol — avant d'être exclu en 1965. La guerre civile n'a finalement jamais cessé de hanter le romancier de « La deuxième mort de Ramon Mercader » aussi bien que le scénariste de « La guerre est finie ». Avec les témoignages de Santiago Carrillo, Maria Casares, Gil Robles, Juan Goytisolo, l'abbé de Montserrat, Yves Montand, Raimon, etc, « Les deux mémoires » est dans la même lignée.

L'UNITE : « Pourquoi avoir voulu faire, en 1974, un film sur la guerre d'Espagne ?

JORGE SEMPRUN : Il y a d'abord une raison très personnelle, qui concerne mon expérience enfantine de la guerre et ses conséquences dans ma vie familiale. Pour moi, le passage de l'enfance-adolescence à l'âge adulte correspond à une cassure brutale créée par la guerre civile dans mon pays. Si bien que moi-même, je ne peux pas me comprendre en dehors de cette mémoire-là. J'ai besoin de revenir sur elle constamment. Même dans le film de Resnais sur Stavisky, dont j'ai écrit le scénario, je me suis arrangé pour réintroduire l'Espagne alors qu'a priori, il semble que cela n'ait aucun rapport avec le sujet...

L'autre raison est politique, idéologique. J'avais besoin de mettre en question ma propre vision idéologique de la guerre d'Espagne, qui est une vision nourrie par l'interprétation communiste de cette guerre, donc une critique violente des anarchistes, des socialistes, du Parti ouvrier d'unification marxiste. D'autre part, je voulais réagir contre une vision trop enfantine, lyrique, sentimentale et simplette, qui est celle de la gauche européenne, selon laquelle la guerre d'Espagne avait été la lutte des bons contre les méchants et demeurait le dernier rêve de croisade des jeunes gens pleins de bonne foi et d'enthousiasme. Pour essayer d'aller au-delà de ce rêve, j'ai donc tenté une analyse plus approfondie ; et je voulais la faire avec ceux qui, jusqu'à présent, n'ont pas pris la parole sur la guerre d'Espagne, du moins au cinéma : les anarchistes, les militants du Poum, etc.

— Vous risquiez de tomber dans un piège que vous dénonciez dans votre premier roman, « Le grand voyage » : « J'ai 20 ans, j'emmerde les souvenirs » ; « Je ne veux pas devenir un ancien combattant ».

— Volontairement et délibérément, en effet, je fais parler dans mon film surtout les anciens combattants. Pas assez, même : je voulais faire parler les participants, d'un côté comme de l'autre, et je n'ai pu réunir tous les témoignages désirés, en partie pour des raisons matérielles.

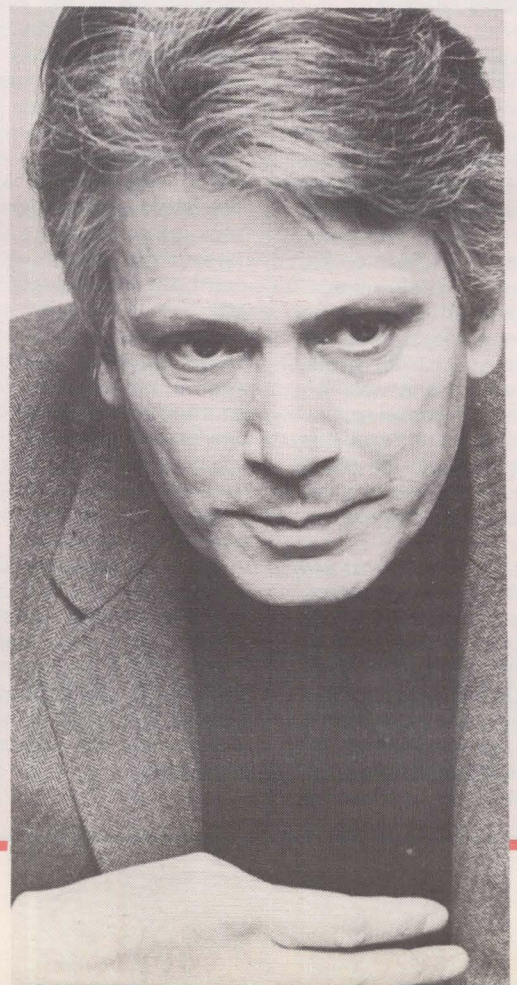
Pourquoi ? Parce qu'il est important que tous les discours soient écoutés et qu'il soit possible de les critiquer réellement. Je reconnais que plusieurs des témoins interrogés tombent dans le piège de la mémoire, de cette mémoire figée, heureuse et bienheureuse de l'ancien combattant. C'est intéressant quand même, ne serait-ce que pour prendre des distances.

— Vous dites dans votre film : « Il y a un point de vue politique dans « Les deux mémoires » : le point de vue politique d'écouter les autres, c'est-à-dire la décision politique de casser la réthorique, de casser un discours dans lequel on a vécu pendant vingt-cinq ans et qui, à un certain moment, ne colle plus avec la réalité... Laisser parler les autres, quitte à écouter beaucoup de sottises, quitte à écouter des choses qu'on savait d'avance, mais au moins les écouter et essayer de les entendre. » Peut-on interpréter « Les deux mémoires » comme une tentative de libération du passé pour fonder un nouvel avenir ?

— Je crois que nous rejoignons là le problème essentiel sur lequel le film risque de basculer, de ne pas être compris. On s'attend davantage à plus d'explications de la part de l'auteur, sur ce qu'a été vraiment la guerre d'Espagne. Alors que, pour moi, ce film est un film thérapeuthique. Si j'étais psychanalyste, je dirais que je suis en position d'écoute. Il faut que les discours des autres, souvent inconscients, s'expriment pour qu'on les entende et pour que se brise cette mauvaise habitude de tout militant qui consiste à ne pas écouter. Mon expérience de militant communiste m'a empêché d'écouter certaines choses. Je sais que d'autres militants se sont trouvés dans le même cas et, encore aujourd'hui, certains communistes sont incapables d'écouter les vérités de l'expérience des socialistes, et certains socialistes les expériences des communistes.

Ce film a une valeur pratique. Il se termine par le regroupement des quatre courants traditionnels de la gauche révolutionnaire en Espagne, et je reprends là l'argument de Claudin, membre du Bureau politique et du secrétariat du P.c. espagnol jusqu'en 1964 : la solution du problème de la création d'une force, d'un appareil de pouvoir qui puisse gagner la guerre était entre les mains de tous les courants de la gauche, qui, au lieu de s'entretuer, auraient dû se lier pour former un nouveau type de parti.

Mais je tiens à faire une remarque ; elle est d'importance et chaque fois que je pourrai la souligner, je le ferai. Il s'agit d'une grave lacune qui fait boîter mon film : l'absence, dans ces courants traditionnels de la gauche révolutionnaire espagnole, des socialistes. Cette absence dans le film, bien sûr, n'est pas voulue, elle tient à des impossibilités techniques que je déplore.



— Vous avez tourné de nombreuses interviews en Espagne ?

— En effet. Et, bien sûr, sans autorisations. C'est ce qui donne au film son aspect brouillon. Je ne prétends pas avoir épuré le sujet : il y a des tas d'autres choses à dire, il y a des quantités de personnes à questionner, le jour où l'on pourra tourner librement. Si j'avais pu, j'aurais questionné des paysans, des militants. Cela n'a pas été possible et le film reste élitaire, on n'y voit pratiquement que des dirigeants. Et puis il y a des gens qui n'acceptent pas de parler dans un film où les autres parlent aussi. Ce que j'ai réussi à obtenir d'un certain nombre de protagonistes de gauche ou d'un protagoniste de droite, je n'ai pu l'obtenir des dirigeants franquistes actuels.

— A qui s'adresse le film ? Aux Espagnols. Mais le film a été tourné en français et, du même coup — sauf par un doublage ou un sous-titrage, ce qui est un comble — se prive du public espagnol...

— C'est le gros problème. Ce film est conçu de l'intérieur pour un public qu'il ne peut pas toucher pour l'instant. C'est un film qui passionnerait les Espagnols, pour qui la guerre d'Espagne est encore cruellement présente. Raimon, le chanteur, le dit très bien dans le film : « On en parle encore tout bas ». Cette vérité-là est une vérité censurée. Alors ? Comme vous le dites, les Espagnols ne vont pas voir le film et les Espagnols vivant en France sont difficiles à toucher. J'espère qu'il intéressera un certain public français. Plutôt les jeunes, d'ailleurs, car les adultes se sentent un peu frustrés qu'on ne leur montre pas leur coin de paradis mythique.

— Le témoignage de la fille de Claudin, étudiante et comédienne, est très important, non ?

— Oui, bien sûr. C'est le témoignage d'une jeune fille née en exil, qui découvre l'Espagne à partir de son expérience d'exilée et qui représente la volonté du retour. Elle proclame : « Je retournerai en Espagne, et j'y mènerai une action »... C'est en effet un témoignage très important, puisque son point de vue critique débouche non sur un repli, mais sur une pratique.

— Le film se termine par une phrase d'un dirigeant anarchiste : « Nous avons été vaincus par la force des armes, mais dans le fond je dis toujours : moralement, nous sommes vainqueurs. » Et il y a ce document qui représente un petit garçon arrivant vaincu dans un pays étranger, mais levant le poing. Vous terminez donc sur une note d'espoir...

— Oui, et ce petit garçon qui lève le poing, ç'aurait pu être moi. Il reprend un itinéraire combatif. Il faut qu'il y ait toujours quelqu'un qui reprenne cet itinéraire-là, même si c'est aux dépens des légendes. »

(Propos recueillis par JEAN-LUC DOUIN)

POUR COPIE CONFORME

Enfant naturel de la bande dessinée et du pop'art, l'hyperréalisme déferle sur l'Europe. Contestataire ou complice de la société américaine qu'il dépeint ?

Une fureur, un raz-de-marée : l'hyperréalisme. Avec quelque retard, cette vague déferle maintenant sur l'Occident européen, venue d'Amérique. Des expositions circulent dans les provinces françaises, fascinant le grand public. Paris lui consacre deux rétrospectives en même temps : « Art hyperréaliste », au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, et « Hyperréalistes américains », au Centre national d'Art contemporain. On essaie même de lui faire des enfants dans le dos : on lui compare un bataillon hétéroclite de « réalistes européens ».

A dire vrai, l'hyperréalisme n'est pas un mouvement concerté. Il n'y a pas de manifeste hyperréaliste. La plupart des artistes ne se sont jamais rencontrés. Mais tous se reconnaissent une dette commune envers le Pop'Art et son fer de lance, Andy Warhol. Tout a commencé dans les années 60 : la jeune peinture américaine se pâmait devant Kandinsky, devant l'abstrait. En réaction contre le règne de l'abstraction, Warhol se tourna délibérément vers le cadre quotidien de la vie, vers la ville, vers les imprimés et la publicité, vers la télévision et la bande dessinée. Ses tableaux se composaient d'une suite d'images : des bouteilles de Coca-Cola, des boîtes de conserve, des Marilyn Monroe, des Liz Taylor, etc. Mais le Pop'Art avait ses propres limites : il se contentait de produire en série des objets standardisés fort coûteux ; les riches acheteurs se lassèrent de ces toiles multipliées à des dizaines ou des centaines d'exemplaires ; le collectionneur a trop le goût de l'objet unique... Warhol abandonna la peinture pour le cinéma. Les hyperréalistes prirent le relais.

Ils sont tous nés entre 1930 et 1940, à Berkeley, à Danvers, à Miami, à New York. Ils connaissent tous très bien l'histoire de l'art. Ralph Going se veut un disciple d'Ingres. Don Eddy se déclare « classique ». Ils peignent ou ils sculptent des images aisément accessibles et familières, dépouillées de leur contenu affectif. Ralph Going a un faible pour les caravanes et les intérieurs de cuisines. Don Eddy peint des garages, des parkings et des automobiles. Lowell Nesbitt signe des Volkswagen tantôt rutilantes, tantôt délabrées. Davis Barrish peint des motos, des moteurs de motos, toujours des motos, rien que des motos. Guy Johnson des cimetières de voitures. John Salt des épaves de voitures. Chris Cross des moteurs flambant neufs. Tom Blackwell également. Ron Fleeman préfère les prototypes automobiles. John Rummelhoff, les cabines de camions.

Ils ne sont que quelques-uns à s'intéresser à l'être humain : John Kacere met en valeur des pin-up en slip ; Chuck Close piège des visages dans leurs moindres détails ; John de Andréa et Duane Hanson sont sculpteurs : ils font des moulages à même le corps des modèles et reconstituent des personnages « plus vrais que nature », où les veines donnent l'impression de courir sous la peau ; Andréa en fait des couples ou des femmes nus ; Hanson les habille en touristes petits-bourgeois, en boxeurs ou en clochards. Toutes ces œuvres se présentent comme des copies conformes de la réalité.

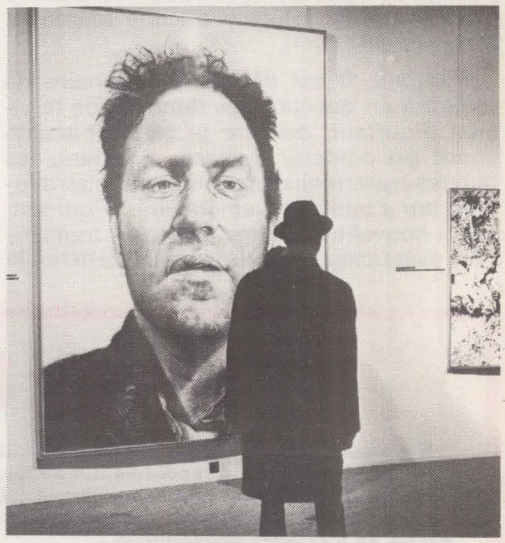
Pas un jeu gratuit

Edouard Manet recommandait : « Il faut être de son temps et faire ce qu'on voit ». Les hyperréalistes ont voulu lui donner raison : leur travail est le reflet exact de leur environnement le plus immédiat. Comme une photographie. D'ailleurs, fort justement, ce qu'en France on appelle hyperréalisme est désigné aux U.s.a. sous le vocable de « photoréalisme ». Ce n'est pas un hasard. Les artistes utilisent réellement la photo comme matériau élémentaire, comme outil stable pour le travail d'atelier. John Salt : « Je peins à partir de photographies ». Howard Kanovitz : « Je fais une photo, puis de cette photo je fais un dessin, du dessin une peinture ». Charles Close : « Je veux exprimer très clairement que je fais des tableaux d'après photos et que ce n'est pas de cette façon que l'œil humain le voit ».

Cette dernière précision est d'importance et situe la fonction de la photo dans l'hyperréalisme : elle ne se contente pas de servir de brouillon, elle impose une nouvelle manière de regarder. Une manière qui n'est ni celle de l'œil humain ni celle de l'objectif : l'œil donne une vision binoculaire, mais floue de contour ; la photo propose une vue d'ensemble monoculaire, mais certains éléments demeurent imprécis, quelle que soit la mise au point. Don Eddy explique très bien la nouvelle proposition de l'hyperréalisme : « D'un même sujet, je prends plusieurs vues en variant la profondeur des

→







Pour copie conforme



→

plans ; j'obtiens ainsi successivement une netteté de tout le champ ; ce sont ces mises au point successives qui doivent toutes se retrouver sur la toile. » Le cinéaste russe Eisenstein avait prévu ce phénomène : « D'une esthétique photographique nouvelle devrait naître un jour une nouvelle vision des choses ».

Le phénomène n'est pas nouveau. Dans « Hyperréalisme » (Editions du Chêne), Udo Kultermann raconte que Delacroix, Corot, Courbet, Degas, Cézanne se servaient déjà des photos comme modèles. Mais aucun d'eux n'avait eu l'intention de bouleverser et dépasser les résultats obtenus par la machine optique. Les hyperréalistes l'ont osé. Certains crient déjà à l'esthétisme, au jeu gratuit. Faut-il à nouveau reléguer « toute allusion réaliste dans une cabine de seconde classe », comme le dit Ralph Going ? Pour les novices, les hyperréalistes ont rendu à la peinture la crédibilité dont jouit la photo. Pour certains spécialistes, ce mouvement pictural est une entreprise de mystification, parce qu'il ne véhicule aucune idéologie progressiste.

Pourtant, il est déjà révolutionnaire de remettre en question les données de la vision. Pourtant, derrière la calme banalité sourd un contenu explosif. Pourtant, les œuvres hyperréalistes portent un regard lucide sur l'opulence américaine. Pourtant, ces « nouvelles natures mortes » transcrivent exactement la puissance matérielle, le fétichisme de l'objet et les aliénations de l'homme pris dans le carcan de « l'American way of life ». Pourtant, le trop-plein de réel qui déborde de ces toiles provoque un effet d'inquiétude. En résumé, quel admirable album de famille de l'Amérique de la fin du XXe siècle ! Une telle iconographie affirmative et forte dans ses répétitions peut-elle sérieusement être assimilée à des éloges ou à des applaudissements ? Si elle transcrit les pièges et les fantasmes de la majorité silencieuse chère à Nixon, cela ne saurait signifier qu'elle s'y associe.

Parlant de ses propres œuvres, William Seitz a très bien résumé la réelle fonction dénonciatrice de l'hyperréalisme : « Ces superkodachromes, reflets d'une opulence sans souci, peints au cours d'une période de déshumanisation et de convulsion sociale, expriment une réaction proche de la nausée ; ils projettent une lumière dévastatrice sur ces objectifs, jadis incontestés, de la vie américaine : le plaisir commercialisé, l'aisance matérielle, la puissance, la considération sociale ». En fait, les hyperréalistes n'aiment pas le sujet de leurs tableaux ; l'un d'eux l'a proclamé : « Si je peins une station-service, c'est parce que, selon moi, elle devrait être démolie ».

Une telle déclaration vaut par ses intentions. Il n'en convient pas moins de se demander si les toiles et sculptures hyperréalistes apparaissent vraiment comme des œuvres explosives aux yeux du public. Nombreux sont ceux qui perçoivent dans l'hyperréalisme une immense entreprise de « sécurisation » de l'opinion face aux agressions de la société américaine. Ce côté rassurant joue aussi au niveau technique ; après la désacralisation de l'objet artistique unique par le Pop'Art, le fignolage des hyperréalistes est séduisant... Un acheteur d'une toile de McLean pouvait ainsi déclarer : « J'achète l'œuvre d'un véritable artiste, je sais qu'il a mis huit semaines à peindre son cheval ».

Et si les hyperréalistes ne faisaient que jouer dans l'Amérique de Nixon le rôle joué par les artistes officiels — appelés « pompiers » — dans la France de Thiers, aux débuts de la IIIe République : le rôle de complices tacites du Pouvoir ?

JEAN-PAUL LIEGEOIS

Livres : Gare aux pseudo-économistes

Il y a quelques dizaines d'années l'économie s'érigeait en science. Abandonnant le générique pourtant explicite « d'économie politique », l'enseignement de l'économie prenait place à la chaire de « science économique ».

Que de promesses sous cette mutation et que de déceptions devant les résultats, semblent dire Jacques Attali et Marc Guillaume en prologue de leur livre, « L'anti-économique » (P.u.f.). Les auteurs de « L'anti-économique » parlent en connaisseurs : ils sont tous deux maîtres de conférences à Polytechnique. Leur critique de l'économie comme science consiste avant tout en une belle démystification.

Voici les postulats de la macro-économie, l'équilibre du marché, l'intersection des courbes d'offre et de demande ramenés à leur vraie signification : la défense et l'illustration d'un mode d'organisation sociale, le libéralisme capitaliste. Voici démasqués les fameux modèles macro-économiques, tellement impressionnants pour les non-initiés. « Au total, écrivent Attali et Guillaume, il semble bien que la fonction technique des modèles qui est essentiellement de réduire l'incertitude se double malheureusement d'une fonction réductive de l'imagination. Ils reflètent trop systématiquement un point de vue unique. »

Ces premières parties de « L'anti-économique » sont utiles, indispensables pour apprendre à se méfier de la prétendue objectivité scientifique des pseudo-économistes. La « théorie critique de la croissance économique » qui est ensuite esquissée par les auteurs nous entraîne plus avant, de même que les chapitres ultérieurs. Refusant une approche strictement économique du développement, Attali et Guillaume, s'ils n'adhèrent pas à la « mythologie des limites » présentée par le Club de Rome et le M.i.t., dénoncent un certain nombre de « fausses pistes » : l'optimisme scientiste, tout comme dans d'autres directions le développement des équipements collectifs ou la tendance à la croissance zéro, ne permettra pas de sortir du piège de la croissance.

Ils indiquent cependant une autre piste, vraie celle-là, mais peu défrichée, hélas : « Toute réorientation de la croissance des pays industriels suppose une action politique. Changer les règles et conditions du développement inégalitaire, briser les hiérarchies techniques et politiques, démystifier la consommation anarchique, réorienter la production vers les besoins totalement prioritaires ne peut se faire que par une modification fondamentale des rapports de pouvoirs et des règles du jeu économique. Concilier cette orientation avec notre conception de la liberté politique constitue le défi majeur auquel nous sommes confrontés ».

L'analyse du mode de consommation de nos sociétés, de la manière dont sont actuellement décidés les choix collectifs, le gaspillage de la nature, les inégalités, l'injustice et l'exploitation, tous ces phénomènes qu'analysent Attali et Guillaume les conduisent à une réflexion, malheureusement trop brève, sur une « économie de l'utopie ». Conclusion d'un ouvrage qui met en pièces l'économie officielle, ce chapitre appelle d'urgence des prolongements : « L'utopie est en effet trop improbable pour ne pas avoir à la fois un double aspect aléatoire et volontariste : ni nécessité ni hasard, bien davantage exigence : exigence d'un après-progrès, d'un après-désir, d'un après-pouvoir. »

Que convient-il de mettre sous le chapitre de cette utopie ? Le seul indice sûr qui nous soit indiqué porte sur l'idée d'autogestion, encore qu'« une amorce de réflexion théorique montre cependant qu'elle ne suffit pas à fonder un modèle global (...). Le concept doit donc se greffer sur une théorie globale économique et politique. »

N'en demandons pas plus à cet ouvrage qui a déjà l'immense mérite de nous sortir du bourbier de la science économique traditionnelle. Souhaitons seulement que le courant de pensée qu'incarnent Attali et Guillaume poursuive dans la voie esquissée ici. Ce pourrait être la bonne.

DAVID SYLVAIN



LES VRAIS SCANDALES DE LA SANTE

La maladie n'est pas seulement le moment de la souffrance. C'est aussi un immense marché. Les lois qui le régissent déterminent pour une bonne part la consommation médicale, le rôle et le fonctionnement de l'hôpital. Ce marché s'articule autour d'une conquête ouvrière, la Sécurité sociale. Mais le rôle que le Pouvoir fait jouer à cette dernière est ambigu. Elle permet « les soins » mais en même temps assure la redistribution — aux trusts pharmaceutiques et aux cliniques privées — par malade interposé, de l'argent de la collectivité.

« J'ai la grippe. Dans deux ou trois jours, je te téléphone. » Combien de fois par an cette phrase est-elle prononcée ? Trois jours, même huit, ce n'est rien. Pourtant, lorsque l'on passe de l'individuel au collectif, la grippe change de sens. C'est 4 250 000 malades, 8 000 morts. C'est 1 milliard de francs de soins médicaux, 24 millions de journées-travail perdues, 1 200 millions de « prises en charge » par la Sécurité sociale.

Et pour chaque maladie, derrière la gêne — ou le drame — se cache le social. Et l'économique **(voir « l'Unité » n° 100).** La maladie ne peut donc pas être analysée comme un fait purement individuel. Une épidémie de grippe, c'est la désorganisation de la production, des bénéfices accrus pour les industries pharmaceutiques. Ce peut être aussi un débat sur la vaccination, son coût, ses résultats : en la limitant aux vieillards « en hébergement social » —environ 300 000 personnes — cela coûterait 7 millions. Mais éviterait 26 000 grippes simples, 8 000 grippes avec complications, 1 200 hospitalisations, 400 morts. Ce qui économiserait 7,5 millions de francs à la Sécurité sociale. Et 8 millions aux divers organismes « prenant en charge ces 300 000 personnes. »

Ce type de calculs est généralement ignoré. Difficile d'admettre qu'aux yeux du capitalisme — ou plus simplement à ceux des économistes — la vie et la mort ont été chiffrées. Et pourtant...

Les chiffres sont d'importance : en 1972 la part des dépenses de santé des budgets d'un ménage, était de 13,7 %. Pour le seul régime général de la Sécurité sociale, les dépenses du secteur hospitalier se sont élevées à 13 milliards de francs en 1972. L'hospitalisation publique est la deuxième « entreprise » du pays : elle emploie 300 000 agents. L'industrie pharmaceutique 60 000. Les milliards ajoutés, le personnel, la technologie, la réalité de l'hôpital, c'est l'autre versant de la maladie : le « marché de la Santé ».

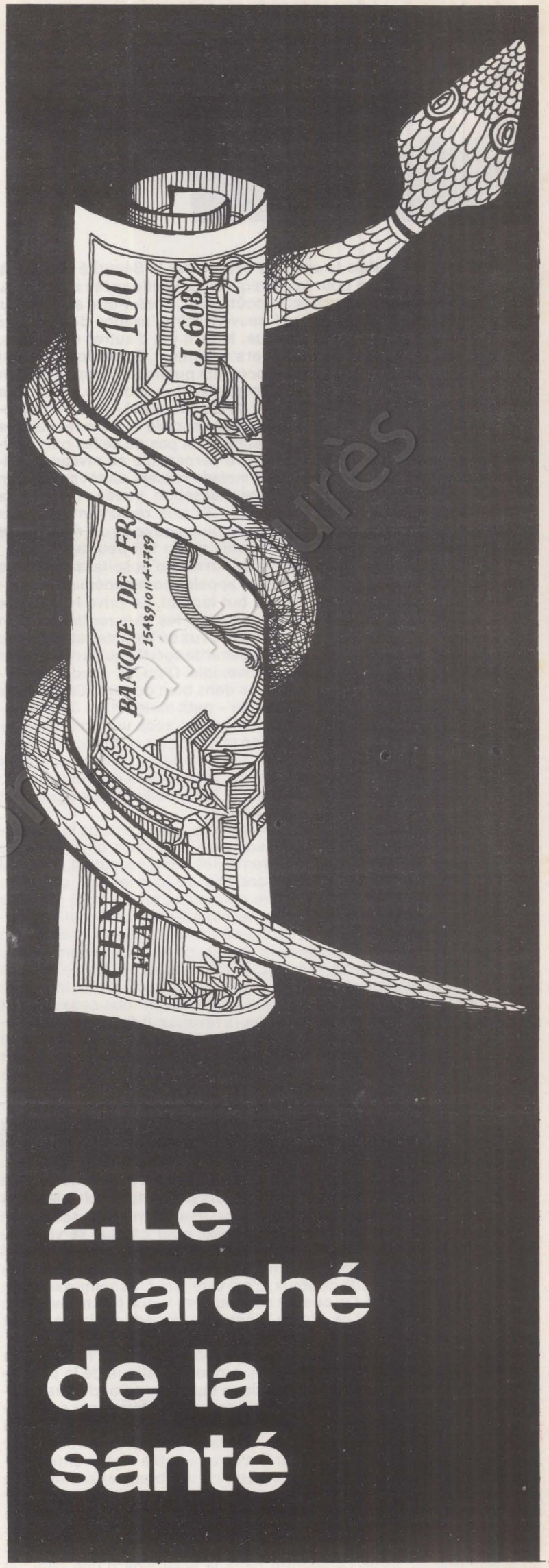
En France ce dernier n'obéit pas de façon directe aux lois du régime capitaliste. Non pas que son objet — la souffrance, la maladie — ait suffit à le « moraliser », à le régulariser. L'exemple américain est là pour prouver le contraire. C'est une conquête ouvrière, la Sécurité sociale, qui a permis d'atténuer depuis 1945, les règles du marché capitaliste. Fonds de solidarité alimenté par le patronat et les travailleurs, géré en majorité par les représentants de ces derniers — jusqu'aux ordonnances de 1967 — la Sécurité sociale fonctionne un peu comme un secteur socialisé, obéissant au principe « à chacun selon ses besoins » plutôt que se pliant directement aux lois du profit. Les avantages pour les travailleurs sont indiscutables : malgré des disparités dans la consommation de soins, les temps sont loin où la maladie et la vieillesse signifiaient forcément misère atroce. Même si de nombreux « besoins de masse » ne sont pas satisfaits, le « smicard » peut, à l'occasion d'un accident par exemple, recevoir des soins dont le prix est sans commune mesure avec ses revenus.

Car au moment où — à cause du progrès médical — se soigner coûte de plus en plus cher, combien pourraient assurer les frais de leur santé ? La Sécurité sociale, grâce à la redistribution qu'elle opère, permet à tous de se soigner, de consommer des soins. C'est-à-dire d'utiliser les « produits » ou « l'espace » d'industries tout à fait privées — industries pharmaceutiques, cliniques privées — à la recherche, elles, du profit maximum. La Sécurité sociale serait-elle aussi un moyen de reverser l'argent de tous dans la poche de quelques-uns ?

Radios inutiles

« L'hospitalisation en France ? Le scandale qui vient d'abord à l'esprit n'est peut-être pas le plus grave. Bien sûr, l'hôpital pour les pauvres et la clinique pour les riches, ça existe encore. Entre la coquette chambre particulière équipée de la télévision couleur et la sordide salle commune, c'est encore l'argent qui fait la différence. » Le jeune agrégé des hôpitaux qui s'exprime ainsi ne semble guère ému.

→



2. Le marché de la santé



LES VRAIS SCANDALES DE LA SANTE

→

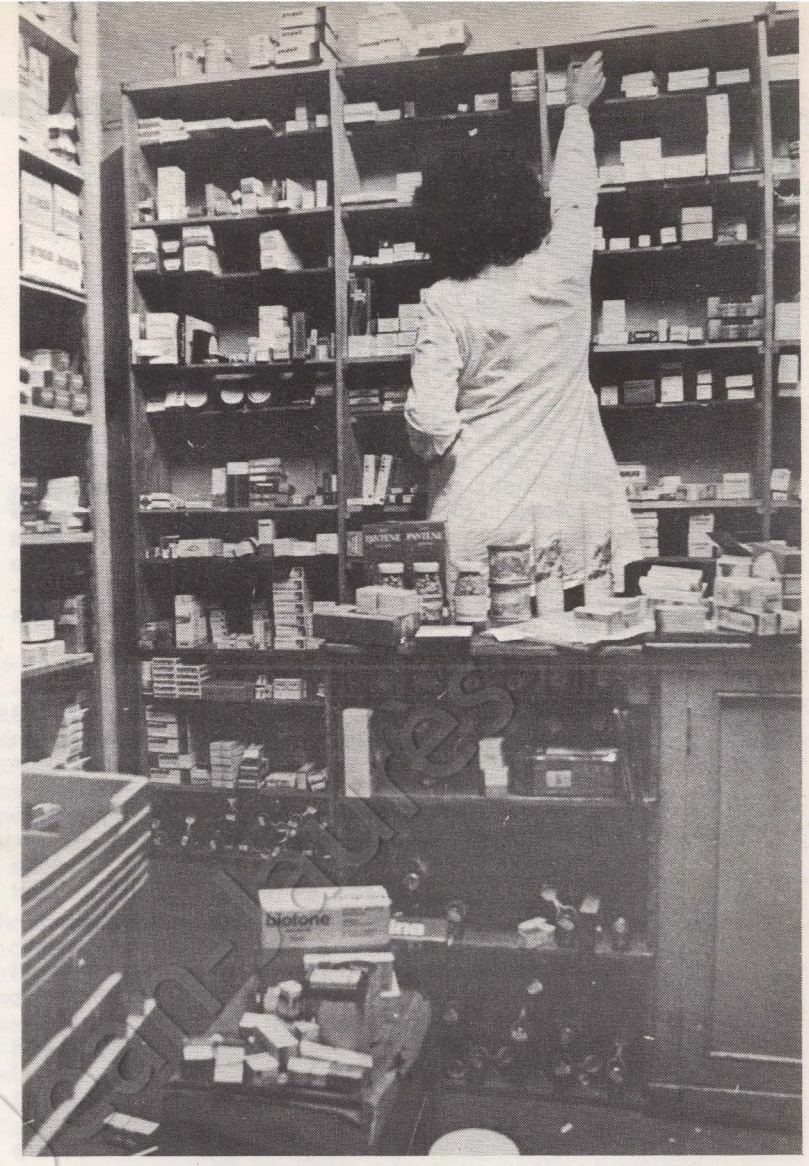
Plutôt désabusé. « Mais la prise en charge par la Sécurité sociale, à 80 % dans tous les cas pour les cliniques conventionnées et à 100 % pour les opérations plus graves et coûteuses, c'est-à-dire au-delà du « K 50 », permet à tous ceux qui peuvent faire l'avance des frais de connaître « les joies » de la clinique. Mais il y a d'autres scandales, moins évidents, qui, eux, persistent et s'amplifient. En particulier, celui de la part trop belle laissée par les pouvoirs publics à l'hospitalisation privée. Au détriment, bien sûr, de l'hospitalisation publique. Un choix a été fait : celui de laisser filer l'argent de la collectivité — par l'intermédiaire de la prise en charge par la Sécurité sociale — dans les caisses d'une industrie privée ». Cette injustice n'est pas de celles qui révoltent au premier abord. Elle n'est guère perceptible au niveau individuel. Et pas si facile à percevoir : le malade ressent plutôt comme un progrès le développement de l'hospitalisation privée, l'ouverture d'une clinique à proximité de chez lui. Et une réglementation aux détours trop complexes l'empêche, le plus souvent, de réaliser les incidences de ses choix — ou des choix qu'on fait pour lui.

C'est qu'en France coexistent deux formes d'hospitalisation : les hôpitaux publics ; les hôpitaux privés, appelés communément « cliniques », dont les trois quarts sont à but lucratif. Le privé représente 35 % des lits. Mais pas n'importe lesquels : les plus rentables, bien sûr. Les secteurs les plus fructueux étant ceux où les actes et examens pratiqués sont facturés plus cher à la Sécurité sociale qu'ils ne coûtent réellement : les radiographies, par exemple. D'où les « radios systématiques » — et inutiles — pratiquées dans bien des cas. Ou bien les interventions qui ne nécessitent que du « petit matériel » : les accouchements, les appendicites... Si bien que le secteur privé dispose approximativement de 50 % des lits en obstétrique, de 50 % en chirurgie générale. Mais seulement de 10 % en médecine générale, où les honoraires ne peuvent guère être élevés, comme ceux d'un chirurgien, et où les soins risquent d'être coûteux et l'immobilisation longue : ce qui ne favorise pas la rotation des lits.

Une division d'un même marché — en gros, l'ensemble de la population, rendu solvable par la Sécurité sociale — s'instaure ainsi. Pour les cliniques, les opérations faciles et rentables. Pour les autres, l'hôpital public. Malgré la réglementation des prix de journée des cliniques conventionnées, le taux d'ouverture d'hôpitaux privés a crû plus vite que prévu, plus vite que le taux de développement des hôpitaux publics. Si la banque Paribas s'intéresse à l'affaire, met en chantier un programme de cliniques à travers la France, ce n'est certainement pas par philanthropie. Quant à l'hôpital...Il doit faire face à tout le reste. A tous les cas médicaux et chirurgicaux, quels que soient leur intérêt et les équipements qu'ils nécessitent. Il doit recevoir tous ceux qui ont besoin de soins — quels que soient leurs revenus. Il doit aussi subventionner en partie la formation du personnel médical et para-médical et en totalité la recherche des médecins hospitaliers travaillant en dehors du cadre de l'Inserm (Institut national scientifique d'études et de recherche médicales). Il a aussi à prendre en charge la modernisation et l'amortissement de ses équipements. Situation unique au monde : partout ailleurs, l'achat et le renouvellement des infrastructures hospitalières sont financées grâce à la participation de l'Etat et des collectivités.

Il en résulte un prix de journée très lourd, qui est la somme de tous ces frais « sociaux », plus les frais hôteliers (nourriture), plus les frais médicaux (salaires du personnel et honoraires), somme divisée par un nombre de journées, déterminé à l'avance, pour chaque service. Ce n'est donc pas un prix réel que paie la Sécurité sociale, mais un prix moyen, identique à l'intérieur d'un même service quels que soient les soins donnés. Un malade coûteux, c'est celui dont les soins excèdent cette moyenne prévue. Or, ce sont ces malades-là que l'on trouve dans les hôpitaux publics. Les autres, dans leur grande majorité, étant dirigés sur le privé.

Dirigés ? Mais de quelle façon ? Un rapport annuel de l'inspection des Affaires sociales décrit une bien curieuse pratique de la part de certains médecins hospitaliers, pratique quasiment frauduleuse, appelée « l'écrémage ». Un médecin hospitalier, à mi-temps par exemple — il en existe encore beaucoup, malgré la réforme hospitalière de 1958 — reçoit en consultation publique un malade qu'il sait être aisé. Et dont la maladie présente cet intérêt d'être rentable : intervention importante suivie d'un temps d'hospitalisation très bref, par exemple. Le médecin n'aura qu'à pousser, très discrètement, son malade à choisir un meilleur confort et, peut-être, une assistance médicale plus nombreuse. Certains hôpitaux de province voient ainsi leur taux d'occupation des lits baisser — surtout en ce qui concerne les petites interventions — après l'ouverture dans le voisinage d'une clinique



Un marché énorme, des bénéfices fructueux.

privée. Ce qui entraîne la hausse du prix de journée dans le secteur public : le nombre de lits occupés baissant, tandis que les frais fixes restent constants. Et, bien sûr, c'est la Sécurité sociale qui paie. Des tarifs parfois très élevés dans certains services de pointe de la région parisienne : en réanimation ils peuvent atteindre 700 F par jour.

Selon le rapport de l'inspection des Affaires sociales, un tiers seulement des médecins de province auraient un comportement admissible, sauvegardant les intérêts du secteur public. Il faut dire qu'ils n'y sont guère incités : l'acte médical leur est rémunéré 3 à 4 fois plus dans le privé que dans le public. Parfois cette « privatisation » est même prévue par la réglementation : le médecin n'a pas besoin d'envoyer son client dans sa clinique en ville, mais il peut le recevoir à l'intérieur même de l'hôpital, dans ce qu'on appelle des « lits privés » : 5 % environ d'un service sont mis à la disposition du « patron », afin de l'inciter matériellement au plein temps hospitalier. Les honoraires versés par ses clients « privés » fixés à sa convenance, viennent compléter son salaire versé par l'hôpital. En contrepartie de l'utilisation de l'infrastructure et du personnel hospitalier, le praticien verse un pourcentage minime de ses honoraires à la direction de l'établissement.

C'est ainsi que, dans le même hôpital, d'un bout à l'autre d'un couloir, les prix — et l'encadrement médical — peuvent être sensiblement différents : 1 infirmière pour 8 malades à Henri-Mondor pour le secteur privé, contre 1 pour 35 dans le secteur public. Et, si beaucoup de praticiens n'utilisent pas leurs « lits privés », dans d'autres services ces lits connaissent un taux d'occupation fort élevé : en chirurgie, par exemple, une fois l'intervention achevée — et le gros des honoraires étant payés — le médecin « incite » son client à aller se rétablir plus économiquement dans le « public ».

Conséquences de telles pratiques, de cette situation de concurrence réelle, mais faussée, déloyale ? Elles peuvent être d'ordre médical : certaines cliniques privées, en particulier d'obstétrique, ne présentant pas toujours les garanties nécessaires, faute de matériel. Il peut arriver aussi qu'au contraire, pour rentabiliser des équipements existants, on indique systématiquement des examens que l'on sait être inutiles : « Ça ne fait pas de mal aux malades, et de toutes façons c'est la Sécurité sociale qui paiera ». Sans parler des rumeurs d'interventions chirurgicales abusives pas toujours décidées, paraît-il, après erreur de diagnostic, on y « tranquillise » les malades à coup de sédatifs. Pour diminuer les frais de surveillance.

Il y a aussi les conséquences sur le plan économique — donc social. Il y a tout l'argent de la Sécurité sociale qui va rentabiliser des capitaux privés par l'intermédiaire des malades et de la prise en charge. Et ce, même si l'hospitalisation privée en France est à l'heure actuelle indispensable, tant le secteur public est en retard sur ses pro-



Une clinique privée.



La salle commune



10 000 postes à créer ou à pourvoir.

pres objectifs : le Ve Plan n'a couvert en la matière que 32 % des besoins définis, et le VIe a vu ses crédits réduits de deux tiers par rapport à ceux demandés par la commission d'études. Il y a aussi la situation financière critique des hôpitaux publics, cause première de ce que l'on appelle la « déshumanisation ».

La déshumanisation, c'est les locaux vétustes, les salles communes bondées, les bancs dans un couloir comme salle d'attente, l'impossibilité pour le malade d'avoir des rapports avec le personnel de l'hôpital, les complications administratives de toute nature. L'impression que si la maladie est bien prise en charge, le malade, lui, est un gêneur — et rien d'autre. Il y a beau temps que les pouvoirs publics promettent la résorption des salles communes. Mais il y a loin des discours à la réalité. Les vœux pieux, l'appel au « dévouement » et au sourire des infirmières surchargées, les gadgets — quelques boutiques de souvenirs dans le hall, comme à Henri-Mondor — ne sont pas suffisants pour remédier à cette situation.

« Une bonne procédure pour les équipements, une bonne tarification, l'absence de discriminations et d'abus sont la base même de l'humanisation (...) qui ne peut être la somme de mesures partielles susceptibles de donner bonne conscience à peu de frais. » Ce verdict publié dans le rapport annuel de l'inspection générale des Affaires sociales, en 1970, est toujours d'actualité. Et rien ne changera pour les malades tant que les infirmières — et les autres catégories de personnels hospitaliers — connaîtront les conditions de travail actuelles. Elles sont peu payées— moins de 1 600 F pour une infirmière débutante de l'Assistance publique — pour pratiquer un métier éprouvant. Un métier où, au risque de contagion, s'ajoute le travail de nuit. Mais elles sont surtout, et de façon effarante, surchargées de travail : on estime à 10 000 le nombre de postes à créer et à pourvoir. Or, il devient difficile de trouver des infirmières : au bout de 5 ans de pratique, nombre d'entre elles préfèrent abandonner le métier, malgré, dans bien des cas, une forte « vocation » initiale.

La cession de certains services « hôteliers » à des entreprises privées est peut-être un des moyens envisagés par l'Assistance publique pour améliorer une gestion de plus en plus difficile. La cuisine préparée par les Wagons-lits Cook pour l'hôpital Louis-Mourier de Colombes est-elle meilleure que celle de l'Assistance publique ? Peut-être, mais pourquoi l'Assistance publique n'est-elle pas compétitive avec une société privée, alors qu'elle n'est pas tenue de faire des bénéfices ? En tout cas, les services de la société de nettoyage Clarté à l'hôpital Henri-Mondor à Créteil, sont dans l'ensemble peu appréciés : le personnel intérimaire, sous-payé, et dans la plupart des cas étranger, que cette société emploie ne peut pas avoir avec les malades le même contact — ne serait-ce que pour un problème de langue — que les anciennes « filles de salle , habituées à l'ambiance des hôpitaux. Tout ceci, évidemment, n'est pas fait pour revaloriser l'image de l'hôpital public.

Alors, à côté des équipements vétustes, comme La Pitié ou l'Hôtel-Dieu, installés dans des monuments historiques classés — donc quasiment intouchables — les pouvoirs publics, pour prouver leur efficacité et frapper l'imagination, ont choisi de construire quelques grands établissements de pointe. L'un des plus grandioses est l'hôpital Henri-Mondor, le « Hilton » des hôpitaux français. Mais ses installations, laboratoires et même blocs opératoires, tournent souvent au ralenti faute de personnel. A quoi sert un tel hôpital ? A prendre en charge les besoins de santé des habitants de Créteil ? Pas tellement. Henri-Mondor, c'est surtout le lieu des « beaux cas médicaux ». Dans ses services hautement spécialisés, on sauve des malades, des accidentés qui y étaient arrivés dans des situations désespérées. Mais cette médecine de prestige pourrait avoir un autre but que de sauver à tout prix un homme. Cette médecine a, peut-être, une fonction idéologique : la logique médicale sert ici de masque à une autre logique sociale. A Mondor — et ailleurs — on choisit de sauver, spectaculairement. Pour dissimuler que d'autres dégradations, d'autres souffrances ne sont pas enrayées. Encore quelques greffes du cœur, quelques reins artificiels, et on fera croire aux Français, par titres de journaux interposés, que tous leurs besoins médicaux sont pris en charge.

Car la réalité est tout autre ; aujourd'hui, l'hôpital ne répond plus aux besoins. Soumis, par la pression de l'hospitalisation privée, à la loi de l'offre et de la demande, il joue de moins en moins bien son rôle de service public. Dans les zones rurales, où le matériel ne pourrait être rentabilisé, le sous-équipement hospitalier est criant. C'est le marché, et non le besoin social, qui semble présider à l'ouverture d'un hôpital ; et a fortiori, d'une clinique privée. Et ce, malgré la loi de réforme hospitalière de 1970 instituant une « carte hospitalière » afin de remédier à une non-coordination qui conduisait à des sous-équipements et des sur-équipements aberrants.

L'industrie pharmaceutique

« Chouette, un bon hiver ! », se disent les jeunes cadres dynamiques du département Santé de Rhône-Poulenc, du haut de leur immeuble, plus grand et plus solennel qu'un ministère. Un bon hiver, pour ces technocrates du comprimé, ce n'est pas tellement quand il fait, bêtement, très froid. Non : c'est plutôt quand le temps est changeant, que l'on se couvre trop ou trop peu. Alors, la vente, en volume, peut augmenter de 3 % ! Ce qui, vu la part de Rhône-Poulenc sur le marché français (9 %), est loin d'être négligeable.

Second poste de dépenses de la Sécurité sociale, la consommation pharmaceutique des Français représentait 2,8 % du budget des ménages en 1972. Et si le poste des « dépenses médicales » croît plus vite que les autres secteurs de la consommation, c'est celui des dépenses de pharmacie qui détient le record de l'augmentation : la progression annuelle de la dépense en médicaments a été évaluée en 1972 à 16 %. Un marché énorme, à la croissance très rapide, en plein développement. Peut-être à cause d'une particulière fringale de médicaments de la part des Français ? Ou plutôt de la rapidité des visites médicales : pressés par les clients qui attendent, beaucoup de médecins répondent à l'angoisse du consultant par la rédaction d'une ordonnance, preuve tangible de l'intérêt qu'ils lui portent... En tout cas — pour 55 % des ventes — grâce au remboursement par la Sécurité sociale, qui supprime beaucoup de freins d'ordre économique.

Et à qui vont les bénéfices d'un secteur aussi florissant ? A quelques grands trusts et à une poussière de moyennes et petites entreprises. La concentration de l'industrie pharmaceutique est en bonne voie : en 1970, les 10 premiers groupes (dont Rhône-Poulenc, Roussel-Uclaf, Sandoz...) se partageaient 37,2 % du marché. Restent plus de 330 laboratoires, souvent contrôlés par un même groupe financier : 149 firmes réalisaient en 1972, 93,4 % du chiffre d'affaire total.

Et les bénéfices de l'industrie pharmaceutique sont des plus fructueux : son chiffre d'affaires a plus que triplé au cours de la période 1960-1970.

La consommation médicale obéit à des lois sensiblement différentes de celles qui concernent les autres marchandises. Une relation très forte s'instaure entre le produit et le consommateur : quand on sait sa santé en jeu, on lésine peu, dès qu'on en a les moyens. De plus, le prescripteur — le médecin — n'est pas le consommateur : le malade a rarement l'information nécessaire pour juger du bien-fondé de son ordonnance. Le payeur — la Sécurité sociale, en fin de compte — est sans pouvoir face au prescripteur... et heureusement, serait-on tenté d'ajouter. Cette industrie, qui se développe aux dépens de la Sécurité sociale, sur la maladie ou l'angoisse, n'est pas particulièrement morale, malgré les allégations de philanthropie de quelques-uns de ses représentants. Par contre, elle se vante d'être dynamique : en effet, bon an mal an, 460 à 500 spécialités sont mises sur le marché. Or on estime à 25, au maximum, les molécules nouvelles découvertes dans le monde. Ce qui laisse à penser que toute la « nouveauté » de ces 400

→



LES VRAIS SCANDALES DE LA SANTE

spécialités réside dans un dosage différent des composants, une présentation, voire un nom changé. Ces spécialités ont parfois une existence éphémère : leur durée de vie commerciale, qui était naguère de trois ans, tend à diminuer.

Pourquoi cet effort de « création » ? Simplement parce que c'est un moyen détourné d'augmenter les prix, assez étroitement réglementés. Le prix de tel médicament ne peut pas être élevé ? Qu'à cela ne tienne. On va en faire un autre — le même, ou peu s'en faut. Et le tour est joué. Depuis quelques années, une commission de la Sécurité sociale peut faire pression pour le maintien des prix. Mais ne peut guère refuser l'admission des nouveaux produits. En 1967, 3 000 produits, soit 11 000 présentations — contre 1 600 spécialités en Suède — se partageaient le marché. Et la mémoire des médecins.

Dans ces conditions, on comprend que le budget publicité de l'industrie pharmaceutique soit particulièrement élevé : 17 % du chiffre d'affaires, contre 7 % consacrés à la recherche. Chaque médecin reçoit en moyenne 3 kg de courrier publicitaire et 7 kg de revues médicales par semaine. Et un visiteur médical par jour. Ceux-ci sont 8 000 en France. Contre 5 000 salariés affectés à la recherche, dont 1 400 chercheurs à proprement parler. Encore cette recherche n'est-elle bien souvent que de la « cuisine » : copiage de la formule du laboratoire concurrent, dosages nouveaux de mélanges déjà existants. Quant aux grands laboratoires, ils orientent généralement leurs recherches vers des produits qui pourront faire l'objet d'une consommation « de masse » — au détriment souvent de recherches plus originales, qui feraient progresser la médecine. Et, en l'absence de toute coordination — secret commercial oblige — le gaspillage se multiplie : plusieurs équipes de chercheurs peuvent avancer sur un même terrain sans que, à aucun moment, leurs travaux ne soient mis en commun.

L'obtention de l'autorisation de mise en vente d'un produit pharmaceutique, délivrée par le ministère de la Santé, donne lieu également à des pratiques douteuses. Certes, des batteries de tests très sérieux sont mises en place en laboratoire. Mais une expérimentation doit être faite en milieu hospitalier : l'expertise, ou « l'essai clinique ». Un professeur, médecin hospitalier, peut toucher... disons plus de 10 000 F pour rédiger un rapport ne présentant aucun sérieux scientifique. Non pas que l'on puisse l'accuser de négligence coupable. Mais, connaissant déjà le prétendu « nouveau » produit, il doit juger qu'il n'y a pas lieu de s'émouvoir... Selon le Pr Georges Mathé, 85 % des remèdes n'auraient jamais fait la preuve de leur efficacité. Tous les procédés ont bons pour faire de l'argent. On estime à 30 ou 40 % des quantités achetées le nombre de produits qui sont jetés après un séjour plus ou moins long dans les armoires familiales. Car le conditionnement, conçu par le fabricant sans qu'à aucun moment les consommateurs ou la Sécurité sociale ne soient consultés, fait gaspiller 30 à 40 % des prestations pharmacie versées par la Sécurité sociale.

La distribution pharmaceutique, elle aussi, jouit d'une situation un peu paradoxale, et privilégiée. Relevant du secteur libéral, elle est protégée par tout un appareillage de réglementations : nécessité du diplôme, monopole de la distribution des médicaments, numerus clausus limitant le nombre d'officines — 1 pour 3 000 habitants dans les grandes villes, 1 pour 2 000 habitants dans les campagnes. Mais, en fait, le réseau de distribution est moins dense que prévu dans les zones rurales : 1 pharmacie pour 3 900 habitants. La création de pharmacies mutualistes, seule forme de concurrence possible, est étroitement surveillée : 57 pour toute la France ! Leur influence commerciale est donc très limitée et très localisée.

Rente de situation, encore une fois, à la charge de la Sécurité sociale — donc de la collectivité — et perpétuée par le poids des privilèges acquis.

Même devant la mort

Telle semble donc être la plaie dont souffre l'ensemble de l'appareil de production et de distribution de soins. C'est que, parallèlement au secteur socialisé, se sont développées des industries de haute rentabilité. Et l'argent de la collectivité est reversé à quelques trusts, quelques banques — toujours les mêmes — sans que le consommateur ait eu son mot à dire sur les choix qu'on lui imposait. En cela du moins, le marché de la Santé est bien semblable aux autres. Tous les chiffres cités à propos de la Santé sont impressionnants. Chiffres de coûts et de bénéfices, de prestations et de consommation. Devant



Pour l'hôpital : la grosse chirurgie coûteuse.

cette inflation, certains reculent : est-on allé trop loin ? Les Français vont-ils finir, gavés de remèdes, par consacrer une part majeure de leurs revenus à se soigner ? C'est — presque — l'argument gouvernemental, visant à limiter les dépenses, en augmentant la part du ticket modérateur (à la charge de l'assuré social), en cherchant à instaurer un « profit médical » — une évaluation du coût de chacune des maladies, et une analyse des prescriptions de chacun des médecins afin qu'ils respectent une norme. C'est oublier que la sur-consommation médicale des Français n'est pas évidente. Parfois, c'est plutôt leur sous-consommation qui l'est.

Le besoin de soins, en effet, est une notion malaisément chiffrable. Changeante, selon les temps, les sociétés, les classes sociales. Dans une société plus menaçante, plus pathogène, mais au niveau de vie plus élevé qu'auparavant, il est normal que la demande de soins augmente. C'est le cas pour toutes les sociétés industrialisées. De plus, on oublie souvent, dans les calculs de croissance, de faire la part de ce qui est dû à la simple croissance démographique. Les personnes âgées, de plus en plus nombreuses, sont les plus grandes consommatrices de soins : une personne de plus de 65 ans consomme de 3 à 5 fois plus de soins qu'une de 30 ans. L'augmentation des coûts médicaux est dû également à la technicisation de la médecin, aux appareillages de plus en plus complexes et coûteux. Mais aussi au progrès scientifique qui étend le champ médical : on consulte maintenant pour des maladies hier connues, mais que l'on croyait impossibles à traiter ; le simple rhumatisme, par exemple.

Enfin, il ne faut pas oublier l'énorme disparité dans la consommation des soins. Tout d'abord dans la consommation de loisir, de soleil, d'air pur et de sports d'hiver, qui ne sont pas comptabilisés comme dépense de santé.

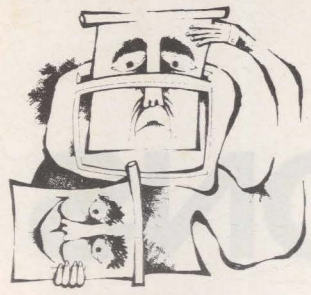
Mais la principale disparité est évidemment d'ordre économique. En 1960, les employés dépensaient 4 fois plus que les ouvriers pour les soins dentaires, si l'on prend l'exemple d'un secteur où la sous-médicalisation de certaines classes de Français est évidente. Les dépenses médicales (hospitalisation exclue) vont de 50 F par an et par personne chez les ouvriers agricoles, à 130 F chez les cadres moyens et supérieurs. Pourtant, les « petits salariés » paient plus proportionnellement en cotisations sociales que les « hauts », par le simple jeu du plafonnement. Or les « classes sociales les plus défavorisées », du fait de leurs conditions de vie et de travail, sont plus exposées à la maladie et à la souffrance. La preuve ? Les chiffres terribles de l'inégalité devant la mort, résultante certaine de l'inégalité devant la maladie : à 60 ans, un cadre supérieur a encore, en moyenne, 18 ans d'espérance de vie devant lui. Un O.s., un salarié agricole, moins de 15 ans. Et le taux de la mortalité périnatale suit de près l'échelle des revenus.

Injustice dans la consommation des soins, aggravée par l'injustice face à la maladie. Injustice devant la mort : la loi de la classe exploitante parle ici son langage le plus fatal.

MARIE-LOUISE TAILLEFER

La semaine prochaine :
« Nous vous réparons... faites le reste »

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 8 MARS

Au rendez-vous des grands reporters (20 h 30, ch. 1).

L'avocat international Samuel Pisar à l'émission Questionnaire (22 h 05, ch. 3).

SAMEDI 9

Top à... Barbara (20 h 35, ch. 2).

Claudel et les traces du XXe siècle : « Conversation dans le Loir-et-Cher » (20 h 40, ch. 3).

Retour à Freud : Jacques Lacan (22 h 45, ch. 1).

DIMANCHE 10

Dans le cycle Robert Bresson : « Le procès de Jeanne d'Arc » (22 h 45, ch. 2).

LUNDI 11

A l'heure de Dien Bien Phu : « La 317e section », un film de Schoendoerffer, aux lisières du reportage et de la fiction (20 h 40, ch. 3).

MARDI 12

Dirigeants et syndicalistes de l'Office dans un débat des Dossiers de l'écran : « L'O.r.t.f. face aux spectateurs » (20 h 35, ch. 2).

Les « gens du voyage » aux Provinciales de Knapp et Bringuier (20 h 55, ch. 1).

MERCREDI 13

Guy Béart, le ballet soviétique Beriozka, etc. au Grand échiquier (20 h 35, ch. 1).

L'amusant western de Robert Aldrich : « Quatre du Texas » (20 h 35, ch. 2).

JEUDI 14

Une adaptation de Malaparte : « Les femmes aussi ont perdu la guerre » (20 h 30, ch. 1).

Au magazine 52 : la Tunisie, le Venezuela (20 h 40, ch. 3).

Le 1er épisode d'une série sur Allard, général d'Empire : « Le soleil se lève à l'est » (21 h 45, ch. 2).



Livres

HISTOIRE

*** Philippe Machefer : Ligues et fascismes en France, 1919-1939 (P.u.f.)**

Une radioscopie de cette extrême droite d'avant-guerre qui devait finir dans les bras du nazisme.

SOCIETE

*** Sylvain Desprès : Et devant les hommes (La Pensée universelle).**

L'expérience d'un juré qui raconte l'envers des audiences. L'arbitraire du système judiciaire actuel, minutieusement décrit.

*** Camille Olivier : Adopter un enfant (Calman-Lévy).**

Le pourquoi de ces procès déchirants où l'on a pu voir parents adoptifs et parents naturels se disputer un enfant. Le procès d'une administration inhumaine.

*** Pierrette Sartin : Aujourd'hui, la femme (Stock).**

Formation professionnelle, crèches, divorce, foyer, avortement, contraception, fisc, loi : la femme est-elle l'égale de l'homme devant tous ces problèmes ? Nul besoin d'être au M.l.f. pour répondre non.

*** René Lenoir : Les exclus, un Français sur dix (Le Seuil).**

Handicapés physiques, inadaptés sociaux, drogués, malades, fugueurs, délinquants, personnes âgées, indigents, chômeurs, « smicards » : ils sont des millions à ne pas profiter de l'opulence...



Disques

*** Léo Ferré : L'espoir (Barclay 90.001).**

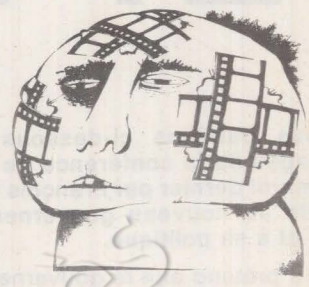
Léo Ferré tient un petit garçon par la main : son fils. Pour lui, il quitte quelques instants son ton féroce et désabusé : il oublie son passé, ne vitupère plus son présent et entonne l'avenir.

*** Jean Hugues : La vilaine (Société française de productions phonographiques 14.018).**

Sa « sève langagière fleurit comme un marronnier aux fleurs rouges », écrit Pierre Seghers. Un vrai chanteur. Tout neuf.

*** A la recherche du temps de Proust (Arion ARN 37.169).**

C'est aussi le temps de Camille Saint-Saens, de Gabriel Fauré, de Maurice Ravel, de Claude Debussy, etc.



Cinéma

*** Jan Troell : Les émigrants ; Le Nouveau Monde (à partir du vendredi 15).**

Sur le thème — hélas plus actuel que jamais, sous d'autres formes — de l'émigration, une admirable saga en deux parties : dans la Suède misérable du XIX siècle, l'exil d'une petite communauté, puis ses désillusions une fois installée dans « l'Eden » américain. Avec deux des plus impressionnants acteurs bergmaniens : Liv Ullmann et Max von Sydow.

*** Marcel Carné : Les enfants du paradis.**

La reprise du mois. Le mime Debureau, la belle Garance, l'anarchiste Lacenaire, l'acteur Frédéric Lemaître : 1840, le « boulevard du Crime »...Trente ans après, le film de Carné et Prévert a toujours bon pied bon œil. Barrault, Brasseur et Arletty n'ont jamais été meilleurs.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*60 F* ☐
normal d'un an à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Serge Richard (rédacteur en chef), Claude Fuzier, Guy Perrimond, Michèle Backmann, Josette Barbier, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jacqueline Sorret, Maurice Séveno, Antoine Violet.

SECRETAIRE DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot.

AVEC LA COLLABORATION DE
François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Henri Delisle, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéi.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523. 10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2000.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76 - Yvetôt.

L'ETAT ET LES FACTIONS

Nous publions ci-dessous quelques passages de la conférence de presse tenue mardi dernier par François Mitterrand, relatifs au nouveau gouvernement Messmer et à sa politique.

On prétend que le gouvernement Messmer II avait des états d'âme. De l'âme c'est beaucoup dire. Le problème qui se pose à nous c'est le problème de l'Etat. Dira-t-on que le gouvernement retrouvera sa cohésion parce que MM. Charbonnel, Stasi et Poujade sont partis ? Rien ne marchait plus, semble-t-il. Il fallait retenir le souffle des Français. Quelle solennité ! On va changer de gouvernement, mais aussi frapper les coupables. Quels étaient les coupables ? Personne ne s'en doutait, c'était M. Poujade ! Et quelques autres. Alors, pour nous, le problème se pose dans les termes suivants : est-ce que les raisons du trouble et du désordre de l'action gouvernementale ont été éliminées dans la constitution du gouvernement Messmer III ?

Ce que l'on peut souhaiter pour la France, c'est que le gouvernement gouverne bien. Or, le diagnostic le plus sérieux, relevé d'ailleurs par l'ensemble de la presse, est celui-ci : les principaux ministres travaillent en terme de stratégie présidentielle. Les principaux ministres, ceux qu'on appelle souvent les « barons du régime », organisent leur lutte en raison de leurs intérêts électoraux et non plus en raison de l'intérêt de l'Etat. Comme s'ils s'installaient dans une crise permanente. Observez ceux qui sont partis. Etaient-ils dans la course ? Chacun sait bien que non. Observez ceux qui sont restés et de quelle façon l'équilibre a été établi entre eux jusqu'à la création de ces ministères d'Etat qui permettent à l'équipe Chaban avec Olivier Guichard, à moins qu'il ne travaille pour son compte, ou à l'équipe Giscard, dont nul ne doute qu'il n'a jamais songé à travailler pour personne d'autre, et vous constaterez qu'ils sont tous sur la ligne de départ, exactement au même niveau, en attendant le coup de pistolet — il y a déjà eu beaucoup de faux départs — mais c'est au président de la République de décider.

Toutes les conditions d'une reprise incessante dans la petite guerre civile qui régit les relations internes de la majorité depuis le mois de mars 1973, non seulement sont maintenues, mais elles sont aggravées. Les chefs de file continuent d'élargir leur fortin, ils organisent leurs meurtrières. Bref, il n'y a pas d'Etat dans la mesure où chacun veut s'emparer de l'Etat pour son compte. S'il y a eu accalmie depuis quelques jours, il le fallait bien, et M. Sanguinetti, c'est vrai, a remisé ses anathèmes, qui peut croire que cela durera plus que la semaine ?

Je pense donc que notre devoir est de dénoncer cette incapacité des groupes de la majorité à dépasser leurs querelles. C'est un véritable crime contre l'Etat que de considérer que les institutions étant mises en place, les électeurs s'étant prononcés, la majorité ayant pris la charge de l'administration, chacun de ceux qui entrent au gouvernement devient tout aussitôt un chef de clan, un inspirateur de faction. Perdant de vue les engagements qu'ils ont pris devant l'opinion publique, ils se lancent dans une compétition qui devient sordide, afin d'échapper aux principes fondamentaux qui sont les structures mêmes de la République. M. Pompidou a voulu marquer qu'il serait obéi. Malheureusement, depuis 4 ans, on voit de quelle façon tout se défait.

PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Cette attitude des différents leaders de factions, des prétendants au pouvoir qui n'ont même pas la décence d'observer que pour l'instant quelqu'un s'y trouve, est particulièrement remarquable dans le comportement de M. Giscard d'Estaing, dans la mesure où il semble bien que chacun des prétendants n'a plus pour objectif que d'effacer ses responsabilités, qui sont souvent ardues et difficiles, afin de faire sauter les obstacles qui pourraient empêcher le prochain coureur d'arriver avant l'autre. Je prends l'exemple de notre ministre des Finances parce qu'il est typique.

Essayez d'analyser aujourd'hui la politique financière de la France. Essayez de chercher les sources et vous observerez un sérieux camouflage des chiffres. Le brouillard est l'arme de guerre de notre ministre des Finances. Mais ce brouillard peut être percé pour peu que l'on ait de l'application. Le gouvernement Messmer II, dont le bilan doit être fait et sera fait, je l'espère, dans un débat de politique générale, dès la rentrée parlementaire, a commencé avec une inflation de 6 % par an pour l'année, il vient d'achever sa course avec 13 %. L'inflation, loin d'être jugulée, s'est accrue pour les raisons de caractère objectif que chacun connaît mais aussi pour des raisons spécifiques, propres à la carence du gouvernement.

D'abord dans l'analyse. Il est bien entendu qu'il s'agit d'une politique dont le caractère de classe n'échappe à personne. On a tout dit, semble-t-il, lorsqu'on recherche l'origine de l'inflation dans les augmentations de salaires. Et donc, a contrario, on dit : il ne faut pas que les salaires augmentent plus vite que les prix. Comme s'il n'y avait pas l'inflation par les prix, l'inflation par les coûts et, beaucoup plus encore, l'inflation par les inégalités.

Alors que notre production intérieure brute est en bonne situation, observez de quelle façon on a joué de la catastrophe. Les discours sur la nécessité de l'exportation accrue, nous pouvons parfaitement les entendre. Mais on exige tout aussitôt des travailleurs un effort supplémentaire. Que nous pouvons aussi entendre. A la condition qu'ils ne supportent pas la part principale des sacrifices. C'est cela que nous refusons...

Rien n'a été fait pour restructurer les secteurs majeurs de l'économie française. Rien pour réduire les inégalités. Le chômage s'est accru pendant le gouvernement Messmer II de plus de 100.000 personnes. La hausse des prix alimentaires, au niveau de la consommation, est souvent scandaleuse, ce qui est d'ailleurs la principale cause de la hausse des prix. Dans le moment même où les producteurs — les producteurs de viande en particulier — connaissent une crise très grave. D'ailleurs, en ce qui concerne la politique agricole, il était temps de changer de ministre. On allait enfin apercevoir que la politique en question était la politique de l'esbrouffe. Pauvre M. Marcellin !...

Nous pensons que M. Pompidou a, d'une certaine façon, eu raison de demander au gouvernement Messmer II de disparaître. Il n'a eu qu'un tort, c'est d'en faire un troisième.

LA D.S.T. LA MAIN DANS LE SAC

Les journalistes de « Libération » viennent de lancer un beau pavé dans la mare du Service d'action civique. Il y a une semaine, « Libération » publiait l'ordre de mission n° 783 du Sac de Marseille. Rédigé le 24 mai 1968, on pouvait y lire une liste de noms et d'adresses de militants de gauche de la région marseillaise

Au-dessus de ces listes, on lit : « A regrouper stade-vélodrome, ou à regrouper stade de l'Huveaune. » Ce document portait la référence 13 /014. Cette semaine, ces journalistes ont récidivé en publiant un autre exemplaire d'un même type, portant la référence 13 /009.

Les militants de gauche conduits dans les stades en 1968 comme les Chiliens en 1973 à Santiago, on croit rêver. Et pourtant, ces documents paraissent suffisamment sérieux pour que le député socialiste Georges Fillioud ait posé une question écrite au ministre de l'Intérieur.

D'autant que sur ces deux documents, il y a la même mention inquiétante : « Origine liste : Direction surveillance du territoire. » On savait les liens qui existaient entre le Sac et certains policiers. Mais là, cela devient vraiment inquiétant. La D.s.t., pour le moment, n'a pas cru bon de s'expliquer.

Les précisions s'accumulent pourtant : en 1968, l'organisation du Sac à Marseille comprenait 12 chefs de groupe qui devaient diriger les rafles de militants de gauche. Chaque chef de groupe possédait 4 listes de noms, soit au total 48 listes. Et c'était plus de 820 personnes qui auraient dû être raflées.

Ces fiches comportent une autre mention : « Utilisation immédiate en cas clash et sur ordre Paris ». Les ordres ne sont pas venus. En tout cas, ces documents sont trop graves pour que le Pouvoir continue à se taire longtemps.

Nous reparlerons de cette affaire.